

UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL - FACULTÉ DE DROIT

RESSOURCES ET POPULATION DE L'INDE

SOUS L'ANGLE DE LA PLANIFICATION

THÈSE

présentée à la Faculté de Droit de l'Université de Neuchâtel
pour l'obtention du grade de Docteur en Droit

par

GILBERT ÉTIENNE

Licencié en Droit

GENÈVE

ÉDITIONS E. DROZ

8, rue Verdaine

IMPRIMERIE DU « JOURNAL DE GENÈVE »

1955

UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL - FACULTÉ DE DROIT

RESSOURCES ET POPULATION DE L'INDE

SOUS L'ANGLE DE LA PLANIFICATION

THÈSE

présentée à la Faculté de Droit de l'Université de Neuchâtel
pour l'obtention du grade de Docteur en Droit

par

GILBERT ÉTIENNE

Licencié en Droit

GENÈVE

ÉDITIONS E. DROZ

8, rue Verdainc

IMPRIMERIE DU « JOURNAL DE GENÈVE »

1955

*La Faculté de droit de l'Université de Neuchâtel
autorise l'impression de la thèse présentée par
M. Gilbert ÉTIENNE, intitulée Ressources et
Population de l'Inde sous l'angle de la planifi-
cation, en laissant à l'auteur la responsabilité des
opinions exprimées.*

Neuchâtel, le 17 octobre 1955.

Le Doyen de la Faculté de droit :
MAURICE ERARD



Introduction

Notre premier devoir est de fixer les limites du travail que nous avons entrepris. Faire l'inventaire de toutes les ressources de l'Inde, analyser les multiples problèmes de sa démographie, serait une gageure dans un espace aussi réduit que celui de notre ouvrage. Nous nous bornerons à traiter une question précise¹ : l'évolution présente et future des ressources et de la population, ou, si l'on préfère les répercussions réciproques des facteurs économique et démographique. D'une manière schématique, cela reviendrait à opposer tonnes de riz, balles de coton et tonnes d'acier au nombre d'habitants actuels et à venir. Il s'agit de définir les besoins par rapport au volume de la population, et l'importance de celle-ci par rapport aux ressources disponibles.

Un tel problème ne se rencontre pas seulement en Inde, mais se retrouve sous une forme plus ou moins identique dans nombre de pays sous-développés². Il est particulièrement aigu dans les états qui ont obtenu récemment leur indépendance ou qui se trouvent encore soumis à un régime colonial. Dans de telles régions, en Afrique comme en Asie, le gouvernement étranger et la civilisation moderne ont contribué à l'augmentation des populations, sans que le développement économique ait suivi le rythme démographique. Il en résulte un profond déséquilibre qui risque d'aller en empirant à moins de mesures radicales, et d'une entreprise de sauvetage non seulement à l'échelon national, mais sur le plan mondial.

En Inde, rétablir l'équilibre est d'autant plus difficile que la masse de la population est déjà considérable. Chaque année celle-ci croît d'un nombre d'habitants équivalent *grosso modo* à toute la population suisse. Etant donné les faibles bases de départ, des augmentations de production industrielle de 50 ou 100 % sont loin de

¹ Par des tableaux mis en annexe, nous traiterons divers problèmes qui, sans être en rapport étroit avec notre sujet, sont cependant utiles à connaître.

² Pour cette raison, nous ferons de fréquentes références à d'autres pays asiatiques afin de marquer les similitudes ou au contraire les différences qu'ils présentent par rapport à l'Inde.

combler l'écart et perdent de leur importance, exprimées par rapport au nombre d'habitants.

On pourrait s'étonner que nous ne disions rien du vieux remède qu'est l'émigration, soupape de sûreté dont le rôle a été si important dans l'histoire des peuples. Les conditions politiques actuelles ne permettent pas d'envisager une telle solution. Comment concevoir que l'Australie ou le Canada acceptent d'héberger 10, 20 ou 50 millions d'Indiens et de Chinois ? Même si les obstacles politiques ne se posaient pas, il y en aurait d'autres d'ordre économique : où trouver les dizaines de milliards de dollars nécessaires à une opération de cet ordre ? En outre, à supposer qu'une telle opération fût possible, il serait à craindre qu'on ne pût obliger tant de gens à quitter leur patrie pour une terre lointaine et inconnue.

La plupart des faits et données statistiques que nous reproduisons sont issus des publications officielles de l'Inde. Peut-on les accepter tels quels ? Dans l'ensemble, nous le pensons. Des documents comme le *First Five Year Plan* ou le *Census of India*, 1951, sont aussi complets qu'objectifs. Il faut rendre cette justice au gouvernement, aux démographes et économistes indiens qu'ils ne se payent pas de mots et reconnaissent pleinement leurs difficultés. Ils ne cachent ni les succès, ni les retards du plan quinquennal. Ces éléments sont d'ailleurs acceptés par la très grande majorité des économistes étrangers. Si toutefois, pour prévoir le pire, des erreurs s'étaient glissées dans les statistiques, nous ne pensons pas qu'elles pourraient prêter à de graves conséquences, et porter sur des différences telles qu'elles faussent notre appréciation de la situation.

Dans l'ensemble, l'Inde possède avec le Japon les meilleures services statistiques de l'Asie. Mais, comme le remarquent les Indiens, il s'en faut que tous les chiffres doivent être pris au pied de la lettre. Dans un pays aussi vaste, où un grand nombre de villages constituent encore un système d'économie quasi fermée, certains éléments ne peuvent être dénombrés avec une exactitude mathématique. Pour serrer la vérité de plus près, il faut souvent procéder par estimation, en particulier lorsque nous faisons des prévisions sur le développement futur. A cette réserve près, nous pouvons faire confiance aux chiffres cités qui sont indispensables pour nous donner le fil directeur de l'évolution économique et démographique.

Si nos sources principales reposent sur les documents officiels de l'Inde, les ouvrages des démographes et économistes indiens et occidentaux, ainsi que les revues et périodiques se rapportant à notre sujet, nous n'avons pas hésité à recourir à la presse quotidienne indienne, à ses principaux journaux anglais et hindi. Par là, nous saisissons le fait sur le vif, propre à confirmer les données générales.

Cette méthode est utile, car notre intention n'est pas d'ouvrir une discussion académique sur l'optimum des ressources et de la population, mais d'étudier une question concrète, vitale pour des millions d'individus.

Il nous faut dire quelques mots des raisons qui nous ont poussé à faire cet ouvrage. A l'heure actuelle, il y a relativement peu d'études assez récentes pour tenir compte du dernier recensement indien. Celui-ci a eu lieu en mars 1951 et ses résultats ont été publiés en automne 1953. Il nous a donc paru utile de faire connaître ce document dans le cadre du premier plan quinquennal (1951/56) et des futures mesures de planification.

Au moment où l'URSS poursuit ses plans quinquennaux et ébranle l'Asie centrale du grondement de ses bulldozers, au moment où la Chine brise son ancien cadre pour se lancer dans la course au modernisme¹, il est du plus haut intérêt de considérer un autre système de planisme, de voir les conditions dans lesquelles il se présente et quelles sont les méthodes suivies.

Notre autre intention est d'insister sur la gravité du problème démographique, tel qu'il se pose à un pays particulier : l'Inde. Tout le monde sait en Europe et ailleurs qu'il y a beaucoup d'Indiens et qu'ils ont beaucoup d'enfants, mais trop souvent on néglige de faire cette dure arithmétique qui additionne ou qui multiplie têtes d'habitants et sacs de riz.

Il n'est pas question pour nous de rouvrir la vieille querelle « pour ou contre Malthus », mais de voir l'aspect nouveau de ce problème dans les pays sous-développés où nous ne pouvons appliquer les critères du XIX^e siècle européen. La révolution industrielle et la conjoncture politique qui a prévalu jusqu'à la dernière guerre ont brisé la relative homogénéité de l'univers, séparant pays sous-développés, développés ou sur-développés. Dans ces conditions, il serait faux de ne rechercher qu'une seule vérité démographique. Il y en a au contraire plusieurs et force nous est d'en prendre acte dès maintenant.

¹ Nous ne sous-entendons pas que les méthodes soviétiques et chinoises soient absolument identiques, mais on conviendra qu'elles s'inspirent d'une idéologie ou de formes d'idéologie différentes de celles suivies par l'Inde.

**DONNÉES
ANCIENNES**

CHAPITRE I

L'Inde pré-britannique

Résumer 2000 ans d'histoire économique en quelques pages serait une gageure que nous éviterons. Il est cependant nécessaire d'insister sur quelques caractéristiques du passé.

Quel était le standard de vie indien jusqu'à la conquête britannique ? Donner une réponse précise est difficile, car nous manquons de sources abondantes et exactes. Néanmoins, les récits des voyageurs qui visitèrent l'Inde sont d'un grand intérêt, surtout lorsqu'on les compare aux études faites depuis 150 ans.

« La famine ne doit pas exister dans ce pays » remarque l'ambassadeur du roi Seleucos, le grec Mégasthène, au moment où il se rend à la cour de Chandra Gupta Maurya (fin du IV^e siècle avant J.-C.)¹. Ce propos est probablement trop optimiste. Il tient au fait qu'à cette époque, les famines sont plus localisées, alors que plus tard il leur arrivera de balayer comme un raz de marée toute une partie de l'Inde. Il semble néanmoins acquis que l'Inde connaît pendant plusieurs siècles des conditions de vie meilleures que celles d'aujourd'hui.

Une partie importante de la population tirait ses ressources de l'industrie artisanale, dont les produits sont d'une qualité difficilement surpassable. Dans les textiles comme dans le traitement des métaux, l'Inde acquiert de bonne heure une renommée qui restera inaltérée jusqu'à la révolution industrielle. L'Inde draine vers ses côtes et dans l'intérieur du pays, une masse considérable de richesses. Sous l'empire romain, Pline l'Ancien² se lamente de voir l'Inde absorber chaque année au moins 550 millions de sesterces.

Jusqu'à l'an mille, les royaumes bouddhistes et hindous sont célèbres pour leur bien-être. Au V^e siècle, le pèlerin chinois Fa Hien nous décrit en ces termes l'empire gupta³: « Les gens sont nombreux

¹ Cité par MAJUMDAR, RAYCHAUDHURI et DATTA, dans *An Advanced History of India*, p. 869.

² PLINIE l'Ancien, *Historia Nat.*, X, p. 84.

³ Pour la transcription des mots indiens nous avons généralement suivi la phonétique italienne pour les voyelles (u = ou), et l'anglaise pour les consonnes (j = dj; ch = tch).

et heureux. Le roi gouverne sans prononcer de peines capitales. Les gens des diverses religions ont créé des hospices où le gîte et la nourriture sont fournis aux voyageurs. » Deux siècles plus tard, le fameux Hiuan Tsang est frappé de la richesse qu'il rencontre : ¹ « Dans ce pays, on trouve en quantité les marchandises les plus rares des autres contrées. Les habitants vivent dans une heureuse opulence. »

Dès le XI^e siècle, les invasions musulmanes affaiblissent l'économie indienne. Pillages et destructions prennent des proportions d'autant plus graves, que les expéditions finissent par s'étendre à toute l'Inde. Elles arrivent jusqu'à l'extrême sud, limite que les invasions antérieures n'avaient pas atteintes. A partir de cette époque les renseignements que nous avons sont mélangés, certains pleins d'éloges, d'autres très amers. Ils reflètent les vicissitudes que traverse l'Inde : guerres, invasions, famines prennent de l'extension, alternant avec des temps prospères, d'ordre et de paix. Il ne faut pas non plus oublier que l'Inde ne forme pas un tout uniforme. Elle n'est jamais complètement unifiée par les Musulmans. Certaines régions peuvent être soumises aux pires déprédations, alors que d'autres vivent dans l'abondance.

Au XIII^e siècle, le poète persan Amir Khusrav écrit : « Chaque perle de la couronne royale n'est que la goutte de sang cristallisée, chue des larmes du paysan ². » Ailleurs, au Mysore, le Portugais Duarte Barbosa est émerveillé de la prospérité qu'il trouve dans le royaume de Vijayanagar (XVI^e siècle) ³ : « Les gens du peuple habitent des maisons au toit de palmes fort bien construites, s'alignant sur de longues avenues avec plusieurs places largement ouvertes. Un intense trafic de marchandises et de gens fortunés défile dans la ville. La majorité des hommes sont de condition aisée. »

A l'avènement des Moghols, au XVI^e siècle, l'Inde, ou du moins une partie notable du pays, retrouve pour deux siècles une relative stabilité. L'administration est en progrès sur celle des anciens sultans de Delhi (XIII-XVI^e siècles). Suivant l'exemple du souverain Sher Shah, les grands Moghols améliorent les voies de communications et la sécurité des routes. « La police était si stricte, écrit le Français Jean-Baptiste Tavernier, en 1636, qu'en particulier sur les routes, il n'était jamais nécessaire d'exécuter quelqu'un coupable de vol ⁴. »

¹ Cité par René GROUSSET, dans *Sur les traces du Bouddha*, p. 120.

² M. S. RENOU, *L'Economie de l'Inde*, p. 28.

³ *The Book of Duarte Barbosa*, vol. I, p. 208.

⁴ J. B. TAVERNIER, *Voyage en Inde*, trad. anglaise, p. 325.

Les cités d'Agra, de Delhi et de Lahore sont beaucoup plus peuplées que Londres à la même époque, et reflètent une grande abondance. Quant à l'agriculture, elle n'est guère différente de ce qu'elle est aujourd'hui dans de nombreuses régions ; l'irrigation est largement pratiquée. Poursuivant la réforme agraire de Sher Shah, l'empereur moghol Akbar (seconde partie du XVI^e siècle) assure une certaine protection aux paysans. Les collecteurs d'impôt ou zamindars n'ont ni les droits ni les pouvoirs que les Britanniques leur concéderont à la fin du XVIII^e siècle, lorsqu'ils en feront de véritables propriétaires fonciers. Système qui s'est révélé détestable, comme nous le verrons ultérieurement.

Malheureusement, plusieurs famines s'abattent sur le pays, engendrant des calamités effroyables. Un marchand hollandais raconte avoir vu des hommes manger leurs semblables après leur avoir donné le coup de grâce (famine de 1630/32). Durant cette même famine, sous le règne de l'empereur Shah Jahan, la condition des paysans empire, les impôts devenant de plus en plus lourds. Par la suite, les guerres incessantes d'Aurangzeb (règne 1658-1707) appauvrissent l'empire. C'est surtout le Dekkan qui est soumis à rude épreuve. Chaque année, pendant 20 ans, l'armée impériale, forte de 100.000 hommes et d'un train de 300.000 chevaux, éléphants, chameaux et bœufs, se livre à des opérations militaires et des destructions innombrables ¹.

Au XVIII^e siècle, l'Inde entre en pleine désintégration politique : l'empire moghol craque de toute part. Les grands féodaux s'affranchissent de la tutelle de l'empereur. Plusieurs guerres, les rivalités entre royaumes hindous et musulmans vont permettre aux Britanniques de cueillir le fruit devenu mûr pour tomber dans les mains de l'envahisseur le plus entreprenant.

Pourtant, dans cette époque sombre et décadente, des régions de l'Inde restent préservées et conservent une prospérité étonnante. En 1788, un voyageur français s'arrête à Bednore, dans le royaume du sultan Tipou : « Les rues y étaient rectilignes et mesuraient jusqu'à dix kilomètres de long. Toutes les richesses de la nature et de l'art y étaient rassemblées. Les habitants étaient riches, polis et magnifiques, les mœurs y étaient douces et fines comme l'air qu'on y respire. Un luxe d'architecture noble et simple l'embellissait. C'était enfin un séjour enchanté, un second paradis terrestre ². »

¹ Sir J. SARKAR, *A Short History of Aurangzeb*, p. 321.

² *Les Indiens ou Tipou Sultan*, récit d'un voyageur français, pp. 110-111.

Si le peuple et surtout la paysannerie connaissent un sort difficile, le commerce et l'artisanat restent prospères, et cela pendant toute la domination musulmane. La qualité des produits indiens demeure fidèle à elle-même : au XII^e siècle, le géographe arabe Idrissi relève que : « les Hindous excellent dans le traitement du fer, et la qualité de leurs aciers est insurpassable ¹. » En plein XVII^e siècle, la tradition se maintient, si l'on en croit Tavernier ², lorsqu'il parle de l'armement des soldats de Golconde : « Les canons de leurs mousquets sont plus forts que les nôtres et le fer en est meilleur et plus net, ce qui fait qu'ils ne sont pas sujets à crever. » Les considérations d'un autre Français, Bernier, rejoignent celles de Pline. Bernier écrit à Colbert comment l'or et l'argent après avoir circulé dans tout le globe, aboutissent en grande partie en Hindoustan, où ils sont absorbés d'une manière ou d'une autre ³. Durant tout le XVIII^e siècle, les textiles indiens restent supérieurs à ceux de l'Europe, et les belles de chez nous s'arrachent mousselines de Dacca, châles du Cachemire ou simples cotonnades imprimées ⁴.

Quant à la population, elle est de tout temps importante. Du passage d'Alexandre (IV^e siècle avant J.-C.) à la conquête britannique, M. Kingsley Davis estime qu'elle a varié entre 100 et 150 millions. C'est un chiffre élevé comparé à l'Europe. Au XVII^e siècle, celle-ci y compris la Russie, ne compte que 100 millions d'habitants, alors que l'Inde en a 125 millions.

En temps normal, la population trouve dans l'agriculture de quoi se nourrir. Des régions comme le Bengale sont excédentaires en riz, et vendent leurs surplus à d'autres territoires. Avec l'accroissement démographique, ce phénomène cesse de se produire, et dès le milieu du XIX^e siècle, le Bengale ne produit plus assez de céréales pour nourrir sa propre population.

L'équilibre entre population et produits alimentaires, n'est toutefois pas constant. Les calamités naturelles, sécheresse ou au contraire inondations, font des ravages, surtout depuis le XVI^e siècle. Au cours de la famine qui sévit au Bengale en 1770, près d'un tiers de la population trouve la mort.

Que conclure de ce tableau ? Prétendre que l'Inde est un pays de cocagne avant l'hégémonie britannique serait aussi inexact que d'affirmer que les Britanniques ont sauvé l'Inde de la misère. Entre ces deux extrêmes, le moins qu'on puisse dire est que, jusqu'au

¹ Cité dans *The Periplus of the Erythrean Sea*, p. 71.

² TAVERNIER, *op. cit.*, p. 109.

³ *Lettre à Monseigneur Colbert*, pp. 197 et suivantes.

⁴ SAVARY, *Dictionnaire du Commerce*, 1727.

X^e siècle environ de notre ère, l'Inde connaît des conditions économiques probablement supérieures à celles d'aujourd'hui. Par la suite, l'instabilité est plus marquée. Il y a des périodes sombres, des famines aussi dévastatrices que celles du XIX^e siècle. Quant au paysan, d'une manière générale il est pauvre, et le plus souvent il ne connaît pas des conditions de vie très différentes de celles qu'il a depuis le siècle dernier. Néanmoins, il n'est pas rare de rencontrer des époques et des régions de grande prospérité, telles que l'Inde n'en a plus connu depuis cent cinquante ans. Après 1800, nous défions quiconque de trouver une description de ville indienne analogue à celle de Bednore.

Deux éléments restent par contre constants à travers toute l'histoire de l'Inde pré-britannique : ce sont la vitalité de son commerce extérieur, et la qualité et l'importance de son industrie artisanale, source de vie pour des millions d'Indiens.

CHAPITRE II

Evolution démographique de 1891 à 1951

Déterminer le mécanisme des forces démographiques dès le début du XIX^e siècle serait difficile, étant donné le manque de renseignements statistiques sûrs. Le premier recensement auquel procèdent les Britanniques a lieu en 1881, mais il est incomplet, aussi préférons-nous porter notre attention sur les six dernières décennies, soit les deux périodes de trente ans précédant et suivant 1921.

Il nous faut discuter une question préalable : la valeur de nos sources : les recensements britanniques et le premier recensement indien effectué en 1951 sous la direction de M. R. A. Gopalaswamy, ancien membre de l'Indian Civil Service. Suivre aveuglément les chiffres, les prendre au pied de la lettre serait dangereux. Certains des recensements au moins n'ont pas été tout à fait complets par suite de l'hostilité de la population lors du mouvement d'émancipation. Pour le dernier recensement, M. Gopalaswamy estime que la marge d'erreur ne doit pas dépasser 12 pour mille en dessus et 10 pour mille en dessous du résultat obtenu. Malgré ces relatives incertitudes, les chiffres que nous citerons permettent d'apprécier la situation avec un maximum de précision suffisante. En outre, ils tracent clairement la marche suivie par la démographie indienne depuis soixante ans.

Le mouvement démographique semble s'être mis en branle vers 1750. Il s'accélère à partir de 1870, à mesure que les effets du régime britannique se font sentir davantage. L'un des plus immédiats est d'inaugurer une longue ère de paix qui ne sera pas troublée, la révolte des cipayes de 1857/58 mise à part. La suppression des guerres, des razzias (citons en particulier celles des Mahrattes) et du banditisme contribue à l'accroissement de la population. D'autre part, l'ordre établi permet de stocker des vivres en prévision des mauvaises années, coutume qui n'avait pu être pratiquée durant les troubles du XVIII^e siècle.

AVANT 1921

Pour la période 1891-1921, le mouvement de la population se présente comme suit :

	Millions	Millions
1891	235,9	
1901	235,5	— 0,4
1911	249	+ 13,5
1921	248,1	— 0,9 ¹

(Tableau tiré du *Census of India*, 1951, p. 122)

Pendant trente ans, la population reste presque stationnaire, et l'augmentation de 12 millions apparaît dérisoire comparée à celle de la période suivante qui atteint 108 millions. Comment expliquer ce piétinement du mouvement démographique ?

Pour la période 1891-1900, les terribles famines qui ravagent de nombreux territoires répondent à notre question. Selon le rapport du recensement de 1901, 2 millions d'Indiens périssent d'octobre 1896 à septembre 1897. En 1899, la mousson est à nouveau insuffisante, et les mauvaises récoltes dont elle est responsable, entraînent la mort de 3 millions d'habitants. A la famine s'ajoutent les épidémies : en 1896, la peste fait son apparition à Bombay et se répand dans le reste du pays. Elle commence par faucher un million de vies humaines.

De 1901 à 1910, les conditions atmosphériques sont meilleures, et l'on n'enregistre pas de grande famine. La peste reste par contre meurtrière et anéantit 6,5 millions d'Indiens.

Les années qui s'écoulent entre 1911 et 1920 sont encore plus noires que les précédentes. Durant l'épidémie d'influenza, M. Kingsley Davis estime que 15 à 20 millions d'hommes ont trouvé la mort. Entre 1911 et 1918, l'indice de mortalité aurait presque doublé ².

APRÈS 1921

1921 est l'année-tournante de la démographie indienne. Dès cette date, on n'enregistre plus de catastrophes à l'exception de la famine du Bengale de 1943. L'accroissement de la population n'est plus interrompu par les coups de frein de la nature, aussi s'accélère-t-il :

¹ R. A. GOPALASWAMY, *Census of India*, pp. 122 et suivantes pour les chiffres de ce tableau et ceux qui suivent.

² K. DAVIS, *The Population of India and Pakistan*, p. 33.

	Millions	Millions
1921	248,1	
1931	275,5	+ 27,4
1941	312,8	+ 37,3
1951	356,9	+ 44,1

A première vue une telle évolution paraît surprenante : les habitudes du peuple en face de la conception n'ont pas matériellement changé, et le nombre de décès dus à la maladie ou à la vieillesse n'a guère diminué.

En fait, les causes anormales de décès (famines et épidémies) sont à elles seules presque exclusivement responsables de l'évolution démographique. Leur disparition, ou du moins leur très forte réduction de 1921 à 1951, explique l'accroissement de la population. Pareille affirmation est difficilement contestable, car nous avons vu les hécatombes suscitées par famines et épidémies avant 1921. Confirmant ce point de vue, M. Kingsley Davis écrit : « Ces calamités sont en grande partie responsables du manque d'accroissement démographique durant les décennies où elles se produisent, parce que les provinces et les états les plus durement touchés sont précisément ceux qui montraient les plus faibles taux d'augmentation ¹. »

A partir de 1921, le gouvernement prend d'énergiques mesures pour combattre la famine. En 1931, le rapporteur du recensement constate que : « Il n'y a pas eu de grave famine durant la période 1921/1931... Les progrès réalisés dans le domaine des communications empêchent aujourd'hui le retour des désastres connus auparavant... Les famines ont été localisées et peu importantes. » Non seulement les réseaux ferroviaires et routiers se développent, mais l'administration fait de grands progrès dans sa lutte contre les famines.

Dans le domaine de l'hygiène, la période 1921/1931 enregistre également une amélioration. Déjà en 1931, le rapporteur du recensement déclare que : « Chaque année les méthodes pour enrayer le choléra et la peste se perfectionnent. En fait, nous pouvons considérer la peste comme éliminée. » L'usage des vaccins devient plus répandu. Alors qu'en 1880 on ne compte que 27 personnes sur 1000 vaccinées contre la petite vérole, on en a 158 en 1945 ². Les mesures sanitaires s'intensifient en vue de lutter contre la pollution des eaux, de sauvegarder la propreté des puits. Dans les grandes villes, l'eau est chlorifiée, enfin des progrès sont réalisés dans l'aménagement des égouts.

Un dernier phénomène explique la diminution des famines et des épidémies qui leur sont souvent liées. La nature semble avoir été

¹ K. DAVIS, *op. cit.*, p. 28.

² *Ibid.*, p. 47.

plus clémente au cours des trente dernières années ¹. Les statistiques du Département de météorologie indiquent que les conditions atmosphériques sont sensiblement meilleures de 1921 à 1951 que de 1891 à 1921. Les périodes de sécheresse se font plus rares. Quant aux excès de la mousson, qui entraînent des inondations et par contre-coup des épidémies, ils diminuent également.

L'ÉVOLUTION DES TAUX DE NATALITÉ ET DE MORTALITÉ

Etudier les mouvements de la population en se basant uniquement sur l'accroissement global, donnerait une idée insuffisante de l'évolution qui s'est produite, aussi n'est-il pas inutile de considérer les fluctuations des taux de natalité et de mortalité.

Pareille étude ne peut avoir toute la rigueur scientifique souhaitable, étant donné la précarité des sources. L'enregistrement des naissances et des décès n'est pas pratiqué d'une manière complète, aussi les taux qui en découlent donnent-ils des résultats inférieurs à la réalité. Premièrement sous le régime britannique, seules les provinces directement administrées par le vice-roi tiennent des registres. Ceux-ci ne touchent par conséquent que les trois quarts de la population totale, le reste faisant partie des états princiers jouissant d'une large autonomie, et en général peu préoccupés d'état civil. Deuxièmement, même dans les régions où existent des registres, il s'en faut que tous les décès et naissances soient signalés. Il est donc nécessaire de n'accorder qu'un crédit limité aux résultats officiels. Particulièrement suspects sont les taux pour 1941/1951, époque où, selon M. Gopalaswamy, le système de l'enregistrement s'est détérioré. Pour serrer de plus près la réalité, nous nous inspirerons des estimations de M. Kingsley Davis dans son ouvrage *Population of India and Pakistan* et de celles du *Census of India*, 1951.

Taux de natalité ²

	‰		‰
Estimations : 1891-1901	46	Registre de l'état civil :	34
1901-1911	48		37
1911-1921	49		37
1921-1931	46		33
1931-1941	45		34
1941-1951	40		27

¹ *Census of India*, 1951, p. 133.

² Pour ce tableau cf. K. DAVIS, *op. cit.*, p. 69 et GOPALASWAMY, *op. cit.*, pp. 79, 80 et 183.

De 1891 à 1941 les variations sont très faibles, le taux de natalité n'accusant qu'un léger fléchissement. L'accélération qui semble s'être produite depuis 1941 doit être acceptée avec prudence. Il n'est pas certain qu'elle soit réellement aussi marquée, car le chiffre de 40 pour mille est établi sur d'autres bases que les précédentes (les premiers empruntés à M. K. Davis, p. 69, les derniers à M. Gopalaswamy, pp. 79 et 88). Il est possible que cet écart résulte des différences de méthodes utilisées. Cependant, même en admettant que la diminution ait été aussi sensible, un fait est certain : le taux de natalité a beaucoup moins baissé que celui de la mortalité.

Taux de mortalité ¹

	⁰ / ₀₀		⁰ / ₀₀
Estimations : 1891-1901	44,4	Registre de l'état civil :	—
1901-1911	42,6		—
1911-1921	48,6		34,3
1921-1931	36,3		25,3
1931-1941	31,2		23,0
1941-1951	27		19,4

Ce tableau montre combien le taux de mortalité est plus déterminant que celui de la natalité. Il correspond nettement aux mouvements de la population que nous avons relevés de 1891 à 1951 : taux élevé pour les trois premières décennies, avec une pointe en 1911-1921, reflet de la diminution de la population de 900.000 personnes ; puis, baisse de la mortalité, et fort accroissement de la population.

ESPÉRANCE DE VIE

Celle-ci se présente de la manière suivante :

	Hommes	Femmes
1891-1901	23,63	23,96
1901-1911	22,59	23,31
1911-1921	19,42	20,91
1921-1931	26,91	26,56
1931-1941	32,09	31,37
1941-1951	32,4 ²	

¹ GOPALASWAMY, *op. cit.*, p. 183 ; K. DAVIS, *op. cit.*, pp. 33 et 36.

² Kingsley DAVIS, *op. cit.*, p. 62 et GOPALASWAMY, *op. cit.*, p. 187.

Les chiffres de ce tableau ne reflètent peut-être pas tout à fait l'évolution qui s'est produite, car ils proviennent de sources différentes : jusqu'à 1931, il s'agit des recensements britanniques, pour 1931/1941 les statistiques des âges n'ayant pas été faites par les autorités, nous avons eu recours aux estimations de M. Davis, et pour la dernière décennie, nous citons les chiffres de M. Gopalaswamy. Malgré l'absence d'un ajustement rigoureux entre ces données, il ne fait pas de doute que nous retrouvons ici la ligne générale tracée par la population indienne depuis soixante ans.

Pour résumer cette analyse, nous noterons que l'accroissement de la population depuis 1921 est dû avant tout à la grosse diminution des causes anormales de décès, diminution qui est fonction de l'abaissement du taux de mortalité ; l'espérance de vie s'est de ce fait trouvée prolongée. Quant au taux de natalité, il n'a pas eu d'effets marqués, puisqu'au moins jusqu'en 1941 il est resté stationnaire.

L'ACCROISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE DE L'INDE COMPARÉ A CELUI D'AUTRES PAYS

On a parfois tendance à considérer l'accroissement démographique de l'Inde comme « phénoménal ». Un tel préjugé est fort éloigné de la réalité, car, comparé à de nombreux pays, le mouvement de la population indienne est relativement modéré et même assez lent. Si, cependant, on a tôt fait d'arriver à des chiffres considérables, cela ne tient pas au rythme d'augmentation, mais à l'importance de la population à l'origine : sur une base de plus de 300 millions, le moindre pourcentage donne de gros chiffres.

Aux environs de 1750, la population du globe est estimée à 730 millions d'habitants¹ : 15 millions peuplent les Amériques et l'Océanie, 480 l'Asie, 140 l'Europe et 95 l'Afrique. Un siècle plus tard, la population mondiale arrive à 1,17 milliard, le taux global d'accroissement étant pour chaque décennie de 5,1 %. Le Nouveau Monde augmente trois fois plus vite, son taux étant de 15,5 % ; celui de l'Europe est également au-dessus de la moyenne avec 7 % ; quant à l'Asie (4,4 %) et l'Afrique (1,8 %), elles sont en dessous.

En 1900, la population de l'univers atteint la cote 1,61 milliard. Le rythme d'augmentation s'accélère, passant à 6,3 % pour chaque décennie. Le Nouveau Monde et l'Europe mènent toujours la course, le premier avec un taux de 16,8 %, la seconde avec 8,1 %. L'Asie reste loin derrière eux avec un taux de 4,5.

¹ GOPALASWAMY, *op. cit.*, pp. 135-137.

Cette avance de l'Occident tient au fait que le taux de mortalité baisse, tandis que celui de natalité est à peu près constant. Dès 1900, l'usage toujours plus répandu des pratiques contraceptives affecte sensiblement le taux de natalité, au point que ce dernier tombe plus vite que celui de la mortalité. Au cours des 5 dernières décennies, le taux d'accroissement européen n'est plus que de 6% par période de dix ans, celui du Nouveau Monde passe à 15,1. L'Asie avec 6,8% et l'Afrique avec 9,3% dépassent l'Europe.

La population de l'Europe et des Amériques, qui constitue le cinquième de la population mondiale en 1750, en représente le tiers en 1900, et dépasse ce rapport en 1950, avec 880 millions d'âmes sur les 2,39 milliards de la population du globe, où Afrique et Asie réunissent 1,51 milliard.

Si nous entrons dans le détail en prenant les pays en particulier et non plus les continents, nous constatons que la population indienne a crû dans des proportions qui n'ont rien de démesuré :

Accroissement de 1871 à 1941

	%
Inde	52
Royaume-Uni	57
Etats-Unis	230
Japon	120

(Tiré de M. K. Davis, p. 27)

A l'heure actuelle, l'accroissement annuel de l'Inde reste légèrement inférieur à celui du monde *in globo* : Inde 1,25%, population de l'univers 1,5% ¹.

De ce qui précède, il ressort que le jeu des forces démographiques en Inde n'a rien d'extraordinaire. Il s'agit d'un phénomène tout à fait normal, étant donné les conditions dans lesquelles il s'est manifesté. Si simple soit-il, ce processus d'expansion démographique n'en a pas moins causé, et cause encore, de graves perturbations. Des deux facteurs de base : population et ressources, seul le premier a pleinement évolué, tandis que le second ne suivait pas un cours parallèle, d'où le déséquilibre que nous tenterons d'étudier dans les chapitres suivants.

¹ Rapport de la FAO, cité par l'*Economist* du 18 septembre 1954.

CHAPITRE III

Evolution industrielle sous les Britanniques

AFFAIBLISSEMENT DE L'INDUSTRIE ARTISANALE

Jusqu'en plein XVIII^e siècle, l'industrie indienne demeure florissante, assurant une part importante des ressources, en même temps qu'elle fournit de nombreuses occasions de travail. Domination britannique et révolution industrielle vont bouleverser ces données.

Le cas des textiles est le plus caractéristique, aussi vaut-il la peine de nous y arrêter. Dès le XVII^e siècle, la concurrence des textiles indiens sur les marchés européens prend des proportions considérables et cause les plus graves soucis aux industriels et marchands britanniques. En 1697, par exemple, les commerçants londoniens sont à tel point irrités par la qualité des soies, calicots et autres textiles indiens qu'ils tentent lors d'une émeute de saisir le trésor de l'« East India House ». En 1721, la vogue des étoffes indiennes devient telle en Grande-Bretagne que le Parlement finit par interdire la vente et le port de tissus venus des Indes ¹.

La puissance politique de la Compagnie des Indes et les progrès techniques réalisés en Grande-Bretagne vont permettre enfin de triompher de l'industrie textile indienne ; mais au début, celle-ci résiste : malgré les inventions européennes (navette volante, métier à filer le gros, métier à tisser mécanique), les étoffes indiennes restent moins chères que celles d'Angleterre. Ce n'est que vers 1813 que l'industrie locale commence à fléchir devant les progrès toujours plus perfectionnés de l'industrie britannique et devant les pressions exercées par la Compagnie ².

¹ Cf. à ce propos, W. MILLBURN, *Oriental Commerce*, pp. xxxix et xlvii.

² D'après B. V. KESKAR, *L'industrie textile à domicile dans l'Inde moderne*, les importations indiennes de textiles venant de Grande-Bretagne passent de 0,9 million de roupies en 1813/14 à 4,26 millions en 1832/33.

Les exportations de coton brut se développent, renversant une des plus immémoriales constantes du commerce indien. Filés et tissés en Grande-Bretagne, les textiles indiens reviennent à leur pays d'origine sous forme de produits manufacturés. Les coûts de production continuent à baisser en Europe, les artisans locaux ne sont plus de taille à lutter. Ils sont réduits au chômage et n'ont pas d'autre ressource que de se tourner vers la terre pour subsister.

Si la ruine de l'industrie artisanale est particulièrement manifeste dans les textiles, elle ne se limite pas à ce secteur. Les porcelaines « made in Birmingham » détrônent les poteries indigènes, en même temps que de nombreux produits métallurgiques sont importés du Royaume-Uni. Le système colonial classique est établi : la colonie exporte des matières premières vers la métropole dont elle reçoit des produits manufacturés.

NAISSANCE DE L'INDUSTRIE MODERNE

Dès la seconde partie du XIX^e siècle, une certaine réaction se dessine : diverses industries modernes prennent pied, notamment des filatures de coton et de jute. L'évolution des exportations et des importations est révélatrice de cette tendance :

<i>Exportations</i>			<i>Importations</i>		
		%			%
1879	Produits manufacturés	8	Produits manufacturés	65	
	Matières premières . .	92	Matières premières . .	35	
1907	Produits manufacturés	22	Produits manufacturés	53	
	Matières premières . .	78	Matières premières . .	47	

Bien que ces débuts soient encourageants, ils sont lents et ne sont guère stimulés par les autorités. Celles-ci ont trop d'intérêts à maintenir les gros débouchés indiens ouverts aux industriels britanniques. Il arrive même que les Anglais prennent des mesures directes pour contrecarrer l'industrie locale naissante. C'est ainsi que les produits textiles manufacturés en Grande-Bretagne sont exemptés des droits de douane usuels à leur entrée aux Indes.

L'essor des autres industries n'est pas plus rapide. La première mine de charbon est ouverte dans le district de Ranigang en 1820¹, mais ce n'est que cinquante ans plus tard que l'on se décide à exploiter

¹ Pour la question du charbon, cf. D. R. GADGIL, *The Industrial Evolution of India in Recent Times*, pp. 59, 79 et 112.

d'autres gisements pourtant nombreux dans cette région. Entre temps, la Grande-Bretagne exporte des quantités importantes de charbon aux Indes.

Grâce aux nouvelles mines, l'industrie charbonnière progresse dès les années 1880 :

	Production en tonnes
1885	1.294.000
1901	6.038.000
1914	15.738.000

Sous Lord Curzon, en 1905, le gouvernement commence à témoigner de l'intérêt pour l'industrie indigène, d'où la création d'un département spécial du commerce et de l'industrie. Malheureusement, en 1910, Lord Morley revient à la politique du « laisser faire » et cherche à décourager l'industrialisation du pays. Cette situation est illustrée par le cas des Tata. Poursuivant les efforts de feu leur père Jamshedji Tata, ses fils s'efforcent de créer une industrie métallurgique. Ils vont à Londres quérir l'appui financier des industriels britanniques. Devant le refus de ceux-ci, ils lancent un emprunt à Bombay où, en trois semaines, le capital initial de 1.630.000 livres sterling est entièrement souscrit par quelque 8000 Indiens. Au cœur du territoire qui allait devenir la Ruhr indienne, les Tata édifient la ville de Jamshedpur. La plus grande industrie de l'Inde : la Tata Iron & Steel Co. Ltd. est née et constitue le premier noyau d'industrie lourde, et cela sans la moindre aide des autorités.

La première guerre mondiale entraîne de gros changements. Pressé par les exigences militaires, le gouvernement encourage sans équivoque le développement des industries indiennes. En 1918, on a l'impression que cet effort va se poursuivre, la commission industrielle conclut son rapport en recommandant une énergique politique d'intervention dans le secteur industriel ¹.

Cet élan se ralentit cependant, et il faut attendre le deuxième conflit mondial pour voir l'industrialisation entrer dans une nouvelle phase, cette fois décisive. Les besoins grandissants de l'économie de guerre, le manque de communications avec la métropole sont un puissant stimulant. Plusieurs nouveaux secteurs font leur apparition : manufactures d'avions, d'automobiles, de machines-outils, de produits chimiques... Le nombre des ouvriers travaillant en usine passe de 1,74 million en 1939 à 2,64 en 1945. Le gouvernement prend une part active à ce développement. En 1940, il adopte des mesures

¹ MAJUMDAR, RAYCHAUDHURY et KALIKINKAR DATTA, *An advanced History of India*, pp. 950-51.

propres à sauvegarder les nouvelles industries et, en 1945, il soutient l'industrie lourde menacée dès la fin des hostilités par le retour de la concurrence étrangère ¹.

Il nous reste à signaler un dernier secteur où les Britanniques ont été véritablement actifs dès le début de leur domination, celui des chemins de fer et des routes. Les premières voies ferrées apparaissent en 1852/1853 et ne cessent de progresser en même temps que de grandes routes relient les principaux centres. Ces travaux donnent à l'Inde une avance considérable sur les autres pays asiatiques.

L'esprit d'initiative des industriels indiens, les encouragements tardifs qu'ils ont reçus du gouvernement font aujourd'hui de l'Inde une des premières puissances industrielles de l'Asie. Elle est cependant dérisoirement faible et n'utilise que 2,4 millions d'hommes en 1951 ², soit 1,8% de la population active. Ainsi que nous le verrons dans notre seconde partie, elle est loin de subvenir à ses besoins.

¹ P. C. JAIN, *Problems in Indian Economics*, p. LXXVII-LXXVIII.

² *Five Year Plan*, p. 420. (Une diminution de main-d'œuvre s'est produite depuis 1945.)

CHAPITRE IV

Secteur agricole

IMMOBILISME ET DÉVELOPPEMENT

Lorsqu'on quitte New Delhi et ses artères modernes, on fait en quelques kilomètres un saut de mille ans en arrière. La route asphaltée passe parmi les champs et les villages dont les mœurs et le rythme de vie n'ont guère changé depuis des siècles. Les mêmes modes classiques d'irrigation alimentent les canaux : la roue persane ou noria dont les godets déversent l'eau du puits dans le canal. Ailleurs, le puisatier amène l'outre sur la margelle grâce à une paire de bœufs qui montent et descendent la rampe menant au puits.

Campagnes figées, économie traditionnelle, modes ancestraux de cultiver la terre, telles sont les premières impressions qui nous touchent, tels sont aussi les faits qui expliquent le faible rendement des terres. Normal pour la population du XVII^e siècle, celui-ci est très bas dans un pays de 370 millions d'habitants. Les méthodes de culture n'ont fait que peu de progrès au cours du dernier siècle, et aujourd'hui la motorisation des campagnes est à peine esquissée : les 930.000 km. carrés cultivés ne comptent qu'un nombre infime de tracteurs.

Si, au cours des deux derniers siècles, les méthodes agricoles n'ont fait que de minces progrès, la surface cultivée s'est, par contre, sensiblement accrue. Poursuivant l'œuvre de leurs prédécesseurs musulmans ou hindous, les gouvernants britanniques ont à leur actif de grands travaux d'irrigation.

Les principaux sont au Punjab, au Sind, dans l'Uttar Pradesh, et dans l'Etat de Madras. En 1931, les canalisations construites par le gouvernement totalisent 35.659 km. de canaux principaux et 79.388 km. de canaux de distribution¹. A lui seul, le barrage de Sakkar sur l'Indus (actuellement au Pakistan) rend fertile une superficie supérieure à toute la surface irriguée de l'Egypte. Dans

¹ Dudley STAMP, *Asia*, p. 205, et pour la Cavery, pp. 320-21.

l'Uttar Pradesh, 50% des terres sont irriguées grâce aux divers canaux : canal oriental de la Jamna, canaux d'Agra, du Haut-Gange, du Gange inférieur, de Sardar. Dans le sud, le système du delta de la Caverry est modernisé et étendu ; en 1934, il irrigue 520.000 ha. grâce à 5200 km. de canaux. Quant au lac de Periyar, il détourne les eaux de la rivière de ce nom vers la plaine de Madura.

Non contents d'augmenter la surface cultivée ¹, les Britanniques créent de nouvelles cultures, telles que celles du thé et du jute. A partir de 1850, le thé de l'Assam apparaît sur les marchés mondiaux. Bientôt cette région assure plus de 50% des exportations mondiales de thé ². Alors qu'on ne fait que trois à quatre cueillettes par an en Chine, on en pratique 16 en Assam, et même davantage dans les Nilgiri. Au cours des dernières décennies, le rendement a fait de gros progrès, et la production a augmenté de 43% sans que la surface des plantations fût supérieure (*Five Year Plan*, p. 159). Le thé tient une place importante dans la balance commerciale, puisque son exportation rapporte 780 millions de roupies par an ³. Au total, les jardins de thé occupent 280.000 ha. produisant 270.000 tonnes, dont 180.000 sont exportées.

En 1832, un marchand de Dundee a l'idée d'utiliser les fibres du jute pour faire des sacs. La culture de la « fibre d'or » prend une énorme extension au point que l'Inde et le Pakistan ont aujourd'hui le monopole de ce produit. Prise séparément, l'Union indienne produit 4,7 millions de balles de jute en 1952.

Dans le domaine du coton, des efforts sont entrepris pour améliorer la qualité des fibres. Dans de nombreuses plantations les espèces locales sont remplacées par les fibres du type américain Upland.

L'œuvre accomplie par les Britanniques est donc loin d'être négligeable, et pourtant elle a été complètement dépassée par l'accroissement de la population.

RÉPERCUSSIONS DÉMOGRAPHIQUES

Le rendement des terres ne faisant guère de progrès au XIX^e siècle et dans la première partie du XX^e, il ne faut compter que sur les nouvelles terres irriguées pour nourrir la population qui augmente

¹	1896-1900 (millions d'hectares)	1941-1945
Surface cultivée (Inde et Pakistan)	68	86
Surface irriguée par le gouvernement	6,4	13
Surface irriguée totale	12,0	23

² Dudley STAMP, *Asia*, p. 225.

³ La roupie indienne vaut environ 0,90 fr. suisse.

de 27% de 1920 à 1941, alors que la surface cultivée ne s'étend que de 8%. Le terrain moyen de chaque cultivateur diminue de 15% entre 1891 et 1940¹. A l'heure actuelle, deux tiers des paysans vivent sur moins de 1,6 ha.; or la superficie minima d'une exploitation rentable est estimée à 2 ha. Ces chiffres donnent la mesure du plus sombre aspect de l'agriculture indienne. Par suite d'une modernisation insuffisante, et malgré l'extension de l'irrigation, la pression démographique pèse lourdement sur la terre. Phénomène qui n'est pas particulier à l'Inde mais commun à de nombreux pays sous-développés, notamment la Chine, Java et l'Algérie.

Aurait-on pu éviter ce pullulement rural? Il n'est pas certain que la seule augmentation de la surface cultivée eût été un remède suffisant. Au Punjab, les grands travaux des Britanniques ont suscité un énorme accroissement démographique : 20,4% d'augmentation pour 1931-1941 d'après le professeur Chandrasekhar dans *India's Facts and Policy*. Si la surface irriguée a plus que quintuplé dans cette région, entre 1887 et 1933, dans le district de Lyallpur (Pakistan), la densité par kilomètre carré a passé de 6 habitants en 1891 à 142 en 1931². Les zones du Punjab moins touchées par l'irrigation ont par contre évolué beaucoup plus lentement dans la même époque : à Multan, augmentation de 42 à 78 habitants au kilomètre carré, à Sialkot 216 à 240. Pour améliorer la situation, il eût fallu porter un effort puissant aussi bien sur l'irrigation proprement dite que sur les rendements et la fertilité des sols.

Un autre remède aurait consisté à pousser l'industrialisation de manière qu'elle absorbe l'excédent de population. Or, c'est le phénomène inverse qui est arrivé : contrairement à ce qui se produit en Occident, en Inde la population agricole augmente de par la ruine de l'artisanat et de par la trop faible impulsion donnée à l'industrie moderne. Entre 1911 et 1931, M. Kingsley Davis relève que le nombre d'agriculteurs croît de 11%. Le recensement de 1931 montre que 64% des artisans des régions rurales sont contraints de renoncer à leur occupation traditionnelle pour chercher un emploi dans l'agriculture³. Dans l'ouvrage cité plus haut, M. Chandrasekhar établit que le nombre des travailleurs industriels et artisanaux tombe de 5,5% de la population active en 1911 à 4% en 1941.

Ces différents éléments pèsent lourdement sur la situation alimentaire. Vers 1880, l'empire britannique des Indes (non compris la Birmanie) exporte en moyenne 1,2 million de tonnes de produits

¹ Kingsley DAVIS, *Population of India and Pakistan*, p. 207.

² Pierre GOUROU, *L'Asie*, p. 412.

³ *Réforme agraire dans l'Inde*, revue de l'O.I.T., nov.-déc. 1952.

alimentaires par an ¹. Entre 1905 et 1910, ces chiffres se réduisent à 520.000 tonnes. A partir de 1920, non seulement les exportations cessent, mais on est contraint d'importer des produits vivriers :

	Millions de tonnes
1920/1925	1,6
1925/1930	7,6
1930/1935	12,7
1935/1940	13,8

A la suite de la guerre, et en particulier de la perte des rizières birmanes, les importations de vivres sont réduites. Entre 1940 et 1942, elles tombent à 960.000 tonnes. Cette baisse n'est pas sans rapport avec la famine qui sévit au Bengale en 1943. Dans les années d'après-guerre, les importations de produits alimentaires de l'Union indienne sont en moyenne de 3 millions de tonnes par an, mais cela ne suffit pas à maintenir le niveau de consommation de 1939, aussi le nombre de calories par jour et par Indien n'est-il plus en 1951 que de 1590 contre 1970 en 1939 ².

¹ R. A. GOPALASWAMY, *Census of India*, 1951, pp. 164 et 166.

² *Eastern Economist*, annual, n° 1954.

CHAPITRE V

Conditions de développement faussées

Nous avons maintenant les éléments suffisants pour dégager les trois constatations suivantes :

- 1) Sous l'effet du régime britannique, la population de l'Inde a triplé en 150 ans.
- 2) La situation agricole s'est progressivement gâtée et les efforts entrepris sont restés très en deçà des besoins.
- 3) Le développement de l'industrie moderne a été tout à fait insuffisant, en dépit d'heureuses réalisations, comme les réseaux ferroviaires et routiers.

Le jeu des forces économiques et démographiques a été faussé, et peu à peu il s'est creusé un fossé entre les bouches à nourrir, et les tonnes de céréales. Ce déséquilibre montre le vice fondamental de tout système colonial, car avec plus ou moins d'intensité, nous retrouvons le même phénomène en Afrique comme en Asie. Selon le professeur Louis Chevalier¹ chaque Algérien disposait de 5 quintaux de céréales par an en 1871. Aujourd'hui, il n'en a plus que 2, la population de l'Algérie ayant passé de 1,5 million d'habitants à 9,25 millions (1830-1953). L'économie indonésienne n'est pas moins gênée par le formidable accroissement de la population de Java qui a plus que quadruplé en 90 ans (12,4 millions d'habitants en 1860 contre 51 en 1950). Or, l'industrialisation de l'Indonésie est à un stade larvaire comparé à celui de l'Inde. Ce déséquilibre entre économie et démographie apparaît d'autant plus nettement lorsqu'on compare la situation des états anciennement coloniaux à celle des pays asiatiques qui sont restés indépendants. Nous trouvons chez ces derniers deux sortes d'économies représentées respectivement par le Japon et l'Afghanistan.

¹ Louis CHEVALIER, *Le problème démographique nord africain*, p. 90. Publications de l'I.N.E.D.

Depuis la révolution Meiji en 1868, l'empire nippon s'est lancé sans équivoque sur la voie moderne. Economie et démographie ont évolué librement. L'accroissement démographique a certes été plus rapide qu'en Inde, et pourtant le standard de vie japonais est plus élevé. Cela est dû aux progrès réalisés dans l'industrie et l'agriculture. Depuis 1868, la population rurale n'a guère varié, alors que l'excédent de la population s'est trouvé absorbé dans l'industrie. En 1933, celle-ci occupe 6 millions d'ouvriers, soit 18 % de la population active, alors qu'en Inde le pourcentage n'est en 1951 que de 1,8. Le pululement rural, plaie de l'Inde, a pu être évité, au moins en partie, car les mouvements économique et démographique se sont manifestés simultanément. Une telle évolution n'a pas amené l'abondance, mais elle a supprimé la misère au profit de ce que M. Gourou appelle « une pauvreté honorable ».

A l'opposé du Japon moderne et industriel depuis 80 ans, nous rencontrons le royaume afghan, isolé dans ses montagnes au cœur de l'Asie. Lorsqu'on touche le sol afghan, au pied ouest du col du Khaiber, on éprouve un choc. Sous l'effet d'une baguette magique, voies ferrées et routes asphaltées s'arrêtent net devant une méchante piste où cahotent les camions et où défilent les caravanes. C'est après la première guerre que l'Afghanistan entrouvre ses portes à la civilisation occidentale ; quelques industries prennent pied, mais les mœurs du peuple, ses rites et ses traditions ne sont pas touchés. Après 1945, Caboul fait un pas de plus et la modernisation s'accroît : les filatures de coton se développent, on construit des barrages hydro-électriques, on améliore l'irrigation. Le vieux royaume commence à évoluer, mais il le fait en toute indépendance. Son peuple est pauvre mais donne l'impression d'être moins sous-alimenté que celui de l'Inde. Il n'a dans tous les cas pas besoin d'importer des produits alimentaires de base. Malgré l'absence de statistiques, il ne semble pas que le problème démographique ait déjà commencé à se poser.

Moderniser cette région et améliorer son standard de vie n'a rien d'impossible. Bien administré, aidé techniquement par l'étranger, l'Afghanistan a de fortes chances de maintenir une certaine harmonie dans son développement : l'économique influant sur le démographique et réciproquement. Même si ce pays n'a pas encore vu de chemins de fer, même s'il est presque démuné d'ingénieurs et de techniciens, son avenir apparaît moins inquiétant que celui de l'Inde.

Le drame de l'Inde est qu'elle doit moderniser son économie au moment où sa population s'est déjà considérablement accrue. Toute forme d'expansion est de ce fait gênée au départ et en cours de route par le poids de la démographie, et c'est un obstacle d'autant plus grave, que le phénomène n'est pas près de s'arrêter. Peut-être est-il

trop tard pour que l'industrialisation suffise à alléger la densité des campagnes et à donner des occasions de travail à tous les nouveaux venus. Les progrès de la production ne vont-ils pas être absorbés par l'excédent futur de la population au point que le niveau de vie restera stationnaire ? Pour l'instant, nous laisserons ces questions ouvertes, nous réservant d'y revenir dans la seconde partie de notre étude.

CHAPITRE VI

Le partage de l'Empire et ses effets

L'économie indienne, dont les bases étaient déjà fragiles à la fin de la dernière guerre, est affaiblie par le partage de l'Empire en deux dominions : Union indienne et Pakistan ¹. Arbitraire du point de vue économique, cette division désorganise les divers secteurs de la production et ses effets les plus marqués s'exercent dans trois domaines : alimentation et industrie, réseau ferroviaire, transfert de populations.

ALIMENTATION ET INDUSTRIE

Comme nous l'avons vu, depuis 1920, l'Inde est contrainte d'importer des produits alimentaires. Ce besoin devient encore plus urgent à la suite du partage. Une forte proportion des meilleures terres se trouvent au Pakistan : Punjab, Sind, et Bengale. Avec 19% de la population de l'ancien empire, celui-ci reçoit 32% des terres irriguées. L'Inde se contente de 72,5% des rizières et 70% des champs de blé ².

La production alimentaire de l'Union ³, est sensiblement réduite :

	Riz	Blé	Autres céréales	Légu- mineuses
		Millions de tonnes		
Inde non divisée . . .	28,4	9,3	20,4	3,8
Union indienne . . .	21,7	4,97	15,9	3,6

En ce qui concerne les textiles, le partage crée des difficultés aux deux pays : si le Pakistan possède une part appréciable des terres cotonnières et la majorité des plantations de jute (Bengale

¹ Aujourd'hui les deux pays ont renoncé à leur statut de dominion et sont devenus des républiques. Ils restent néanmoins membres du Commonwealth.

² Tiré de *Situation économique de l'Inde. Documentation française*, 9.5.50.

³ P. C. JAIN, *Problems in Indian Economics*, p. LXXXV.

oriental), presque toutes les filatures sont dans l'Union indienne, à Calcutta, à Bombay et dans son hinterland. Sur les 405 usines de coton, 393 sont en Inde, et le Pakistan n'a pratiquement pas de fabrique de jute. Alors que l'Inde manque de textiles pour alimenter ses usines, le Pakistan fait un gros effort pour établir des filatures à Karachi et au Bengale oriental. Dans l'Union indienne, la production de coton tombe, après le partage, de 3,53 millions de balles à 2,2 millions, et celle du jute de 7,8 millions de balles à 1,3 (les premiers chiffres correspondant à l'Inde non divisée). Comme on l'imagine, le peu de cordialité dans les relations entre Karachi et New Delhi en 1947/1949 ne facilita pas la coopération économique qui eût été nécessaire.

Si l'Inde est lésée dans le domaine des produits vivriers et des textiles, elle se trouve avantagée pour l'industrie. Presque tous les gisements de fer, de charbon, de manganèse, de mica sont sur son sol, ainsi que la très grande majorité des usines : aciéries, fabriques de machines-outils, industrie des transports. En outre, la proportion d'ingénieurs, techniciens et hommes d'affaires est plus élevée qu'au Pakistan. Ces éléments donnent à l'industrie indienne une base de départ qui manque à son voisin.

CHEMINS DE FER

Les circonstances troublées dans lesquelles le partage s'est opéré, bouleversent le réseau ferroviaire ou du moins deux de ses principales lignes : North Western Railways et Bengal-Assam Railways. A l'ouest, les communications s'arrêtent brusquement à la frontière, tandis qu'à l'est le réseau de l'Assam se trouve coupé des autres lignes indiennes. Un des premiers soucis du « Railway Board » est de construire une ligne contournant la frontière septentrionale du Pakistan oriental, afin de supprimer l'isolement des régions du nord-est indien.

Le partage augmenta la pénurie de matériel roulant, chacun des deux pays accusant l'autre de conserver indûment une partie des wagons et des locomotives.

MOUVEMENT DE POPULATIONS ¹

Les émeutes et les massacres qui se produisirent au Punjab et au Bengale suscitérent un formidable déplacement de populations : 8,5 millions de réfugiés cherchèrent asile dans l'Union indienne et 7,4 millions au Pakistan.

¹ Jacques VERNANT, *Les réfugiés dans l'après-guerre*, ch. 30, pp. 803-838.

Fixer ces masses est une tâche écrasante, et pendant plusieurs années les avenues et les places de Bombay, Calcutta et Delhi furent envahies de masures, huttes et gourbis abritant des familles sous-alimentées et sans emploi. Pour résorber ces bidons-villes, de nouveaux quartiers, de nouvelles villes sont bâtis en hâte. Reclasser les réfugiés est d'autant plus complexe que souvent on ne peut les mettre simplement à la place qu'occupaient les Musulmans partis pour le Pakistan. En effet, la composition des masses déplacées dans l'un ou l'autre des deux pays n'est pas la même. La proportion des gens exerçant une profession libérale est plus élevée chez les Hindous que chez les Musulmans. Les banquiers et hommes d'affaires qui ont fui Karachi et Lahore ne peuvent guère succéder aux paysans musulmans qui ont abandonné les campagnes du Punjab oriental et de l'Uttar Pradesh.

Ce n'est qu'en 1954 que le problème des réfugiés en Inde put être considéré comme à peu près résolu. Jusqu'à cette date, il absorba une fraction appréciable d'énergies et de moyens qui, en d'autres circonstances auraient servi à l'essor économique. De 1947 à 1954, le reclassement des réfugiés et leur réhabilitation ont coûté au gouvernement indien 1460 millions de roupies ¹.

¹ *Five Year Plan*, p. 647.

**DONNÉES
ACTUELLES**

CHAPITRE I

Les traditions de l'Inde et la civilisation moderne

CIVILISATION TRADITIONNELLE ET MONDE MODERNE

Avant d'aborder l'attitude des Indiens en face du monde moderne, il est bon de marquer les différences qui séparent celui-ci de la civilisation traditionnelle de l'Inde.

« Dans toute civilisation traditionnelle, pour reprendre les mots de René Guénon, l'activité de l'homme est toujours considérée comme dérivant essentiellement des principes », principes dont l'origine est supra-humaine, procédant soit d'une Révélation comme dans l'Islam et le Christianisme, soit d'une Connaissance métaphysique de ce que les Hindous nomment Paramatma ou l'Esprit Universel, moteur du monde manifesté.

Dans l'Inde ancienne comme dans l'Europe médiévale, la vie et l'activité des hommes n'ont pas l'humain pour seule fin. Elles vont en quelque sorte au delà ; peu importe qu'il s'agisse d'une activité intellectuelle ou d'un métier. Tout travail est un support à la quête spirituelle. Il a de ce fait un caractère double : travail au sens où nous entendons ce mot aujourd'hui, mais aussi acte de foi ou de connaissance métaphysique.

Quelques exemples permettront de préciser cette notion. L'Inde ancienne a connu un urbanisme extrêmement poussé, des villes planifiées avec de longues et larges artères ordonnées, telles celles qui ont survécu à Jaipur. Mais construire une ville, tenir compte du confort des hommes, ne signifie pas négliger le Principe suprême dont toute construction est dérivée. Dès lors de nombreux rites président à l'édification de la nouvelle cité dont le plan répond aussi bien aux exigences contingentes qu'au symbolisme cosmique. Aujourd'hui, où l'Inde retrouve une forme de planisme urbain, celui-ci diffère dans son essence des villes anciennes. Chandigarh, la ville la plus moderne du monde construite par Le Corbusier, ne vise qu'à des fins humaines, elle s'arrête là. Il n'y a eu lors de sa création ni

brahmane-architecte, comme à Jaipur, ni prières, ni incantations, mais une simple recherche de bien-être.

Autre exemple : le travail du tisserand. L'entrelacs des fils ne constitue pas seulement une étoffe, mais il nous rappelle l'union des principes fondamentaux de toute manifestation¹ : Purusha actif et masculin, Prakriti passif et féminin. Ces deux principes que nous rencontrons constamment en art comme en littérature, nous les retrouvons jusque dans l'humble travail du tisserand. C'est dire combien dans une civilisation traditionnelle le Sacré fait véritablement corps avec le profane, en est inséparable au point que la distinction de ces deux notions est simplement inexistante.

Ces remarques font comprendre l'abîme qui sépare une activité traditionnelle, comme celle du tisserand reproduisant le geste divin de celle de l'ouvrier dans une fabrique textile. Dans ces conditions, ne serait-il pas normal que l'Inde ne réagisse pas vivement contre les manifestations du monde moderne ? D'aucuns affirment volontiers que la piété indienne est un obstacle au « progrès », et nous citent inévitablement l'exemple des vaches, éventuelle source de nourriture pour des millions d'humains sous-alimentés, alors que c'est aujourd'hui une charge pour l'économie en général, étant donné l'immensité du cheptel bovin (environ 60 têtes de bétail pour 100 habitants).

L'Hindou vénère sa vache², symbole de la fécondité lié à celui de la terre et des grands fleuves. Il est exact que peu d'Indiens osent se prononcer comme le Pandit Nehru pour une diminution du cheptel. Mais cette attitude n'est pas seulement déterminée par des motifs religieux. Nous connaissons de nombreux Indiens, très modernes d'esprit, n'accomplissant plus leurs rites, mais qui demeurent de stricts végétariens. Le même phénomène s'observe à propos du porc parmi les populations islamiques. Nous avons rencontré beaucoup de Musulmans qui buvaient « sec », ne croyaient plus ni à Dieu ni à diable, mais qui n'auraient pas mangé du porc pour un empire.

Discuter sur le problème des vaches (généralement avec un sourire narquois, voire supérieur) est tout à fait oiseux. Dans plusieurs régions tropicales, par nature, par besoin ou par goût, l'homme est

¹ Notion qui correspond à celle de la Création dans l'Islam et le Christianisme.

² C'est presque en nous excusant que nous consacrons tant de place à la question des vaches, mais on nous a si souvent interrogé à ce propos, qu'une mise au point nous a paru nécessaire.

devenu végétarien. Pour de nombreuses années encore, les Hindous religieux ou athées continueront à ne pas manger de viande. Il faut en prendre acte, et pour clore cette parenthèse nous citerons les si lucides paroles de M. Pierre Gourou : « L'Inde paie un prix élevé son amour des vaches et son respect de la vie. Il n'est pas sûr que ce soit un prix excessif. Elle gaspille maladroitement quelques ressources en élevant des bêtes inutiles mais dont elle prend plaisir à contempler les formes élégantes et à goûter la familiarité ; est-ce plus coûteux et n'est-ce pas plus noble que de consacrer une part énorme du revenu national à ingérer des millions d'hectolitres d'apéritifs et de digestifs, à parier sur des matches de football ou des courses de lévriers ? Chaque peuple met son luxe où il lui plaît. Il ne semble pas que l'élevage, luxe du peuple indien, soit parmi les fantaisies les plus ruineuses et les plus nocives ¹. » Si sur un point particulier, comme celui des vaches, les traditions de l'Inde s'opposent aux conceptions occidentales, elles ne représentent pas d'une manière générale un obstacle à la modernisation, et ceci pour plusieurs raisons.

En général, l'Hindou ou le Musulman ne sent pas le danger que notre civilisation machiniste présente pour les valeurs spirituelles. Il ne mesure pas le fossé qui sépare les deux mondes. Pour l'instant, il devient mécanicien ou employé de bureau tout en conservant ses rites. Aux heures prescrites, le Musulman traditionnel quitte sa machine à écrire et, à côté de sa table de travail, déroule son tapis de prière et se prosterne vers la Mecque, comme nous l'avons vu faire dans un bureau de New Delhi. Ailleurs, une première adaptation est en train de se faire. Nous nous souvenons de ces brahmanes de Madura qui, poussés par l'évolution des temps, ont renoncé à leur fonction traditionnelle pour devenir employés de chemins de fer. A la cantine, ils sont bien obligés de manger avec des gens de toute caste. Sur ce point, ils ont dû s'adapter, tout en continuant à suivre leurs rites. En résumé, de très nombreux Indiens exécutent normalement une activité moderne sans que leurs croyances et leurs rites nuisent à la qualité de leur travail.

Cette première adaptation est facilitée par les différents mouvements de réforme. On sait que certains aspects des traditions hindoues et musulmanes se sont modifiés et durcis au cours des âges. Le système des castes a abandonné sa souplesse primitive pour se figer. Dans l'Islam, les femmes ont peu à peu perdu la liberté et les pouvoirs étendus que leur avait accordés le Prophète. Particulièrement hostiles au modernisme, ces tendances sont fortement compromises par les

¹ Pierre GOUROU, *L'Asie*, p. 400.

réformes proposées et réalisées au sein des communautés hindoues ou musulmanes. On connaît les efforts du Mahatma Gandhi en vue de la suppression des castes et de l'amélioration du sort des intouchables. Ajoutons que le Mahatma n'était pas aussi hostile à l'industrie moderne qu'on l'a prétendu. Il admettait volontiers l'usage de la machine, mais estimait que là où on en manquait, l'industrie à la main devait être encouragée.

De nos voyages dans les principales parties de l'Inde, des multiples conversations que nous avons eues avec des gens du peuple ignorant l'anglais ou avec des représentants de l'intelligentsia, nous avons retiré la ferme conviction que la force de résistance des traditions à la vie moderne n'est pas un obstacle infranchissable ; il convient de s'élever vigoureusement contre un tel argument, défendu par des gens qui se contentent de jugements sommaires. Il est évident que l'artisan indien ne peut instantanément adopter la civilisation moderne, ce processus demande un certain temps, mais il n'a aucune raison de ne pas se réaliser, et il est d'ailleurs en train de se produire.

L'APTITUDE DES INDIENS A LA TECHNIQUE MODERNE

Il ne suffit pas de vouloir se moderniser, il faut encore le pouvoir, diront les adeptes d'un autre préjugé : l'incapacité des Indiens devant la technique occidentale. Nous nous sommes entretenus de cette question avec des Européens, en particulier des ingénieurs allemands et suisses, gens qui ne badinent pas avec la « Gruendlichkeit » ! Ils reconnaissent l'aptitude des Indiens à devenir de bons ingénieurs et des mécaniciens consciencieux.

Le directeur technique d'une raffinerie de sucre nous disait toute sa satisfaction de la main-d'œuvre indigène, qui une fois formée donnait d'heureux résultats. Nous nous souvenons aussi de cette visite à une des plus modernes réalisations indiennes : la fabrique de locomotives de Chittaranjan. Nous y étions en compagnie du directeur-général d'une des plus grandes firmes de locomotives allemandes. Celui-ci était étonné du travail accompli en si peu d'années. Tout n'était pas encore parfait : ici un cylindre aurait dû être refondu, là la productivité pourrait être augmentée, mais l'essentiel était accompli et les locomotives roulaient. La très grande majorité des ingénieurs étaient indiens et assuraient la marche de l'usine d'une manière satisfaisante.

A ceux qui doutent du travail indien, nous conseillons d'aller voir les chantiers du barrage de Bhakra-Nangal au Punjab indien.

On y est frappé par l'ordre et l'énergie avec lesquels on travaille. Là aussi une majorité d'ingénieurs indigènes, dont beaucoup de Sikhs, mènent les travaux qui engagent, suivant les époques, de 5 à 10.000 ouvriers. Routes et chemins de fer aboutissent aux chantiers, enjambant la Satlej sur d'élégants ponts en béton. D'immenses ateliers de réparation, où chaque objet est soigneusement étiqueté, étendent leurs halles gris-argent à mi-pente de la gorge qui sera bientôt murée par un des plus hauts barrages du monde.

On nous objectera peut-être qu'il s'agit de cas isolés. Il est certain qu'une bonne partie de l'Inde est encore insuffisamment touchée par le progrès technique, mais les réalisations qui se sont déjà produites (songeons en particulier au puissant combinat industriel des Tata à Jamshedpur) justifient l'espoir d'un développement important. Lorsqu'on déplore le trop petit nombre des techniciens indigènes, on devrait se souvenir du manque d'encouragements donnés à l'enseignement scientifique sous le régime britannique.

Si l'Indien ne manifeste pas d'inaptitude à la technique moderne, il ne peut atteindre le degré d'efficacité et de perfection occidentales d'un jour à l'autre. Il lui arrive de commettre des maladresses. Lui en faire grief serait injuste. Combien de temps nous a-t-il fallu pour passer d'une production artisanale à l'industrie d'aujourd'hui ? L'Inde a commencé sa révolution industrielle avec au moins un siècle de retard sur l'Occident, et celle-ci, au lieu d'être encouragée dans ses débuts, a plutôt été gênée par les autorités. C'est avant tout une question de temps et les progrès iront en s'accélérant à mesure que le nombre d'ingénieurs et de techniciens augmentera, à mesure aussi que le peuple se familiarisera avec les nouvelles techniques.

CHAPITRE II

Elaboration du plan quinquennal 1951/56

En mars 1950, le gouvernement central institue la « Planning Commission », présidée par le Premier Ministre Nehru, et chargée de formuler un programme d'expansion économique et sociale. Un an plus tard, le premier plan quinquennal est inauguré. « Son objectif central au stade actuel, est de jeter les bases d'un développement susceptible d'élever le standard de vie de la population, de donner à celle-ci de nouvelles chances d'avoir une vie plus riche et plus variée ¹. » Il ressort de ce préambule que l'œuvre entreprise ne forme pas un tout en soi qui se limite à cinq ans, mais marque le début d'un vaste mouvement portant sur de nombreux autres plans quinquennaux.

En lançant son premier plan, l'Inde montre sa volonté de sortir définitivement de l'assoupissement où la domination étrangère et sa civilisation fatiguée l'avaient maintenue pendant un siècle et demi.

CARACTÉRISTIQUES DU PLAN

La première difficulté qui se pose à n'importe quel pays sous-développé, est de trouver une formule assez souple pour englober tous les aspects de la vie économique et sociale. Il faut lutter simultanément sur tous les fronts : abaisser le nombre des analphabètes, améliorer le rendement des terres, renouveler le matériel industriel, créer de nouvelles usines, enfin former des cadres, agronomes, ingénieurs, techniciens... Les divers secteurs sont trop interdépendants pour que l'on puisse négliger l'un au profit des autres : à quoi servirait-il de construire des usines, si on n'augmente pas en même temps le nombre des écoles techniques ? A quoi bon améliorer le rendement des terres si, du même coup, on ne prévoit pas de refondre la structure de l'agriculture et le régime des propriétés ?

¹ *Five Year Plan*, p. 7.

Pour ces raisons, le plan indien couvre un nombre de domaines aussi élevé que varié. Nous donnons ci-dessous le tableau tel qu'il a été révisé en 1953, lorsqu'on a augmenté les investissements de 1,8 milliard de roupies :

	Milliards de roupies	%
Agriculture et projets communautaires .	3,737	16,6
Irrigation et énergie :	6,168	27,4
Transports et communications	5,359	23,9
Industrie	1,781	7,9
Services sociaux et reconstruction	4,894	21,8
Divers	0,550	2,4
Total ¹	22,489	100,0

Le montant total a été augmenté une deuxième fois à fin 1954 de 360 millions de roupies, ce qui donne 22,850 milliards.

Il faut d'emblée souligner le caractère de base du plan : il ne prévoit pas seulement une œuvre d'expansion, mais à plusieurs égards, il apparaît plutôt comme une entreprise de reconstruction qui « cherche à rétablir le standard de vie tel qu'il existait avant la guerre » ².

Le trait essentiel du plan est de porter l'accent majeur sur l'agriculture qui, avec l'irrigation et l'énergie ³, absorbe plus de 40% des sommes prévues. Certains économistes, comme MM. C. N. Vakil et P. R. Brahmananda, auraient préféré que l'industrie prît une place plus large : « Si le développement industriel avait reçu la priorité sur l'agriculture, la formation de capitaux qui en aurait résulté, aurait amené de meilleurs résultats à long terme ⁴. »

Une telle remarque ne manque pas de pertinence, mais nous pensons que la Planning Commission fait œuvre de sagesse en donnant la première place à l'agriculture. En 1951, la situation alimentaire était tragique, la famine menaçait, et le gouvernement était contraint d'importer 4,72 millions de tonnes de céréales (au lieu des 2 à 3 millions habituelles), qui pèsent lourdement sur la balance commerciale. C'est presque une condition de vie ou de mort, que de concentrer le maximum d'efforts sur l'agriculture. En outre, dans

¹ *Progress in the Five Year Plan*, sept. 54, p. 481. (Cf. annexe V pour le cours de la roupie indienne.)

² C. N. VAKIL et P. R. BRAHMANANDA, *Reflections on India's Five Year Plan*. *Rev. Pacific Affairs*, sept. 52.

³ Les principaux projets d'irrigation sont polyvalents, en ce sens qu'ils prévoient également la production d'énergie hydro-électrique.

⁴ VAKIL et BRAHMANANDA, *op. cit.*

un pays comme l'Inde, tout financement industriel doit s'appuyer sur l'agriculture, puisque celle-ci fait vivre près des trois quarts de la population.

D'aucuns pourraient critiquer cette politique en citant les exemples russe et chinois, mais leur argumentation manquerait de poids : au moment de son premier plan quinquennal, en 1928, l'URSS se trouvait dans une situation alimentaire moins déficitaire que l'Inde, et même indépendamment de considérations politiques, telles que l'appui des masses ouvrières, les Soviets pouvaient tout de suite accorder la prédominance à l'industrie.

En Chine aussi, les conditions diffèrent de l'Inde. Le plan quinquennal chinois prévoit pour la première année 857 millions de dollars américains pour l'industrie, et 212 millions pour l'agriculture ¹. On peut tout d'abord se demander si les Chinois n'ont pas été imprudents, car depuis 1953, sécheresse et inondations se succèdent au point que la production agricole reste très en deçà des limites prévues. En 1955, de nouvelles catastrophes frappent la Chine, où 150 millions d'habitants au moins manqueraient de céréales dans des proportions plus ou moins aiguës ². Dans ces conditions, ne devrait-on pas augmenter la part de l'agriculture au détriment de l'industrie ?

Cet élément mis à part, il en reste un autre : malgré ces calamités naturelles (qui d'ailleurs touchent aussi l'Inde, mais avec moins d'intensité), la production agricole chinoise est, proportionnellement à la population, supérieure à celle de l'Inde :

	Production alimentaire (millions de tonnes) ³	Population (millions) (env.)
Chine (1953)	165	580
Inde (1951)	54	356

Le rendement des terres chinoises est supérieur à celui des terres indiennes, et l'alimentation générale chinoise semble également en meilleure posture ⁴.

Au moment où la situation agricole et alimentaire devient moins difficile en Inde, la commission préparant le deuxième plan quinquennal envisage de consacrer davantage de fonds et d'énergie à la production industrielle.

¹ Robert M. ROSSE, *The Working of Communist China's Five Year Plan, 1953-57. Pacific Affairs*, mars 54.

² Voir à ce propos les dépêches parues dans *Le Monde* du 15.5 et *Le Figaro* du 24.5.55.

³ Chiffre donné par le *New York Times*, du 25.9.54.

⁴ Voir à ce propos nos chapitres sur l'agriculture et la santé publique.

ECONOMIE DIRIGÉE ET SECTEUR PRIVÉ

Le programme d'expansion entrepris par le gouvernement central et ceux des Etats a pour effet d'augmenter le rôle de l'Etat dans l'économie du pays. Secteurs public et privé coexistent de la manière suivante : l'Etat est propriétaire des industries d'armements et munitions, des entreprises visant à la production d'énergie atomique, des chemins de fer, et de l'aviation. En ce qui concerne les industries-clé : fer et charbon, manufactures d'appareils de transmission, chantiers navals, constructions aéronautiques... l'Etat est responsable de la prochaine expansion, sauf dans les cas où il juge opportun de collaborer avec l'industrie privée. C'est ainsi que les nouvelles aciéries relèvent de l'Etat. C'est en outre lui, qui se charge des grands travaux hydro-électriques et d'irrigation.

Du secteur privé dépend l'agriculture, sous réserve de l'aide grandissante de l'Etat, notamment par l'entremise des « Community Projects ». Quant à l'industrie privée, elle conserve encore un vaste champ d'action. Elle domine très largement la production d'articles de consommation (thé et textiles en particulier). Avant l'achèvement des nouvelles aciéries prévu pour 1958/1959, elle détient une large part de l'industrie lourde, où le groupe des Tata exerce une puissance considérable.

Le développement du secteur public, tel qu'il constitue le plan quinquennal, est fixé d'une manière précise et détaillée. On ne saurait en dire autant de l'économie privée, où les progrès attendus se décomposent comme suit :

	Milliards de roupies
Expansion	2,33
Modernisation	1,50
Fonds de roulement et d'exploitation . . .	3,24
Total . . .	7,07 ¹

Alors que l'Etat est responsable du secteur public, il ne fait qu'accorder une aide indirecte à l'industrie privée. Celle-ci doit trouver en général par elle-même ses moyens de financement ; comme nous le verrons, le manque de fonds est une des causes principales des faibles progrès réalisés par nombre d'entreprises privées.

Les tendances socialistes et dirigistes du plan ont été précisées au début de 1955, lors de la soixantième session du parti du Congrès

¹ P. C. JAIN, *Problems in Indian Economics*, p. 93.

à Avadi (Madras). Dans son rapport, le premier ministre, M. Nehru, déclare : « Les buts de notre politique nationale sont de créer un Etat social et une économie socialiste. Ces principes ont toujours été implicitement compris dans les objectifs du Congrès, maintenant ils doivent être énoncés clairement, et nous ne devons les perdre de vue à aucun stade de notre planification¹. » Cette déclaration n'implique pas cependant un dirigisme illimité, et elle se trouve tempérée par plusieurs autres discours et résolutions où le maintien de l'économie privée est expressément reconnu : « Si le secteur public doit jouer progressivement un rôle de plus en plus grand, en particulier en ce qui concerne les industries de base, le secteur privé et la libre entreprise continuent à tenir une place importante. » Tels sont les termes de la résolution adoptée à Avadi. Quelques jours plus tard, le Premier indien précisait la ligne de conduite de son gouvernement : « Nous avons l'intention de ne soumettre à notre contrôle dans le secteur privé, que ce qui pourrait constituer des obstacles au succès de la socialisation de notre pays. Même dans ce cas, nous avons l'intention de procéder lentement. »

Sur le plan juridique, le Parlement indien a pris une importante décision au moment où il a voté (printemps 1955) un nouvel amendement à l'article 31 de la Constitution, qui permet de rendre immédiatement exécutoires les décisions d'expropriation passées par le Parlement central ou les Assemblées des Etats.

Faut-il critiquer le dirigisme de l'Inde ? Dans l'ensemble, nous ne le pensons pas, et ceci pour diverses raisons. Si l'Indien est depuis deux mille ans, ou même davantage, un brillant commerçant, il ne semble pas qu'il soit très enclin à des investissements industriels à long terme, première condition d'une industrialisation en grand. (N'oublions pas que l'industrie lourde créée par les Tata, est le fruit de cette minuscule mais puissante minorité ethnique que représentent les Parsis.) D'une manière générale, l'Indien préfère placer son argent en fonds agricoles, ou dans des affaires qui rapportent vite : cinéma, hôtels... Il thésaurise aussi or et argent sous forme de bijoux. Même une pauvre paysanne porte au cou, aux chevilles et aux bras des anneaux d'argent et il est significatif de voir que malgré son faible standard de vie, l'Inde continue à importer de grandes quantités de métaux précieux. Le contrôle de l'Etat et son rôle stimulant, apparaissent dès lors nécessaires.

Dans le domaine agricole, l'influence grandissante de l'Etat est due pour une part aux tendances rétrogrades de nombreux proprié-

¹ Les deux premières déclarations sont extraites de l'*Indiagram* du 19.1.55 et la troisième de celui du 20.1.55.

taires fonciers (entre autres des zamindars), qui ont dressé tous les obstacles imaginables à l'application des réformes agraires. Combien de lois adoptées par les parlements des Etats, n'ont-elles pas été bloquées des mois, voire des années, par des particuliers qui arguaient de leur inconstitutionnalité. Il a fallu, chaque fois, un arrêt de la Cour Suprême, pour que la loi contestée puisse avoir force exécutoire. Aujourd'hui, ces mesures dilatoires sont rendues impossibles par l'amendement à l'article 31 de la Constitution.

Une troisième raison justifie la politique de M. Nehru : les conditions de développement en Asie sont très différentes de celles que l'Europe libérale a connues au XIX^e siècle. L'Asie ne possède pas les capitaux qu'avait l'Europe au moment de son essor industriel. Elle ne dispose pas non plus de colonies dont les richesses ont apporté un appui important à l'industrie occidentale¹.

Ainsi que le remarque M. Tibor Mende, en Inde comme dans le reste du sud-est asiatique, « les buts sont hors de portée des efforts individuels, étant donné l'ampleur de la tâche »². Il faut rattraper un retard de cent cinquante ans, tout en faisant un effort gigantesque pour suivre le rythme de l'accroissement démographique. Laisser à l'initiative privée son rôle dans le commerce et l'industrie légère est normal, mais comment pousser de pair d'énormes travaux hydro-électriques et d'irrigation, l'amélioration des transports, l'extension rapide de l'industrie lourde, sans investissements publics ? Il n'est pas inutile de rappeler à ce propos, qu'au Japon, seule puissance asiatique à posséder un équipement suffisant, toutes les industries ont été, à l'origine, créées par l'Etat.

FINANCEMENT

Pour son financement, le plan quinquennal dépend des revenus courants de l'Etat central et des Etats, des prêts et de l'épargne des individus, ainsi que de l'aide étrangère. Les ressources privées et publiques prévues pour les cinq années se présentent de la manière suivante :

¹ En plus des bénéfices réalisés par la Compagnie des Indes, ses employés, grâce à leurs affaires personnelles, ont opéré vers l'Europe « des transferts de capitaux qui, pour le Bengale seul, ont été évalués, de 1757 à 1780, à 38 millions de livres sterling », voir Pierre MEILE, *Histoire de l'Inde*, p. 96.

² Tibor MENDE, *L'Asie du sud-est*, p. 471.

	Milliards de roupies
Revenus courants	5,727
Chemins de fer	1,700
Emprunts auprès des particuliers	1,150
Petite épargne	2,700
Dépôts, fonds divers	1,328
Total . . .	12,605 ¹

Si l'on ajoute 2,9 milliards de roupies du solde des créances en livres sterling que l'Inde possède au Royaume-Uni, on arrive à un total de 15,50 milliards. Compte tenu des 22,48 milliards prévus, nous avons un déficit de 7 milliards au moment où le plan est lancé. Pour combler une partie de ce « gap », il faut faire intervenir l'aide étrangère.

Prêts américains et de la Banque Internationale, assistance technique des Etats-Unis, et aide du Plan de Colombo, prévoient pour les trois premières années un montant de 2,34 milliards de roupies ², ce qui aurait ramené au départ le déficit en-dessous de 5 milliards de roupies.

Après les trois premières années de réalisation, la situation financière se présente ainsi : les ressources mises à disposition dans l'Inde ont été de 5,36 milliards de roupies, et si ce rythme se maintient jusqu'en 1956, on aura eu en tout 8,93 milliards de roupies au lieu des 12,60 escomptées ³.

Quant à l'aide étrangère, à peine plus de la moitié a pu être utilisée, soit 1,31 milliard. Des retards dans l'élaboration des plans, ainsi que des difficultés administratives sont responsables de cet état de choses.

Dans l'industrie privée, les investissements restent aussi en deçà des objectifs. Pour les trois premières années, ils n'atteignent pas la moitié de ce qui avait été prévu. Sur les frais d'expansion évalués à 2,33 milliards, seuls 936 millions ont pu être fournis ⁴.

Malgré ces déficits, la situation générale est loin d'être catastrophique, et les progrès réalisés sont proportionnellement supérieurs aux investissements. Mises à part certaines industries comme l'acier,

¹ P. C. JAIN, *op. cit.*, p. 483.

² Pour l'aide étrangère, voir *Five Year Plan, Progress Report*, pp. 25 et 26 (sept. 54).

³ *Five Year Plan, Progress Report*, p. 15.

⁴ *India Forges Ahead, Economist* du 20.11.54.

on a l'impression que les objectifs seront réalisés en 1956, ou près de l'être.

Comment expliquer ce phénomène ? Le 27 janvier 1955, lors de la réunion de la commission du plan, le Ministre des finances, M. C. D. Deshmukh a remarqué que : « Lors de l'élaboration du premier plan quinquennal, on avait sous-estimé le potentiel économique du pays¹. » Une telle sous-estimation serait responsable de l'expansion économique beaucoup plus marquée que celle des investissements.

Il n'en reste pas moins que les soucis du grand argentier indien sont de taille. En 1954, au risque d'augmenter le déficit, il décide de s'en tenir au programme du plan. Une partie des dépenses est couverte grâce à l'émission de bons du trésor (pour 2 milliards de roupies), sans que l'inflation se développe. Au contraire, le coût de la vie et les prix de gros accusent une baisse et la masse monétaire en circulation ne croît que de 741 millions². Le geste hardi du Ministre des finances est couronné de succès avec l'aide d'une excellente mousson qui augmente les revenus agricoles.

Pour la dernière année du plan, M. Deshmukh poursuit la même politique : le déficit prévu devrait être de 3 milliards de roupies environ, soit un montant dépassant de plus de moitié l'ensemble des ressources budgétaires. Les dépenses pour le plan sont augmentées, correspondant pour la cinquième année au tiers des dépenses totales envisagées pour le quinquennat. Lors de la présentation du budget, le Ministre Deshmukh a déclaré que : « Le chiffre élevé du déficit budgétaire ne comporte pas de menace sérieuse d'inflation. Le potentiel de production suit un processus d'augmentation constante, et divers indices économiques permettent de penser que l'Inde peut sans crainte aller de l'avant³. »

AUGMENTATION DU REVENU NATIONAL

Au stade initial de développement deux voies sont ouvertes :

- 1) imposer à la population un taux élevé d'investissements grâce à l'augmentation des impôts et taxes, des prêts et de tout autre moyen visant à utiliser toutes les ressources dis-

¹ *Indiagram*, 28.1.55. Cf. également *Eastern Economist*, 5.3.55, *Special Budget*.

² *Economist* du 12.3.55.

³ *Indiagram* du 1.3.55.

ponibles pour accélérer la formation de capitaux. Cette méthode assure à la fois un développement plus rapide et des possibilités d'emploi plus étendues, mais elle risque de limiter le pouvoir de consommation tel qu'il existait au début de la planification.

- 2) Procéder de manière plus lente, c'est-à-dire sans réduire le niveau de consommation, et augmenter ainsi plus progressivement la production nationale.

La première voie ne peut être suivie par l'Inde, où réduire le niveau de consommation actuel signifierait l'arrêt de mort pour des millions d'individus (cf. notre chapitre sur la santé). Nous l'avons signalé tout à l'heure : en ce qui concerne l'agriculture, l'Inde est placée dans une situation plus déficitaire que la Chine actuelle ou l'URSS en 1928.

La commission du plan établit ¹ qu'en 1950 le revenu national se chiffra à 90 milliards de roupies. Malgré l'absence de statistiques, il semble qu'en Inde comme dans d'autres pays sous-développés, chaque année 5% du revenu national soit dévolu à la formation de capitaux. Un tel investissement permet de maintenir à peu près constant le revenu *per capita*, étant donné l'augmentation de la population de 1,25%. Partant de cette base, les planificateurs indiens se proposent de doubler le revenu *per capita* (compte tenu de l'accroissement démographique au taux de 1,25% par an) dans l'espace de 27 ans. Pour le premier quinquennat, le revenu national doit atteindre 100 milliards de roupies, les investissements passant de 5 à 7% du revenu national ². Dans ces conditions, le revenu *per capita* augmenterait de 5%.

En ce qui concerne les réalisations, il semble que là aussi on ait sous-estimé le potentiel économique au moment de l'élaboration du plan car déjà en 1953 le revenu *per capita* a dépassé l'accroissement prévu pour toute la période du plan ³. Sur la base des prix de 1948/1949, le revenu *per capita* a passé de 246 roupies en 1950/1951 à 261 en 1952/1953.

Malgré ces progrès plus rapides que prévu, on conviendra que le taux actuel d'investissements, environ 7% du revenu national est assez faible, et laisse prévoir un processus de développement plutôt lent. Dans quelle mesure pourrait-on l'accélérer ?

¹ *Five Year Plan*, pp. 14 et 15.

² P. C. JAIN, *op. cit.*, pp. 479 et 480.

³ *Five Year Plan, Progress Report*, 1953/54, p. 7.

Selon le professeur Balogh¹ qui a fait, au début de 1955 un voyage d'étude en Inde, sur l'invitation du gouvernement de M. Nehru, le niveau critique d'investissements s'établit autour de 10% du revenu national. Alors que l'Inde est encore au-dessous de 7%, la Chine aurait déjà dépassé 8%, et envisage d'atteindre 12% en 1955, et 20% en 1960.

D'une part, nous devons accueillir ces chiffres avec prudence. Il n'est pas certain que les choses se passent comme prévu dans l'ex-empire du milieu. Les progrès risquent d'être ralentis, du moins par les difficultés agricoles, auxquelles nous avons fait allusion ci-dessus. Le fait est d'autant plus important dans un pays aussi sous-industrialisé que la Chine. En automne 1954, M. Chou en Lai reconnaissait que : « Le plan de production agricole ne peut être accompli cette année non plus². » Après les catastrophes du printemps 1955, il n'est pas impossible que M. Chou en Lai doive répéter la même déclaration. Il convient, d'autre part, de ne pas oublier le prix qu'impliquent les méthodes communistes et les sacrifices d'ordre non-économique qu'elles entraînent.

En définitive, reprocher à l'Inde sa lenteur en invoquant l'exemple chinois (chose que ne fait d'ailleurs pas le professeur Balogh) est erroné pour trois raisons au moins : 1) Il est évident que les méthodes démocratiques de l'Inde ne peuvent entraîner des progrès aussi rapides que le système communiste. 2) Il n'est pas certain que l'écart entre les deux pays soit aussi considérable que le prétendent certains. 3) Rappelons encore une fois que l'agriculture chinoise est en moins mauvaise posture que celle de l'Union indienne, permettant d'imposer de plus gros sacrifices à une population globalement moins mal nourrie.

Ces remarques ne signifient pas que l'effort indien ne puisse augmenter tout en restant dans des limites démocratiques. A son retour de Chine, le pandit Nehru a relevé plusieurs fois que le plan quinquennal chinois suscitait plus d'enthousiasme que ne le faisait le plan indien. L'effort de chacun doit encore être stimulé en Inde, comme le répètent inlassablement ses leaders, mais à moins de méthodes totalitaires, on ne peut procéder d'une manière beaucoup plus rapide. Il faut dès lors compter sur un autre facteur d'accélération : une aide étrangère infiniment plus considérable que celle d'aujourd'hui³.

¹ Thomas BALOGH, *Qui va gagner en Asie ? L'Express*, Paris 26.3.55.

² CHOU EN LAI, *Une Chine moderne, Démocratie Nouvelle*, nov. 54. (Périodique dirigé par M. Jacques Duclos).

³ Nous reviendrons sur ce sujet, après avoir vu les réalisations du plan.

CHAPITRE III

Agriculture

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

L'agriculture indienne est profondément marquée par le régime des pluies, et l'incidence des moussons est d'une importance capitale en ce qui concerne les genres de cultures et leurs rendements. Les conditions géographiques font que la mousson se répartit très inégalement, d'où d'énormes différences de pluviosité. Certaines régions, comme le désert du Thar, ne reçoivent qu'une dizaine de centimètres d'eau par an, alors que d'autres, telles les Ghâts occidentales, enregistrent, en moyenne, 6748 millimètres par an. Le maximum est atteint par la station de Cherrapunji (Assam) avec 11.632 millimètres ¹.

Ces écarts expliquent la grande variété de produits du sol indien. Alors que les zones humides donnent surtout du riz, les régions sèches produisent du blé, et les terres ultra-sèches se contentent d'un maigre millet. Quant au coton, nous le trouvons principalement dans les zones relativement sèches qui reçoivent environ 750 millimètres de pluie par an.

La faible pluviosité d'une grande partie de l'Inde rend l'irrigation souvent indispensable à toute culture ; sans eau, les champs céderaient la place à une sorte de steppe désolée.

Etant données les conditions climatiques, l'Inde pratique dans plusieurs régions le système de la double culture : le kharif, où l'on sème à l'arrivée de la mousson (juin-juillet) et où les récoltes se font d'octobre à décembre. Riz, millet, coton et canne à sucre sont cultivés pendant le kharif. L'autre culture, le rabi, se fait en période sèche. On sème après la mousson (novembre environ) et les récoltes sont rentrées en mars-avril. Les principaux produits sont le blé, l'orge et la moutarde. Ce sont surtout les cultures du rabi qui ont besoin d'irrigation, et, en développant celle-ci, on augmentera la surface se prêtant aux doubles récoltes. Actuellement, 30 % de la surface cultivée totale permet l'alternance du rabi et du kharif sur le même sol.

¹ Pierre GOUROU, *L'Asie*, pp. 373 et 374.

LES PRINCIPALES CULTURES ALIMENTAIRES ET LEUR EXTENSION

Sur les 930.000 km² de terres cultivées, 60 millions d'hectares sont consacrés à la culture des céréales. Le riz vient en tête avec 24 millions d'hectares. Les diverses sortes de millet occupent à peu près la même superficie, mais celle-ci est moins bien connue, car elle varie selon les années. Le blé vient ensuite avec 8 millions d'hectares puis le maïs, 3,2 millions d'hectares.

Pour ce qui est des autres produits alimentaires, la première culture est celle des pois chiches (5,2 millions d'ha.), suivie des arachides (4 millions d'ha.), et de la canne à sucre (1,5 million d'ha.). Enfin viennent les fruits et légumes, qui occupent une place beaucoup moins importante qu'on ne l'imagine parfois.

Donner les chiffres de production pour une année seulement serait dangereux, car on enregistre de grosses variations d'une année à l'autre. Des conditions climatiques heureuses ou, au contraire, défavorables, peuvent faire varier la production de 5 millions de tonnes et même davantage. Il convient donc d'analyser les chiffres avec prudence et ne pas omettre ce caractère instable de la culture indienne.

Production agricole

	Riz	Blé	Millet	Total des céréales
1951/52	22,8	6,2	15,4	44,4

(*Five Year Plan*, p. 175)

	Pois chiches	Arachides	Moutarde	Sucre
1951/52	3	2,4	0,8	5,2

(Pierre Gourou, *L'Asie*, p. 396)

Indices de la production

1936/39=100

	1939/40	1948/49	1950/51	1951/52	1952/53	1953/54
Céréales	99	96	91	91	103	119
Riz . .	98	98	88	90	102	118
Blé . .	104	77	87	82	92	98
Millet .	99	89	93	96	111	133

(*Eastern Economist*, annual n° 1954)

Ce tableau indique que, pour la première fois en 1953, il a été possible de retrouver les moyennes de production de l'avant-guerre. Et ces faits rappellent que le plan quinquennal est une œuvre de réhabilitation autant, sinon plus, qu'une entreprise d'expansion.

*Objectifs et réalisations du plan quinquennal*¹

	1950/51	Objectifs pour 1951/56 (En millions de tonnes)	Résultats en 1953/54	% des résultats acquis en 1953/54
Production alimentaire	54,0	+7,6 *	+11,4	150

* Dont 4 millions de tonnes de riz et 2 millions de tonnes de blé.

Quels seront les effets de ces 7,6 millions de tonnes supplémentaires sur la situation alimentaire ? Tout d'abord, la commission du plan (p. 176) fait remarquer que 2,5 millions de tonnes seront absorbées par l'accroissement de la population. Dans leur ouvrage *Planning For Shortage Economy*, MM. C. N. Vakil et P. R. Brahmananda sont plus pessimistes : selon eux, cette augmentation de la production alimentaire ne fera que maintenir le niveau de consommation de 1950. Pour augmenter la consommation de 50 g. par individu, il faudrait d'après les auteurs précités, accroître la production de 15 millions de tonnes. Quant à M. Gourou², il estime que les progrès réalisés et le maintien des importations « permettront de donner à chaque adulte 365 gr. de grain au lieu des 342 théoriques de 1950 » (en 1950, il était arrivé bien souvent que la ration ne dépassât pas 200 ou 250 gr.).

Le fait que les objectifs alimentaires du plan aient été déjà dépassés en 1954 ne doit pas susciter un excès d'optimisme, car les Indiens sont les premiers à reconnaître que ces résultats sont dus principalement à des moussons favorables. Il est certain que plus l'agriculture se modernisera, moins elle sera à la merci des conditions atmosphériques ; mais, pour l'instant, nous sommes encore loin d'une modernisation assez radicale pour éviter les aléas d'une baisse de 5 millions de tonnes de grain.

Signalons enfin l'incidence de la production alimentaire sur la balance commerciale. Jusqu'en 1953, l'Inde importe de 2 à 3 millions de tonnes de céréales, représentant une dépense de plus d'un milliard de roupies par an. La vague de sécheresse de 1951 a obligé le Gouvernement à faire venir de l'étranger 4,72 millions de tonnes de céréales³ entraînant une dépense de 2 milliards 211 millions de roupies. Par contre, en 1954, grâce aux bonnes récoltes, les impor-

¹ Ce tableau et le précédent sont tirés du numéro annuel de l'*Eastern Economist*, 1954.

² GOUROU, *op. cit.*, p. 437.

³ Government of India, *First Five Year Plan*, p. 175.

tations de céréales sont tombées à 800.000 tonnes, ce qui correspond pour les 9 premiers mois de l'année à une somme de 241,5 millions de roupies ¹.

CULTURES INDUSTRIELLES

L'Inde possède de très importantes plantations de coton et de jute, qui font d'elle un des premiers pays producteurs du monde. Pour le coton, elle occupe la troisième place, et pour le jute, elle vient après le Pakistan, avec lequel elle détient le monopole de la « fibre d'or ».

Les principales zones cotonnières se trouvent dans l'arrière-pays de Bombay où sont les fameuses terres noires, ou regar, dans l'Uttar Pradesh et dans quelques districts du Madras. La production augmente depuis 1950 :

	Balles (392 livres anglaises)
1950	2.628.000
1951	2.971.000
1952	3.133.000
1953	3.050.000
1954	3.800.000 ²

Le plan de cinq ans prévoit un accroissement de 1 million 290.000 balles ; or, en 1954, 76,2% ont été atteints, soit 960.000 balles. L'amélioration de la qualité n'est pas non plus négligée, et l'on tend à remplacer les espèces locales (deshi) par des fibres plus fines, notamment du type des cotons américains Upland.

Pour le jute, la production a été de 3.301.000 balles en 1950 (balles de 400 livres anglaises), et le plan envisage un accroissement de 2.090.000 balles. En 1952, la production était déjà de 4.695.000 balles ³.

RENDEMENT DES TERRES

Nous touchons ici un des aspects primordiaux de l'agriculture indienne : le rendement des terres est très faible, non seulement par rapport aux pays d'Occident, mais même relativement à certaines régions asiatiques.

¹ *Moniteur officiel du Commerce et de l'Industrie*, Paris, février 1955.

² Government of India, *India 1954*, p. 153.

³ *India 1954*, p. 153.

Pour le blé, le rendement à l'hectare ne correspond qu'au tiers de celui du Royaume-Uni et de l'Allemagne. Il est, en Inde, de 700 kg. La Chine en produit 900. Les différentes espèces de millet ne dépassent guère 500 à 600 kg. par hectare.

Le riz n'est pas dans une situation meilleure : Inde 1600 kg. par hectare, Japon 3600, Chine 2500 (?), Italie 4600, Etats-Unis 2200.

Si nous prenons 100 comme indice de productivité de l'Inde, nous obtenons le tableau suivant :

	Riz	Blé	Coton
Inde	100	100	100
Egypte . . .	241	—	500
Chine	293	152	—
Etats-Unis .	161	133	167 ¹

Quels sont les facteurs susceptibles d'augmenter le rendement des terres ? Mise à part l'irrigation, dont nous parlerons dans un prochain paragraphe, une meilleure productivité du sol peut être assurée grâce au développement des engrais, à l'amélioration des semences et à la modernisation des techniques agricoles.

Engrais. Etant donné la pénurie de bois, les déjections du bétail sont soigneusement récoltées, séchées sous forme de galette et utilisées comme combustible. Cet usage se rencontre dans toutes les régions d'Asie qui manquent de forêts. Pour remédier à cette carence, l'Inde encourage la production d'engrais chimiques et, depuis 1951, fonctionne la plus grande fabrique d'Asie dans ce domaine, celle de Sindri (Bihar), qui produit 1000 tonnes de sulfate d'ammoniaque par jour. Malheureusement, le faible pouvoir d'achat des agriculteurs a ralenti la production en 1953, car son écoulement devenait difficile.

Même si l'Inde peut et doit faire dans l'avenir un beaucoup plus grand usage d'engrais chimiques, certains auteurs, comme M. Josué de Castro, ne fondent sur eux que des espoirs limités : « car les faits semblent indiquer que les aliments fournis par les sols fumés artificiellement sont privés d'un élément quelconque dont l'absence affaiblit leur valeur nutritive » ². Un usage intensif de tels produits n'est pas non plus sans danger et, aux Etats-Unis, il a contribué à épuiser 40 millions d'hectares en moins de 2 siècles.

¹ Kingsley DAVIS, *Population of India and Pakistan*, p. 209.

² Josué de CASTRO, *Géopolitique de la faim*, p. 307.

Semences. Un choix judicieux des graines augmentera la productivité du sol, et les sommes affectées à ce secteur permettront de gagner 560.000 tonnes de produits alimentaires jusqu'en 1956. La mise en œuvre de ces programmes est assurée par les « Community projects » que nous étudierons ci-dessous.

Amélioration des techniques. Là aussi, les projets de développements communautaires sont appelés à jouer un rôle dominant. Pour l'instant, les paysans indiens recourent largement à la force animale : « Bœufs et buffles ne se contentent pas de tirer la charrue et la herse, ils traînent aussi semoirs, sarclours, charrettes et actionnent les norias »¹. Quant au matériel, il n'est pas toujours aussi primitif qu'on l'imagine ; les outils ne sont pas conçus sans ingéniosité, mais le rôle joué par la main-d'œuvre demeure très important.

Afin d'encourager l'enseignement des techniques modernes, les auteurs du plan quinquennal recommandent aux Etats de régions géographiques et climatiques identiques d'étudier en commun les méthodes les plus propres à améliorer le matériel en usage et à introduire de nouveaux instruments.

En liaison avec la « Central Tractor Organization », des organismes régionaux activent la motorisation des cultures. Le nombre de tracteurs importés a passé de 3318 en 1949-1950 à 7400 en 1951-1952. Ces chiffres sont évidemment très faibles quand on songe à l'étendue du territoire.

LE PROBLÈME DU RENDEMENT SITUÉ DANS LE CONCRET

Jusqu'à maintenant, nous avons envisagé le rendement des terres d'une façon un peu abstraite et générale, méthode indispensable si l'on veut avoir une vue d'ensemble du problème ; mais, on s'exposerait à d'amères déconvenues si l'on ne situait pas la question dans le concret, en considérant les difficultés auxquelles se heurte le paysan, lorsqu'il met en pratique les principes établis par les auteurs du plan.

Un observateur attentif de l'agriculture, M. Mc Kim Marriott, attaque le problème sur le vif. D'une manière qui, à première vue semble paradoxale, M. Marriott parle du « sur-développement » des campagnes indiennes. Celui-ci se caractérise par le fait que les techniques en usage sont si étroitement interdépendantes qu'une nouvelle technique, si elle n'est pas assez large pour englober tous les secteurs

¹ GOUROU, *op. cit.*, p. 392.

agricoles, détruit l'inter-relation des anciennes techniques, et finalement doit être abandonnée. M. Marriott justifie cette opinion en nous faisant part des observations qu'il a faites dans les villages à 150 km. au nord de Delhi (rappelons qu'il ne s'agit pas d'une des régions les plus pauvres de l'Inde). En cent ans, la population de ces campagnes a doublé. « Il n'y a plus aujourd'hui un seul mètre carré de terrain inexploité. La génération actuelle a défriché et semé en grains toutes les pâtures, toutes les forêts. Pendant mon séjour dans le village, les derniers bouts de terrain (bords de route, ombre des arbres, sablières, etc.) étaient misés en culture. Le développement agricole avait été poussé si loin que chaque nouvel élément organique était extrait du sol deux ou trois fois l'an... » (p. 128).¹

L'exploitation des moindres parcelles est si étendue que la marge devient trop étroite pour permettre des essais ou pire encore des erreurs. Et pourtant, de grosses améliorations ont été réalisées, telle l'introduction des pommes de terre et des carottes.

En ce qui concerne le fumier, les paysans en connaissent la valeur, et M. Marriott relève que « la plupart de mes paysans n'hésitaient pas à faire un kilomètre pour aller se soulager sur leurs champs » ; mais, quant au reste, le manque de bois oblige à récolter les déjections animales pour en faire du combustible.

En ce qui concerne les semences, le paysan sait fort bien où en trouver de meilleures, mais il y a renoncé, car le gérant des magasins gouvernementaux veut être payé à une date qui ne convient pas à l'acheteur. Si le paysan a l'argent disponible pour acquérir de meilleures semences, il s'en faut que ses difficultés soient résolues : « les grains obtenus ainsi sont gros, c'est vrai, mais si gros et si durs que les femmes ne peuvent les moudre comme il faut sur les vieux moulins de pierre. La pâte qu'ils donnent est difficile à pétrir et dure à cuire pour faire du bon pain. Ce nouveau pain, qui représente toute la nourriture du paysan, n'a pas le même goût que l'ancien : il manque de saveur... Enfin, regardez les vaches et les bœufs. Ils n'aiment pas manger la paille de ce nouveau blé et risquent de mourir de faim si nous l'adoptons. La paille ne peut pas servir non plus à couvrir les toits, elle ne fait même pas un bon feu ».

Même si ces remarques ne peuvent être appliquées à toute l'Inde, cet exemple est significatif des conséquences imprévisibles que suscite l'introduction d'une nouvelle technique. Faute d'un bouleversement complet des coutumes, elle risque d'être abandonnée, car elle entraîne plus de déboires que d'avantages. Pour être assuré du

¹ Mc Kim MARRIOT, *Dans les Régions surdéveloppées*, revue *Chronique sociale de France*, n° 2, 1954.

succès, l'effort de modernisation doit porter simultanément sur tous les aspects de la vie rurale, et c'est ce qu'entreprennent les « community projects ».

COMMUNITY PROJECTS

En 1949-1950, des études-pilotes sont entreprises dans le district d'Etavah près d'Allahabad, avec le concours de l'assistance technique américaine. Grâce à un gros apport de capitaux et à de nombreux spécialistes, l'expérience donne des résultats remarquables. Aussi, le 2 octobre 1952, un vaste programme d'entreprises communautaires est-il inauguré. Les principaux objectifs sont les suivants :

a) Agriculture :

Mise en valeur des terres encore en friche ; extension de l'irrigation, forage de puits, construction de canaux (travaux faisant partie des « minor irrigation projects ») ; distribution de semences appropriées et d'engrais ; propagation de meilleures méthodes de culture.

b) Communications :

Réparation et construction de routes et de chemins vicinaux.

c) Education :

Développement de l'instruction primaire et supérieure, pour enfants et adultes, formation professionnelle.

d) Hygiène :

Service médical prénatal, lutte contre les maladies endémiques.

e) Habitations :

Progrès de l'habitat rural.

Le Sardar Partap Singh Kairon, Ministre du Développement au Punjab, définit ainsi les projets de développement communautaire : « Les objectifs de base sont de soulever dans les campagnes un vent d'enthousiasme en faveur d'une vie meilleure et de conditions de travail plus satisfaisantes. L'Etat fournit une partie des fonds et son assistance technique. Les individus formulent leurs projets et les mettent à exécution pour une bonne part grâce à leur propre contribution financière et à leurs propres efforts de construction.

Chez les membres des projets communautaires prend ainsi naissance un sentiment d'interdépendance ¹. »

Organisation. Bien que le champ d'action des community projects soit aussi vaste que divers, la commission du plan a estimé qu'une seule organisation devait prendre en charge l'ensemble du programme : « La vie des paysans ne peut être coupée en secteurs correspondant aux activités du Gouvernement. La manière de traiter les problèmes agraires doit, par conséquent, se coordonner, et embrasser tous les aspects de la vie rurale ². »

Chaque projet communautaire est constitué d'environ 300 villages correspondant à une superficie de 1000 à 1300 kilomètres carrés, comprenant une aire cultivée de 60.000 hectares et une population de 200.000 âmes. Le projet lui-même est divisé en trois blocs de 100 villages chacun.

Du comité central pour la mise en œuvre des programmes de développement en commun dépendent des organismes dans chaque Etat dont l'agent exécutif, le « State Development Commissioner », supervise le travail à l'échelon du district. Enfin, à la tête de chaque projet, se trouve un « Project Executive Officer » assisté de contrôleurs dans les différents villages.

Réalisations. Deux ans après le début des « community projects », soit en octobre 1954, 711 blocs ont été constitués, correspondant à 71.100 villages d'une population totale de 47 millions d'habitants. A la fin du premier plan quinquennal, on espère avoir créé en tout 1200 blocs englobant le quart des villages indiens. En 1961, à la fin du deuxième plan, la trame des projets communautaires devrait couvrir tout le pays.

Le coût de réalisation pendant la durée du premier plan quinquennal est fixé à 1 milliard de roupies. Jusqu'à mars 1954, c'est-à-dire pour une période d'un an et demi, 67,9 millions de roupies ont été dépensés par le Gouvernement et 32,9 millions ont été fournis par les paysans.

L'effort entrepris s'est nettement accentué d'octobre 1953 à mars 1954, et c'est là un signe encourageant. Néanmoins, l'avenir des projets communautaires n'apparaît pas sans nuages. Ramenés aux dimensions de l'Inde, les chiffres cités perdent de leur poids, et il n'est pas impossible que les progrès futurs soient entravés par

¹ Kurukshetra, p. 22, *Monthly Organ of the Community Projects Administration*, oct. 1954.

² *Five Year Plan*, p. 223.

le manque de fonds : sur le milliard de roupies prévu jusqu'à fin 1956, seuls 100 millions de roupies ont pu être mis à disposition en un an et demi. Il faut aussi pouvoir compter sur l'enthousiasme des paysans et leur volonté d'agir. Malheureusement, ceux-ci sont à tel point accablés par leurs soucis quotidiens que souvent l'énergie et les ressources leur manqueront pour participer activement aux plans de rénovation.

Résultats obtenus en octobre 1953 et mars 1954¹

	Octobre 1953	Mars 1954
Engrais distribués	10 t.	65.160 t.
Semences distribuées	4,8 t.	22.966 t.
Surface gagnée par l'irrigation .	28.000 ha.	189.700 ha.
Nombre de puits forés	—	4.842
Nouvelles écoles	1.085	3.396
Routes empierrées	147 km.	880 km.
Chemins vicinaux	3.884 km.	15.056 km.
Nouvelles maisons	1.080	3.396
Têtes de bétail vacciné	630.724	3.101.714

Un autre handicap est le manque de personnel qualifié et d'experts, tel qu'il ressort du tableau ci-dessous, établi le 31 juillet 1954 :

	Besoin total pour 1952/56	Centres de formation	Experts formés	Experts en formation
Experts à l'échelon village	12.440	44	4.530	1.946
Experts et instructeurs chargés de l'éducation sociale	2.447	5	526	240
Fonctionnaires à l'échelon des blocs	1.120	3	121	64
Personnel sanitaire	4.960	3	119	30

Ces remarques ne doivent pas nous conduire à un excès de pessimisme. Il est inévitable que les « community projects » démarrent lentement. Ils se heurtent à une foule d'obstacles, matériels, psychologiques ou d'ordre social, qu'on n'écarte pas facilement. La formation des paysans aux techniques modernes ne peut se faire en un jour, surtout dans les nombreuses régions isolées des routes, des chemins de fer et des centres urbains où la civilisation moderne est déjà implantée.

¹ Tableau tiré des numéros d'oct. 53 et 54 de *Kurukshetra*.

Si les problèmes du financement et de la formation des experts sont résolus, il ne fait guère de doute que les progrès s'accéléreront, car la méthode suivie est judicieuse et fait preuve de réalisme.

IRRIGATION

Depuis la plus haute antiquité, l'irrigation est pratiquée en Inde et ce pays comprend une des plus fortes proportions de terres irriguées du monde. Le réseau hydrographique se compose de deux sortes de rivières : les fleuves qui prennent leur source dans les glaciers de l'Himalaya et dont le débit reste important pendant toute l'année malgré un certain ralentissement en hiver, et les rivières de l'Inde centrale et méridionale, alimentées seulement par les pluies. Les rivières de cette dernière catégorie ont un débit beaucoup plus irrégulier : flots abondants à la mousson, réduits parfois à un filet d'eau en période sèche.

En 1951, la surface irriguée de l'Union indienne est de 23 millions d'hectares, constituant les 21 % de la surface cultivée totale. La commission du plan estime nécessaire de doubler l'étendue des terres irriguées au cours des 15 à 20 prochaines années. Cette entreprise est d'autant plus réalisable que l'on est loin d'avoir épuisé toutes les possibilités offertes par le réseau hydrographique : « Plus de la moitié des ressources naturelles en eau sont perdues par l'évaporation, et seuls 6 % ont été utilisés pour l'irrigation¹. » On ne tire parti du bassin du Gange que dans une faible proportion. Les rivières Godavari, Mahanadi et Krishna sont utilisées à 14 % et 18 %. Le bassin de la Caverry est par contre fortement exploité, puisque 60 % des eaux servent à l'irrigation. Restent encore la Narmada et la Tapi qui, pour la première fois, sont employées pour de grands travaux. Quant aux eaux du Brahmapoutra, elles ne présentent pas grand intérêt, car les fortes pluies de l'Assam suffisent aux cultures.

En ce qui concerne les modes d'irrigation, nous distinguerons les canaux proprement dits, les « tanks » et les puits. Les premiers sont issus soit des grands barrages, soit directement des rivières, comme c'est le cas au Punjab et dans la vallée du Gange. Les tanks sont des sortes de réservoirs qui servent de bassins d'accumulation ; remplis pendant la saison des pluies, ils s'écoulent peu à peu dans les canaux et finissent par se vider en période sèche. On les rencontre surtout dans l'Inde péninsulaire, en particulier au Mysore et dans l'Etat de Madras. Dans ce dernier, ils touchaient, en 1935, 1.300.000 hectares sur un total de 3.700.000 ha. irrigués.

¹ Robert OWEN, *Economic and Commercial Conditions in India*, p. 162.

Bien que dans les régions de faible pluviosité la surface du sol soit aride, on trouve souvent des nappes souterraines qui sont atteintes par des puits. Le plan quinquennal encourage le développement des pompes électriques, mais les systèmes traditionnels sont encore prédominants : la noria, ou roue persane, ou l'usage d'une outre qu'une paire de bœufs retire du puits grâce à un système de poulies. C'est dans le nord de l'Inde et au Rajputana que les puits sont les plus nombreux.

Le plan quinquennal se propose de gagner 7 millions d'hectares grâce à l'irrigation, et au 31 mars 1954, 42% de ces objectifs ont été réalisés, soit 3 millions d'hectares. Ce pourcentage semble à première vue assez faible puisqu'il ne reste que deux ans pour réaliser les 58% restants. Néanmoins, la situation n'est pas alarmante si l'on songe que plusieurs des barrages en construction représentent une œuvre de longue haleine.

Dans l'ensemble du programme agricole, l'irrigation occupe une place de premier plan. C'est elle qui permettra d'obtenir 4,3 des 7,6 millions de tonnes de produits alimentaires supplémentaires.

Les auteurs du plan prévoient deux sortes d'entreprises : les « Minor Irrigation Projects » et les « Major Irrigation Projects ». Des premiers dépendront 2,3 millions de tonnes de produits alimentaires, et des seconds 2,01 millions. Par travaux mineurs, on entend la construction de petits barrages et canaux, l'aménagement et l'extension des puits, aussi bien que l'amélioration des tanks.

Parmi les projets majeurs, les principaux sont dits « à buts multiples » (« multipurposes »), car ils ne servent pas seulement à l'irrigation, mais aussi à la production d'énergie électrique, et parfois au contrôle des rivières vagabondes. Ces entreprises engagent de 5 à 10.000 ouvriers et leur exécution s'échelonne sur plusieurs années. Il s'agit de :

	Surface irriguée en 1955/56 Hectares	Objectif final ¹
Bhakra-Nangal	520.000	1.400.000
Damodar Valley Corp. . .	238.000	456.000
Hirakud	104.000	714.000
Tungabhadra	243.000	—

Cinq autres projets du même ordre sont à l'étude et ont fait l'objet de travaux préliminaires. Ce sont les futurs barrages sur les rivières Kosi, Chambal, Rihand et Krishna, qui devraient être terminés vers 1966-67.

¹ *India 1954*, p. 184.

CHAPITRE IV

Structure de l'agriculture et réformes agraires ¹

Un domaine aussi vaste que celui des réformes agraires suffirait à tout un livre, aussi limiterons-nous notre exposé aux principaux aspects du problème.

Les mots « réforme agraire » évoquent presque spontanément l'idée d'un partage des terres. Mais, en Inde, la question est plus complexe. La grande propriété inexploitée ou cultivée par de simples ouvriers agricoles est presque inconnue. La plupart des grands domaines ne forment pas un ensemble unitaire, même en droit, et sont le plus souvent subdivisés en une multitude de lots, cultivés par des fermiers et sur lesquels ceux-ci possèdent, sous une forme ou une autre, un droit d'occupation.

Toute réforme agraire ne saurait donc viser qu'à transformer les droits d'occupation en droits de propriété, ce qui ne peut résoudre le problème des paysans sans terre et limite l'espoir d'une fixation au sol du prolétariat rural.

Si la multiplicité des tenures et sous-inféodations est un des vices fondamentaux de l'agriculture indienne, il en est d'autres aussi graves : ce sont l'endettement de la plupart des catégories d'agriculteurs et l'accroissement du nombre des paysans sans terre.

OBJETS DES RÉFORMES

Les différents régimes de propriété. Bien que les régimes de propriété soient complexes et varient suivant les régions, on peut distinguer trois systèmes principaux : zamindari, raiyatwari, mahalwari.

1. *Zamindari.* On le rencontre surtout dans la plaine du Gange, Bengale y compris, et il occupe une place importante en Orissa, en Andhra et au Madras. Selon ce système, le zamindar détient les titres de propriété et se trouve responsable du paiement de l'impôt au Gouvernement. Le domaine sur lequel est assis l'impôt est généralement occupé et mis en valeur par de nombreux fermiers.

¹ Cf. annexes I à III.

Ce système remonte à l'empire Moghol. Mais, dans les premiers temps, le zamindar n'est qu'un percepteur d'impôts sans droit de propriété sur la terre, et dont la charge n'est pas héréditaire. L'affaiblissement de l'empire Moghol au XVIII^e siècle permit aux zamindar de conserver peu à peu leur charge de père en fils. Là-dessus arrivent les Britanniques qui, par souci de simplification, renforcent la position des zamindar en leur concédant des droits de propriété sur la terre. De fermiers-généraux ou de collecteurs d'impôts, les zamindar deviennent donc propriétaires sous réserve qu'ils versent régulièrement l'impôt afférant à leurs domaines.

Cette méthode ne tarde pas à s'avérer détestable car elle permet aux zamindar de pressurer les paysans. Cela leur est d'autant plus facile que l'incidence de l'impôt est déterminée de façon sommaire et souvent pour une très longue période sans tenir compte des bonnes ou des mauvaises récoltes. Il n'est pas rare que les paysans versent aux zamindar 40% de leur récolte ¹.

2) *Raiyatwari*. Prédominant dans l'Hinterland de Bombay, en Assam et dans une partie du Madras. Selon ce régime, le raiyat possède directement la terre ; il en est propriétaire et est responsable du paiement de l'impôt au Gouvernement. En général, le raiyat cultive lui-même sa propriété, mais la sous-location à des tenanciers sans bail tend à devenir fréquente.

Le raiyat tient sa terre sans l'intervention d'intermédiaires, comme c'est le cas du paysan dans le système zamindari. (Par intermédiaire, nous entendons toute personne interposée entre l'Etat et le cultivateur réel pour la perception de l'impôt ou du fermage.) Au cas où le raiyat ne peut payer l'impôt, sa terre est saisie et vendue aux enchères publiques.

3) *Mahalwari*. On le rencontre principalement dans l'Uttar-Pradesh et dans l'Inde centrale. Dans ce système, la propriété de la terre est partagée par un groupe de coportionnaires ou communauté villageoise, dont les membres sont soit conjointement, soit individuellement responsables de l'impôt foncier.

Répartition de la population agricole. L'agriculture fait vivre les trois quarts des Indiens, dont les propriétaires fonciers représentent 31,5%. Ceux-ci se divisent en plusieurs classes : les grands propriétaires avec 10 hectares et plus, qui sont peu nombreux mais détiennent une part appréciable des terres. Dans l'Etat de Bombay, 50% de la surface cultivée leur appartiennent, alors qu'ils représentent de 15 à 20% des propriétaires en général.

¹ GOUROU, *op. cit.*, p. 402.

Viennent ensuite les propriétaires moyens qui détiennent entre 2 et 10 hectares. Ils forment 35 à 40 % de la classe des propriétaires fonciers. Ils sont loin d'être tous à leur aise, et on estime que le quart d'entre eux cultive une terre qui ne laisse pas une marge bénéficiaire raisonnable.

Les petits propriétaires qui possèdent 2 hectares ou moins constituent les 60 % restants de la classe des propriétaires fonciers. La plupart d'entre eux ne peuvent tirer de leur domaine le minimum vital. Dans plusieurs Etats, plus de la moitié des petits propriétaires se contentent d'un lopin de terre inférieur à 0,8 hectare.

Après la classe des propriétaires vient celle des fermiers ou tenanciers, qui ne possèdent pas la terre, mais qui, moyennant un fermage, ont un droit d'occupation sur le domaine qu'ils cultivent. Ils représentent 35 % de la population agricole totale. Encore, dans les régions zamindari, ce pourcentage est-il plus élevé. De plus, de nombreux petits propriétaires sont à la fois fermiers ou tenanciers d'une autre terre.

Les fermiers qui payent aux propriétaires fonciers entre 10 et 60 % de leurs récoltes mettent en valeur trois quarts de la surface cultivée totale ¹.

Nous avons, pour terminer, les deux classes des paysans sans terre : a) les fermiers sans droits, métayers, cultivateurs partiaires (13 % de la population agricole totale). Il s'agit ici de paysans qui n'ont pas de droit d'occupation sur la terre qu'ils cultivent, et qui souvent n'ont un bail que pour la période des moissons. b) Les ouvriers agricoles qui représentent 19 % de la population agricole totale.

Ces deux dernières catégories vivent dans des conditions misérables. Les paysans de la première se contentent de tenures limitées à la moisson dont ils abandonnent la moitié ou les deux tiers à leurs locateurs. Ils sont à leur merci et peuvent être expulsés sans délai. Situation d'autant plus choquante qu'aux métayers incombent tous les risques et les charges : achat des semences et frais d'exploitation. Quant aux ouvriers agricoles, leur sort n'est guère plus enviable ; ils sont en chômage une grande partie de l'année. Les enquêtes menées par le Ministère du Travail du Gouvernement central montrent que, dans de nombreux villages, ces ouvriers ne travaillent qu'entre 130 et 200 jours par an. Les salaires sont dérisoires et souvent inférieurs à 2 roupies par jour. Ces cultivateurs sans terre forment une masse de 80 millions d'âmes, soit 32 % de la population agricole totale.

¹ C. B. MEMORIA, *Agricultural problems of India*, p. 25-26.

Pour résumer ce tableau, nous pouvons conclure que 4% de la population rurale vit dans de très bonnes conditions, 16% dans des conditions acceptables et 80% dans une situation précaire.

Ces chiffres font ressortir mieux que tout autre chose les effets néfastes de la pression démographique sur les campagnes. Morcellement des terres, augmentation du nombre des manœuvres agricoles sont les effets directs de l'accroissement de la population.

Etendue des propriétés. L'Inde est avant tout un pays de petits paysans, où l'unité d'exploitation est en général trop faible et non-économique. Pour le Punjab, Etat relativement favorisé, nous avons les chiffres suivants :

	%
Moins de 0,4 ha.	17,9 ¹
0,4 à 2 ha.	25,5
1,2 à 2 ha.	14,9
2 à 4 ha.	18
Plus de 4 ha.	23,7

Dans plusieurs Etats, il n'est pas rare de rencontrer des domaines de 40 m². Au Bengale, un grand nombre de familles d'agriculteurs doivent se contenter d'une superficie inférieure à 0,8 hectares. Dans l'ensemble, environ deux tiers des paysans vivent sur moins de 1,8 hectare. Or, pour qu'une exploitation soit rentable, elle devrait mesurer au moins 2 hectares, dont 0,8 de terre irriguée. La situation est encore assombrie par le fait que même de très petites exploitations sont formées de parcelles éloignées les unes des autres.

S'ajoutant à la pression démographique, les droits successoraux hindou et musulman précipitent ce morcellement en instituant la division du domaine entre les héritiers.

Endettement rural. La condition du paysan indien est aggravée par cette plaie douloureuse qu'est l'endettement rural. Une enquête menée par le Gouvernement dans le village de Dorwan (Bihar) révèle que le gain moyen de chaque famille dans ce village est de 444,4 roupies par an. Les dépenses se montent à 615,82 roupies, ce qui laisse un déficit annuel de 171 roupies. Sur 16 familles, 13 ont une dette annuelle moyenne de 250 roupies.

La situation semble avoir empiré au cours des dernières décennies si l'on en croit les estimations suivantes relatives à la dette totale des agriculteurs ² :

¹ M. B. NANAVATI et J. J. ANJARIA, *The Indian Rural Problem*, p. 48

² Pour 1924, DARLING, *Punjab Peasants*, pp. 18-19, pour les autres années ANJARIA et NANAVATI, *op. cit.*, p. 53.

	Milliards de roupies
1911	3
1924	6
1929	9
1939	18

La hausse des prix agricoles pendant la guerre a probablement soulagé le poids des dettes, mais il semble qu'aujourd'hui, le chiffre de la dette paysanne totale soit comparable à celui de 1939.

Les raisons de l'endettement sont diverses. D'abord, les fils héritent des dettes de leurs pères. A l'occasion de mariages et d'autres cérémonies, même les plus pauvres paysans ont tendance à dépenser plus que ne leur permettent leurs revenus ; mais il serait faux d'exagérer l'ampleur des dépenses somptuaires, car l'endettement a des causes plus profondes et plus graves : le simple besoin de se nourrir en est la principale. Sous le titre « Heavy indebtedness of landless labour », le *Times of India* du 20 mai 1953 publiait le résultat d'une enquête faite par le Département de l'Agriculture de l'Etat de Delhi dans 9 villages situés aux environs de la capitale (il ne s'agit pas d'une des plus pauvres régions de l'Inde) : « Presque tous les paysans sans terre de l'Etat de Delhi sont endettés, et la dette annuelle moyenne par famille est de 650 roupies. Environ 75 % des dettes sont contractées pour subvenir aux dépenses alimentaires journalières. Seuls les 25 % restants sont affectés à diverses cérémonies. » Selon le même rapport, les dépenses d'une famille de manœuvres agricoles sont par année de 580 roupies pour l'alimentation, 100 roupies pour les vêtements et chaussures, 60 roupies pour des articles tels que tabac, médicaments, savon. Quant aux salaires, ils sont par jour de 1,75 roupie pour un homme, 1,25 roupie pour une femme, 1,1 roupie pour un enfant.

Petits propriétaires et fermiers ne sont pas dans une situation beaucoup plus favorable. Dans 4 districts de l'Uttar-Pradesh, il s'est avéré que 70 % des paysans cultivant entre 1 et 5 hectares sont endettés, et que 90 % de leurs dettes sont employés à l'achat de nourriture.

Le taux de l'intérêt ne fait qu'accentuer la détresse des paysans puisqu'il varie entre 13 % et 20 % par an.

L'endettement rural a pour effet d'augmenter le nombre des travailleurs sans terre. Ne pouvant plus faire face aux échéances, les petits propriétaires sont contraints d'aliéner leur terre. Celle-ci est vendue soit aux enchères, soit directement saisie par le prêteur. Entre 1856 et 1874, 33.000 hectares ont été ainsi vendus chaque

année au Punjab. Durant les 20 années qui ont suivi, cette moyenne a passé à 133.000 hectares et ce processus ne fait que s'étendre depuis le début du siècle. Le nombre des propriétaires absenteïstes (souvent prêteurs sur gages) ne fait qu'augmenter. Significative est l'évolution qui s'est produite dans l'Etat de Bombay ¹.

Propriétaires agriculteurs		Propriétaires non-agriculteurs	
1926/27	1936-37	1926/27	1936/37
1.930.000	1.751.000	206.000	330.000
Nombre d'hectares		Nombre d'hectares	
9.319.000	7.388.000	1.367.000	2.327.000

En l'espace de 10 ans, les agriculteurs ont perdu près de 2 millions d'hectares et le nombre des propriétaires non cultivateurs (absenteïstes) a crû de 257%.

LES RÉFORMES ENTREPRISES

Devant la complexité des problèmes et l'ampleur des dépenses, le Gouvernement central a laissé aux Etats le soin de légiférer en matière agraire.

Ce serait sortir du cadre de cet ouvrage que d'envisager séparément les lois adoptées par tous les Etats de l'Union indienne. Aussi, nous bornerons-nous à indiquer les principaux points sur lesquels portent les diverses réformes.

Etant donné la forte densité des régions cultivées et compte tenu du nombre élevé de petites propriétés, il est difficile d'envisager une sorte de redistribution des terres, telle qu'on pourrait la concevoir dans les Etats aux vastes étendues relativement peu peuplées. Il s'agit plutôt de renforcer les droits de ceux qui occupent le sol et de supprimer les innombrables intermédiaires, c'est-à-dire toutes les personnes interposées entre l'Etat et le cultivateur réel pour la perception de l'impôt.

1) *Abolition du système zamindari* ². Les nouvelles lois enlèvent aux zamindar leurs droits de propriété contre une compensation en espèces ou en bons du Gouvernement. Ils ne peuvent conserver que les terres qu'ils cultivent véritablement. Au Bengale, les compensations sont établies selon une échelle mobile qui favorise les petits

¹ Bombay Govt. Publications, *Bombay Land Revenue Adm.* 1926/27 et 1936/37, *Report*.

² M. L. DANTWALA, *Réforme agraire dans l'Inde*, Revue de l'O.I.T., nov.-déc. 1952.

zamindar. Ailleurs, comme dans l'Uttar Pradesh, le taux de compensation est fixe et il est estimé à 8 fois le revenu annuel.

Ces dispositions permettent aux fermiers ayant un droit d'occupation ou résidant depuis longtemps sur la terre d'en acquérir la propriété. Mais ils doivent acheter ce droit en versant à l'Etat une somme équivalant à la compensation faite aux zamindar. Dès lors, dans de nombreux cas, le paysan ne bénéficie pas directement de la réforme puisque, s'il ne peut acheter les droits de propriété, l'Etat prend la place de l'ex-zamindar. Dans la majeure partie des Etats, l'ancien fermage est égal à l'impôt foncier perçu maintenant par l'Etat.

Deux Etats ont pris des dispositions différentes : Jammou-Cachemire et Madras, où les fermiers deviennent propriétaires sans verser de compensation.

Les nouvelles législations apparaissent surtout comme des réformes fiscales établissant une nouvelle assiette de l'impôt foncier sur des bases plus modernes, tout en supprimant les procédures féodales d'antan. L'abolition du système zamindari entraîne l'extension du raiyatwari.

2) *Protection des locataires.* En général, les nouvelles lois renforcent les droits des locataires. Elles leur assurent non seulement le droit d'occupation aussi longtemps qu'ils s'acquittent de leur loyer, mais prévoient l'octroi de droits transmissibles par héritage. Les sous-locataires et métayers restent par contre trop peu protégés.

3) *Limitation des exploitations individuelles.* Seuls quelques Etats, Assam, Punjab, Jammou-Cachemire, ont prévu de limiter l'étendue des propriétés : au Punjab 12 à 14 hectares, en Assam, 53 hectares, au Jammou-Cachemire, 9,1 hectares. Cette disposition vise les grands propriétaires, souvent absentéistes. Au Jammou-Cachemire, cette limitation a été suivie d'une redistribution des terres. A fin 1952, 60.000 ha. avaient été accordés à 142.900 cultivateurs.

Une telle mesure fait figure d'exception dans l'ensemble des nouvelles législations agraires. Néanmoins, depuis peu, une certaine évolution se dessine dans ce domaine. Lors des élections en Andhra (février 1955), le Parti du Congrès s'est engagé à procéder à une redistribution des terres.

4) *Regroupement des exploitations.* En plus des « Community projects », plusieurs lois encouragent le remembrement des domaines ; afin d'en augmenter le rendement, et cherchent à empêcher le mor-

cellement des exploitations. Tel est le cas notamment dans l'Etat de Bombay. Mais, dans l'ensemble, on doit regretter la lenteur des progrès réalisés.

5) *Endettement et crédit.* Un seul Etat a pris des mesures radicales contre les usuriers. C'est le Jammou-Cachemire où ceux-ci sont désormais interdits. Le problème n'en est pas résolu pour autant, car il aurait fallu procurer aux paysans d'autres sources de crédit. Dans les autres Etats, les lois adoptées ont surtout un caractère négatif : elles restreignent les conditions de prêt en obligeant le prêteur à se faire enregistrer et à tenir une comptabilité. On a prévu un taux-limite. Selon M. Dantwala ¹, « l'application de cette législation est loin d'être effective ; les enquêtes récentes ont montré que le taux d'intérêt est encore trop élevé, et que par suite des restrictions, les cultivateurs obtiennent difficilement du crédit ». Le crédit rural aurait besoin d'être étendu et développé de manière à pouvoir fournir les investissements indispensables au progrès de l'agriculture, et il serait heureux que des mesures législatives viennent appuyer les efforts du plan quinquennal.

6) *Le problème des paysans sans terre.* Plusieurs lois ont fixé un salaire minimum pour les ouvriers agricoles (dans l'Etat de Delhi, il est de 2 roupies par jour). Malheureusement, on s'en est trop souvent tenu là, sauf au Jammou-Cachemire.

La situation des ouvriers agricoles, des métayers et des fermiers sans droits, reste extrêmement précaire. Chômage pour les premiers, menace d'expulsion pour les autres demeurent des maux virulents, et comme l'écrit M. Dantwala : « Ces millions de travailleurs sans terre sont le plus grand défi jeté à la nouvelle République » ².

En définitive, les nouvelles lois, n'apportent que peu d'améliorations au sort du prolétariat rural, et c'est à cet égard que l'on doit nourrir les plus vives inquiétudes. Trouver une solution est d'autant plus difficile, que la situation va en empirant, étant donné la pression démographique toujours accrue ; de plus, il y a peu de chances que l'industrialisation puisse servir de soupape à l'écoulement démographique des campagnes.

Que conclure de ce vaste effort législatif ; Des progrès incontestables ont été réalisés en ce qui concerne la suppression du système zamindari et des autres tenures féodales aussi vétustes que malsaines. Nombre de paysans ont maintenant la possibilité de devenir pro-

¹ DANTWALA, *op. cit.*

² DANTWALA, *Réforme agraire dans l'Inde*, Revue de l'O.I.T., nov.-déc. 1952.

priétaires et un certain ordre a été mis dans le fouillis législatif de l'agriculture indienne. Mais, deux des raisons de la misère rurale, l'endettement et la question des paysans sans terre, ne sont pas près de disparaître.

Le problème du regroupement des propriétés devrait être encore étudié et développé en corrélation avec les projets de développement communautaire. Le système de l'exploitation coopérative a plus de chances de succès qu'une redistribution des terres. En effet, les fortes densités rurales empêchent dans de nombreux cas d'accorder aux paysans une parcelle de terre qui soit rentable. En outre, le fait que le locataire de 0,5 hectare en devienne propriétaire n'améliore guère son sort, ni celui de l'agriculture en général.

La méthode coopérative présente cependant des risques qu'on ne saurait sous-estimer : il est fort possible qu'elle entraîne une réduction de main-d'œuvre, d'où une extension du chômage déjà endémique. Une fois de plus, nous nous heurtons au cercle vicieux créé par l'excédent démographique, véritable boulet qui rend la solution des problèmes extrêmement complexe.

Malgré les difficultés qui restent à résoudre, les premiers résultats acquis ne sont pas négligeables, et la conduite du gouvernement indien depuis la fin de 1954 nous incline à penser que les législateurs ne considèrent pas leur œuvre comme terminée.

LE BHUDAN

Cet aperçu des réformes agraires ne saurait être complet si nous omettions le mouvement lancé par le principal disciple de Gandhi : Vinoba Bhave. C'est lui qui dirige le bhudan, ou don des terres, inauguré en avril 1951 ; son but vise à obtenir 16 millions d'hectares qui permettraient de résoudre le problème des paysans sans terre.

Vinoba Bhave parcourt les campagnes en incitant les propriétaires à lui donner une partie de leurs terres. Invoquant l'enseignement du Mahatma Gandhi, il s'adresse au cœur et à la générosité des agriculteurs. Infatigable, il fait chaque jour une dizaine de kilomètres à pied, s'arrêtant dans les villages où ses émissaires réunissent la population qu'il exhorte à ne pas abandonner l'idéal de celui qui reste le « Rashtrapita », le Père de la Nation.

A la fin de 1954 ¹, Vinoba Bhave avait ainsi obtenu 1,5 million d'hectares. En admettant que les dons de terres se poursuivent au rythme d'environ 400.000 hectares par an, il faudrait 80 ans pour

¹ Ambassade de l'Inde à Paris, *Actualités de l'Inde*.

collecter la surface nécessaire à l'établissement des 80 millions de paysans sans terre.

Ce simple calcul montre que, si généreux soit-il, le mouvement de Vinoba Bhave ne peut à lui seul résoudre le problème agraire. Il n'est d'ailleurs pas sans défauts, car il risque d'encourager le morcellement des propriétés. Il arrive aussi que les terres dont il est fait don soient très pauvres ou en friche.

Malgré ces imperfections, le bhudan est utile, ne serait-ce qu'à titre d'exemple, par la générosité qu'il implique. C'est un stimulant à poursuivre les réformes agraires. Il n'est pas non plus sans influence du point de vue politique. En 1948, Vinoba Bhave a démontré combien, une fois de plus, le message de Gandhi est capable de faire obstacle au communisme : La région du Telengana (Hyderabad) est en proie à de nombreuses émeutes et jacqueries d'inspiration rouge. Par son ascendant, le disciple du Mahatma contribue à apaiser le soulèvement, et il finit par convaincre les propriétaires dont les terres avaient été arrachées par les émeutiers (pour la plupart de pauvres ouvriers agricoles), de ne pas les revendiquer.

CHAPITRE V

Transports et communications

4,97 milliards de roupies, soit les 24% des sommes affectées au plan quinquennal, sont destinés à l'amélioration des transports et communications. C'est dire la place qu'occupe ce secteur dans la modernisation de l'Inde.

CHEMINS DE FER

A l'exception du Japon, l'Inde est le seul pays asiatique à posséder un réseau ferroviaire d'une certaine ampleur. Même s'il n'est pas très serré, il couvre à peu près toutes les régions du pays. Son seul inconvénient est d'avoir été conçu tout d'abord en vue du commerce extérieur : les grandes lignes partent des principaux ports : Bombay, Madras et Calcutta, sans que les communications d'une ville de l'intérieur à une autre soient toujours bien assurées.

La longueur totale des lignes est de 55.000 km. C'est peu si l'on songe que le réseau indien correspond à peu près à celui de la France, mais c'est beaucoup quand on considère les autres chemins de fer asiatiques. A fin 1954, le réseau chinois est de 25.500 km.¹, celui de l'Indonésie ne dépasse guère 7000 km., l'Iran se contente de 3000 km., l'Afghanistan n'a pas un pouce de rail, et quant à la péninsule indochinoise, elle est sillonnée par environ 10.000 km. de voies ferrées.

C'est dans ce secteur que le caractère de reconstruction du plan quinquennal ressort le plus nettement, car les chemins de fer ont gravement souffert de la guerre et du partage de l'empire.

De 1939 à 1945, les Anglais enlèvent aux chemins de fer indiens un grand nombre de wagons et locomotives pour assurer leurs besoins sur les différents fronts, au point que 6500 km. de rail correspondant à 26 lignes doivent être désaffectés (*Five Year Plan*, p. 462). Le

¹ Déclaration de M. CHOU EN LAI, en oct. 1954, relevée dans la *Krasnaïa Zvezda*, Moscou, 5.3.55.

matériel qui demeure dans le pays n'est pas remplacé et arrive à bout de souffle. La désorganisation est encore accrue par les conséquences du partage, où Indiens et Pakistanais s'accusent réciproquement de conserver indûment wagons et locomotives.

A cette extrême fatigue du matériel correspond une grosse augmentation du trafic par rapport à l'avant-guerre : 200 % pour les voyageurs, 25 % pour les marchandises.

Lorsqu'on connaît ces faits, il n'y a pas lieu de s'étonner de la grande pitié des chemins de fer en 1947/1949. Les retards dépassent le sens commun autant que le chargement des wagons, où des grappes humaines sont accrochées sur les marchepieds et les toits.

Les chemins de fer assurant le transport de 80 % des marchandises et de 70 % des personnes dans tout le pays, la commission du plan a voué une attention particulière à la réfection des voies et au rétablissement d'un parc normal de wagons et locomotives. Chaque année on s'efforce de raffermir 600 à 800 km. de rail où la vitesse avait dû être réduite. Des vingt-six lignes désaffectées durant la guerre, quatre sont rétablies et sept sur le point de l'être ¹. Enfin 200 millions de roupies sont prévus pour la construction de nouvelles lignes. Déjà en décembre 1949, est inaugurée la voie reliant le Bengale à l'Assam (230 km). En octobre 1953, on ouvre la ligne aboutissant au nouveau port de Kandla (Katch), longue de 270 km. ². Divers autres travaux sont en voie de réalisation.

Wagons. En mars 1951, 5514 voitures de voyageurs et 21.418 wagons de marchandises avaient besoin d'être remplacés. 479 voitures l'ont été en 1950 et 673 en 1951/1952, en même temps que 3707 nouveaux wagons apparaissent sur le réseau ³.

Comme en matière de locomotives l'Inde développe son industrie locale, tout en continuant à importer le matériel supplémentaire. Pour 1954, on a escompté une production de 10.000 wagons, 4000 autres venant des Etats-Unis, aux termes de l'assistance technique américaine. Le premier de ces chiffres est significatif des progrès réalisés par l'industrie indigène depuis 1951.

Au total, le plan prévoit pour 1951/1956 l'acquisition de 50.000 wagons et voitures de voyageurs, 30.000 de source locale, 20.000 étant importés. Selon le quotidien hindi *Hindustan* du 10 octobre 1954, à cette date 26.000 nouvelles unités avaient été mises en

¹ *The Sixth Year 1953*, govt. of India, p. 150.

² *India 1954*, govt. of India, p. 253.

³ Pour tous les chiffres qui suivent voir : *Five Year Plan*, p. 465, et *India 1954*, p. 241.

circulation, 17.000 provenant des usines indiennes et 9000 de l'étranger.

En octobre 1955, est inaugurée la fabrique de Perambur (Madras). Elle a été établie par la maison suisse Schlieren en collaboration avec le gouvernement indien. Lorsqu'elle aura atteint son plein rendement, l'usine de Perambur sera une des plus grandes entreprises de wagons du monde, avec une production annuelle de 350 voitures de voyageurs. Entre temps, le Railway Board continue à faire venir de Suisse et d'autres pays étrangers des voitures déjà manufacturées.

Locomotives ¹. En mars 1949, 30 % des locomotives en circulation sont devenues si vétustes qu'il aurait fallu les remplacer immédiatement. Deux ans plus tard, en 1951, 1050 locomotives sont à fin de vie. Dans ce domaine également, l'Inde poursuit un double effort : importations et développement de la production locale. Alors que l'industrie des wagons a un long passé en Inde, celle des locomotives ne date que de l'après-guerre. Deux usines ont vu le jour : la fabrique de Chittaranjan au Bengale et la Tata Locomotive and Engineering Co. Ltd. (TELCO). La première, qui a été inaugurée en 1950, relève du secteur public, et la seconde est due à l'initiative privée, elle fait partie des industries Tata.

Chittaranjan sort, en 1954, 64 locomotives, mais sa production finale doit atteindre 120 unités et 50 chaudières. La TELCO, qui a manufacturé 22 machines dans le même temps, est prévue pour produire 50 locomotives par an. Au moment où ces objectifs seront réalisés, soit en 1956, et lorsque l'ancien matériel aura été remplacé, la production indigène ne sera pas loin de subvenir aux besoins normaux du pays. Ceux-ci sont estimés à 190 locomotives par an.

De leur côté, les importations se poursuivent à un rythme important : en 1954, 100 machines sont venues de l'étranger, et une commande de 514 unités a été passée à l'Allemagne (Krupp-Henschel), au Japon, à l'Autriche et à l'Italie.

Par ces différentes mesures, le Railway Board compte gagner pour la période du plan 2060 locomotives, dont 724 devraient être manufacturées en Inde. En automne 1954, 510 machines ont déjà été obtenues : 334 grâce aux importations, 176 produites par l'industrie locale.

Même si toutes les commandes prévues par le plan ne sont pas réalisées en temps voulu, les progrès acquis par les chemins de fer indiens sont encourageants et suscitent un légitime optimisme.

¹ Les chiffres de ce paragraphe sont tirés du *Five Year Plan*, pp. 463-65, d'*India 1954*, p. 240 et de l'*Hindustan* du 10.10.54.

Ceux qui ont connu les pénibles conditions de voyage entre 1947 et 1950 ne reconnaîtraient plus aujourd'hui les trains indiens. Dans l'ensemble, ceux-ci roulent à l'heure, et il n'est pas rare que l'express Delhi-Calcutta (26 heures de trajet et 1700 km.) arrive à la minute prévue. L'encombrement a beaucoup diminué, et durant nos voyages de 1952 à 1954, nous n'avons jamais vu de passagers sur les toits des wagons.

ROUTES ET TRANSPORTS AUTOMOBILES

Comme pour les chemins de fer, l'Inde occupe ici une situation privilégiée par rapport aux autres pays asiatiques. Son réseau se compose de 106.240 km. de routes asphaltées ou empierrées et de 179.000 km. de « low type roads »¹. Chiffres appréciables lorsqu'on sait que l'Iran se contente de 8000 km. de routes ou pistes carrossables, que l'Afghanistan ignore les chaussées asphaltées à l'exception de quelques rues de Caboul. Quant aux immensités chinoises, elles sont sillonnées par 80.000 km. de routes dont seulement 8000 à 9000 km. peuvent être considérés comme de bonnes routes². L'Inde comprend 1 mille de route pour 4,72 milles carrés, la Chine 1 mille pour 47,8 milles carrés. L'Inde a 1 mille de route pour 1360 habitants, la Chine 1 pour 5890 personnes³.

Si nous appliquons à l'Inde les normes de l'Occident, il est certain que la situation apparaît moins brillante :

	Nombre de kilomètres environ correspondant à 1000 habitants
Inde	1
Royaume-Uni	5,7
Etats-Unis	29,6 ⁴

En 1943, un plan ambitieux (plan de Nagpur) envisage de doubler en dix ans l'étendue du réseau routier. Par la réalisation de ce projet aucun village ne se serait trouvé à plus de 8 km. d'une route. Le manque de matériel, d'ingénieurs et de fonds a contraint le gouvernement à un programme plus limité.

¹ *Five Year Plan*, p. 479.

² *The Working of Communist China 5 Year Plan*, *Pacific Affairs*, mars 1954.

³ *Eastern Economist*, annual n^o, 1954.

⁴ R. OWEN, *Economic and Commercial Conditions in India*.

De 1947 à 1951, 340 km. de routes sont construits, 2104 réparés et le génie civil édifie 17 grands ponts (*Five Year Plan*, p. 480). Le plan quinquennal compte allonger le réseau de 720 km. tout en réparant 3520 km et en bâtissant 48 ponts importants. En 1952/1953, 304 km. sont achevés, 750 améliorés, et 10 ponts sont terminés.

Ramenés aux dimensions du pays, ces chiffres sont modestes. On reste bien en deçà du plan de Nagpur, et de nombreuses régions ne sont pas près d'être desservies par routes et services d'autobus. La chose est regrettable, mais faire plus dans les conditions actuelles aurait nui au développement des autres secteurs.

Quant au parc des véhicules à moteur il est de 310.145 voitures, camions, cars et motocyclettes (*India 1954*, p. 245). Les autobus ou camions carrossés en autocar jouent un rôle qui est loin d'être négligeable. De nombreux services publics ou privés parcourent les campagnes et relient une partie des villages aux voies ferrées. C'est en étendant les transports automobiles qu'on aura le plus de chance de diminuer l'isolement des campagnes, élément capital dans la modernisation du pays. A cet effet, la commission du plan prévoit l'achat de 2000 véhicules supplémentaires.

NAVIGATION ¹

Mis à part le Japon, l'Inde est le seul pays asiatique à posséder une flotte de quelque importance (la Chine n'en a guère, car la majorité des bateaux sont à Formose).

En 1947, le Shipping Policy Committee estime que la flotte indienne devrait atteindre 2 millions de tonnes pour assurer : 1) tout son trafic côtier, 2) 75 % du commerce indien avec Ceylan, la Birmanie et les autres pays voisins, 3) 50 % de son trafic outre-mer, 4) 30 % du frêt transporté jadis en Orient par les Allemands, les Italiens et les Japonais.

A fin 1952, le premier point est exécuté à 95 %. Quant aux autres, nous manquons de renseignements statistiques. Le moins qu'on puisse dire est que les compagnies indiennes ont des services réguliers avec l'Europe, les Etats-Unis et l'Australie. L'ensemble des bateaux à destination de ces régions totalise 173.000 t. En ce qui concerne le quatrième point, il est fort possible que l'expansion de la flotte indienne se heurte à des difficultés qui n'étaient pas prévisibles en 1947, savoir la renaissance économique du Japon et de l'Allemagne, sans parler de l'Italie dont les services ont repris vers l'Asie.

¹ Les chiffres des paragraphes ci-dessous sont empruntés à *India 1954*, pp. 246 et 247.

Pour commencer à réaliser ces objectifs, le plan quinquennal prévoit de faire passer le tonnage de la flotte de commerce de 362.150 t. à 600.000 t.

Des progrès sensibles sont aussi exécutés dans les installations portuaires. Afin de compenser la perte de Karachi, le nouveau port de Kandla a été créé sur la côte au nord-ouest de Bombay dans le Katch. Commencé en 1949, il sera achevé en 1956. Kandla servira de débouché à toute la partie occidentale de l'Inde, le trafic par Bombay s'en trouvera allégé et les transports raccourcis de 300 km.

Les autres ports sont améliorés et agrandis. Les docks de Bombay et de Calcutta sont modernisés et le nombre des grues électriques est augmenté. Madras et Cochin créent de nouveaux docks. Enfin les ateliers navals de Vizagapatam se développent et sortent, entre 1951 et 1954, six navires de moyen tonnage.

AVIATION

En 1953, les différentes compagnies internes et internationales ont été nationalisées. Le développement des services aériens a une importance toute particulière, car l'avion est le véritable moyen de transport à l'échelle de cet immense pays. Il en facilite l'administration, et contribue à affermir la cohésion de ces régions souvent disparates et éloignées les unes des autres de mille ou deux mille kilomètres. Les villes principales sont desservies par un ou plusieurs, services hebdomadaires ; ceux-ci sont même quotidiens pour Delhi Bombay, Calcutta et Madras.

De 1947 à 1952, le nombre total des heures de vol a doublé, passant de 59.000 à 117.000 (*India 1954*, p. 248) et le nombre des passagers a crû dans la même période de 225.000 à 430.000

Grâce à « Air India International », dont les services touchent aussi bien Tokio que l'Afrique orientale et Londres, l'Inde est le seul pays asiatique qui puisse rivaliser avec les flottes aéronautiques américaines et européennes.

IMPORTANCE DES TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATIONS

L'aperçu que nous avons donné des transports et communications en Inde, montre la situation privilégiée de ce pays parmi les régions sous-développées.

Une des premières conditions d'expansion économique est réalisée, et au moment où l'œuvre de reconstruction du premier plan quinquennal s'achève, l'Inde est en mesure de porter ses principaux

efforts vers d'autres secteurs. C'est un avantage considérable si l'on songe à l'effort prodigieux que les Chinois accomplissent pour rejoindre l'Inde dans ce domaine. Tout en s'industrialisant, Pékin doit créer des milliers de kilomètres de routes et de voies ferrées. La carte de ce pays montre la profonde pénurie de voies de communications : à l'exception de la Mandchourie, de l'hinterland des ports comme Tientsin, Shanghai et Canton, nous voyons d'immenses espaces blancs, coupés ici et là d'une ligne en construction (en direction du Sinkiang et de la Mongolie extérieure notamment). Si les Chinois continuent à construire 760 km. de voies ferrées par an ¹ (chiffre déjà appréciable), il leur faudra environ un siècle pour édifier un réseau ferroviaire proportionné à celui de l'Inde, soit *grosso modo* 100.000 km. ². Il est fort possible que les progrès s'accélérent en Chine, aussi une telle estimation ne doit-elle pas être prise au pied de la lettre ; elle n'en est pas moins significative de l'avance que l'Inde possède dans ce secteur.

¹ De fin 1949 à fin 54, les Chinois ont construit 3800 km. de voies ferrées, soit 760 km. par an en moyenne. (Discours prononcé par M. Chou en Lai, en octobre 54, transmis par la *Krasnaia Zvezda*, Moscou, 5.3.55).

² Nous justifions cette estimation de la manière suivante :

réseau indien 55.000 km. ; superficie de l'Inde 3.280.000 km.².

réseau chinois 25.500 km. ; superficie de la Chine 9.736.000 km.².

Compte tenu de la superficie du pays, le réseau chinois devrait mesurer au moins le double de celui de l'Inde, d'où le chiffre de 100.000 km. Chiffre qui devrait être encore plus élevé si les zones actuellement désertiques du Sinkiang et du Tibet se développent au point de nécessiter un réseau ferroviaire aux nombreuses ramifications.

CHAPITRE VI

Développement industriel

L'essor industriel stimulé par la guerre, entre dans une phase de piétinement dès 1946, où la production diminue. Cette baisse est due à plusieurs facteurs : dans les textiles, le partage de l'empire entraîne la désorganisation dont nous avons déjà parlé. Dans plusieurs secteurs, en particulier celui des machines-outils, le matériel est extrêmement fatigué à la suite de l'effort de guerre. Il faudrait le remplacer, mais le contingentement des importations rend une telle mesure difficile. Enfin, de 1946 à 1950, les conflits sociaux prennent une ampleur considérable. Au moment de l'indépendance, nombre d'ouvriers pensent que l'heure est venue d'améliorer leur sort; or la hausse des prix, supérieure à celle des salaires, augmente leur détresse. La moyenne annuelle des journées de travail perdues à la suite de grèves est de 4,4 millions pour 1940/1945 ; elle passe à 11,2 millions pour 1946/1950. A partir de 1951, la situation s'améliore et la moyenne annuelle ne dépasse pas 3,4 millions de journées ¹.

1951 est l'année de la reprise industrielle générale : matières premières du pays et importations alimentent plus largement l'industrie textile et l'industrie lourde. Les biens d'équipement achetés à l'étranger permettent de remplacer une partie du matériel. Les transports progressent et facilitent le développement. La hausse des prix de nombreux articles est aussi un stimulant à la production. L'attitude du gouvernement n'est pas non plus sans encourager les industriels, qui, au moment de l'indépendance, avaient craint une grande vague de nationalisations. De 1946 à 1954, l'indice de la production industrielle évolue comme l'indique le tableau de la page suivante.

Pendant les mois d'avril à juin 1955, l'indice provisoire de la production industrielle a atteint 158,4 (*Indiagram* du 18.10.55).

Bien que le mouvement industriel se poursuive, il est handicapé par un obstacle de base : le faible rendement des entreprises. De

¹ C. P. JAIN, *Indian Economics*, p. 204.

nombreuses raisons sont évoquées : il est certain que la condition physique des travailleurs joue un rôle de même que dans certains endroits l'habileté technique qui n'a pas encore atteint les normes occidentales. Mais nous ne sommes pas sûr que « la principale cause de l'inefficience du travail est due au climat de l'Inde », comme l'affirme M. P. C. Jain ¹. Cette forme d'inertie n'est-elle pas déterminée autant, sinon plus, par la nourriture insuffisante et les mauvaises conditions d'habitat que par la chaleur ?

	Indice de production (Base 1946=100)
1947	97,2
1950	105,0
1951	117,2
1952	128,9
1953	135
1954	140 *
1954	153,4 **

* Les 5 premiers mois.

** En septembre.

(Tableau tiré d'*India 1954*, p. 204, et de l'*Indiagram* du 28.4.55)

Une autre cause importante est l'équipement ancien et défectueux de nombreuses entreprises. Malgré les symptômes encourageants relevés depuis 1951, le renouvellement du matériel est encore loin d'être achevé. Dans les mines de charbon, par exemple, le mineur indien extrait 2,7 t. de charbon, l'ouvrier anglais 6,29, et l'Allemand 8,99. Dans les textiles, la productivité pourrait aussi être augmentée, en même temps que diminueraient les prix de revient. Selon les estimations de la Bombay Millowners' Association, 90 % des machines utilisées dans la région ont plus de 25 ans d'âge.

L'insuffisance de capitaux et l'impéritie de certains industriels sont responsables de cet état de choses auquel il serait urgent de remédier, tout en poursuivant la construction de nouvelles usines qui, elles, sont dotées d'un équipement aussi moderne qu'adéquat.

INDUSTRIE TEXTILE

Le trait caractéristique de l'industrie cotonnière est l'augmentation du nombre des usines. Tombé à 408 à la suite du partage, il remonte à 453 en 1952, dépassant ainsi de 20 unités le nombre des entreprises de l'Inde non divisée.

¹ P. C. JAIN, *Problems in Indian Economics*, p. 199.

Pour travailler à plein rendement, filatures et usines de tissage ont besoin d'un peu moins de 5 millions de balles de coton brut par an. Grâce à l'accroissement des plantations, il est probable qu'à la fin du premier plan quinquennal, cette demande sera satisfaite (déjà après trois ans, la production atteint 3,8 millions de balles).

A l'heure actuelle, usines de tissage et filatures répondent à peu près à la demande intérieure, et peuvent maintenir leur courant d'exportations, au moyen de l'augmentation qui s'est produite depuis 1950 :

	Tissus de coton (millions de yards)	Filés de coton (millions de livres)
1950/1951	3.665	1.175
1951/1952	4.076	1.304
1952/1953	4.598	1.450
1953/1954	4.890	1.506 ¹

Ces résultats sont satisfaisants, puisque deux ans avant l'achèvement du plan, ils dépassent ses objectifs (ceux-ci étaient de 4.700 millions de yards de tissu). Il importe de signaler, néanmoins, qu'après le boom de la guerre de Corée, les exportations ont baissé. A ce moment aussi, la concurrence japonaise et anglaise s'est fait sentir plus fortement. Pour 1951/1952, les exportations sont de 423 millions de yards de tissu, représentant 920 millions de roupies, et 6,5 millions de livres de fil, valant 20 millions de roupies.

A la suite du partage, l'industrie du jute était encore plus gênée que celle du coton. Les usines de Calcutta devaient travailler au ralenti, la majorité des plantations se trouvant au Pakistan. La manufacture du jute qui atteint son point maximum en 1945/1946 avec 1,4 million de tonnes, reste dès 1949 en-dessous de 1 million. Pour être alimentées normalement, les usines ont besoin de 6 millions de balles par an. Or, en 1952, les plantations indiennes ne font que 4,7 millions de balles. Grâce à l'amélioration des relations indo-pakistanaïses, en 1952/1953 le déficit est comblé par 1,3 million de balles venant du Pakistan.

A la fin du plan, il est probable que l'industrie du jute sera moins dépendante du Pakistan. Mais il serait peu recommandable de créer de nouvelles usines, puisque le potentiel installé est déjà supérieur à la manufacture actuelle de jute brut. Il serait par contre heureux d'améliorer et de moderniser les usines existantes.

¹ P. C. JAIN, *op. cit.*, p. 97.

RESSOURCES MINÉRALES

Si l'Inde est dépourvue de minéraux comme le cuivre, l'étain, le plomb, le zinc, le nickel et le cobalt, sans parler du pétrole, elle ne manque pas des produits de base nécessaires à une industrie lourde. Contrairement à la Chine et au Japon ¹, elle possède des réserves considérables de fer, qui sont de l'ordre de 10 milliards de tonnes. « Les gisements sont les plus grands et les meilleurs d'Asie, à l'exception possible des mines soviétiques. Les réserves de l'Inde dépassent sans peine celles de qualité identique qu'on trouve aux Etats-Unis ². » Le minerai indien est presque partout excellent et sa teneur en fer métallique est supérieure à 60%. Il est facilement exploitable, les gisements étant soit peu profonds, soit à ciel ouvert.

Pour le charbon, l'Inde est moins favorisée que sa voisine chinoise ³, ses réserves seraient de 20 milliards de tonnes. Parmi celles-ci, le charbon de bonne qualité, situé à une profondeur qui ne dépasse pas 700 mètres du sol, serait en quantité limitée. Il n'y en aurait que 5 milliards de tonnes.

Depuis 1939, la production du charbon est en constant progrès :

	Millions de tonnes
1939	27,79
1949	31,44
1951	34,43
1952	36,30
1953	35,35

Faisons remarquer à titre documentaire que, selon une déclaration de M. Chou En Lai, la Chine aurait extrait, en 1954, 82 millions de tonnes de charbon.

La commission du plan estime nécessaire d'augmenter la production de 1951, de 6 millions de tonnes, de manière à répondre aux nouveaux besoins : 4 millions pour l'industrie, 1 million pour les chemins de fer, et 1 million pour les centrales thermiques ⁴.

¹ Les réserves chinoises en fer sont de 1,3 milliard de t., de médiocre qualité, même en Mandchourie (P. GOUROU, *L'Asie*, p. 185). Dans Dudley STAMP, *Asia*, les estimations du Dr Lee sont plus faibles : 400 millions de t.

² John E. BRUSH, *The Iron & Steel industry in India*, Geogr. Review New York. Jan. 1952.

³ Selon GOUROU, p. 185, et STAMP, p. 475, les réserves chinoises de charbon se situent entre 250 et 2000 milliards de t.

⁴ *Five Year Plan*, p. 390.

La Commission recommande avec insistance de ménager les réserves de coke métallurgique qui sont particulièrement modestes ; elles sont de 2 milliards de tonnes environ. Sir Lewis Ferma, ancien directeur du « Geological Survey of India », pensait que dans cent ans, les ressources en coke seraient épuisées¹. Il est donc urgent de cesser d'utiliser du coke métallurgique dans les chemins de fer et les autres industries qui peuvent se contenter d'un charbon secondaire.

Parmi les autres minerais importants, il faut citer le manganèse, où l'Inde occupe une des premières places dans le monde avec l'URSS et la Gold Coast. La production qui est en grande majorité exportée, est de ce fait très sensible aux fluctuations des marchés mondiaux. Tombée à 450.000 tonnes en 1947, elle est remontée à 1,29 million en 1951 et à 1,46 million en 1952. Les trois quarts des gisements sont au Madhya Pradesh (anciennes Central Provinces) aux environs de Nagpur. De tout le manganèse extrait, il n'y a guère que 100 mille tonnes qui sont utilisées en Inde, notamment dans la production d'acier.

Un autre minéral dont l'Inde a la spécialité, est le mica, abondant au Bihar et dans la région de Madras.

Il ressort de ce tableau que le sous-sol indien n'est pas aussi riche que le prétendent certains observateurs superficiels. Plusieurs produits comme le pétrole sont presque inexistants, d'autres sont en quantité limitée. Il est vrai que des découvertes peuvent encore survenir, mais les ressources indiennes ont été jusqu'à maintenant mieux recensées que dans la plupart des autres pays asiatiques.

L'INDUSTRIE DE L'ACIER

L'industrie de l'acier a devant elle un riche avenir. Même si on ne découvre pas de nouveaux gisements, il est fort possible que ceux qui sont exploités actuellement révéleront des richesses supérieures aux estimations données ci-dessus. On n'a fait que peu de forages, aussi n'est-il pas exclu que les mines soient plus profondes et plus étendues.

L'Inde possède un avantage que ne connaît pas la Chine : fer et coke métallurgique sont réunis dans une même région, correspondant à la zone du nord-est dekkanien, où se rencontrent les limites du Bengale, du Bihar, du Madhya Pradesh et de l'Orissa. Dans ce dernier Etat et au Bihar, fer et charbon sont directement voisins (Région d'Asansol, Jherria et Jamshedpur).

¹ Cité par G. B. JATHAR et S. G. BERI, dans *Indian Economics*, p. 22.

En 1951, on extrait 3,5 millions de tonnes de minerai de fer, qui permettent la manufacture de 1,8 million de tonnes de fonte et 1,07 million de tonnes d'acier. L'acier produit en Inde ne suffit pas à répondre à la demande qui serait de 2,4 millions de tonnes par an. Ces besoins ont toutes les chances de passer à 2,8 millions de tonnes en 1956/1957 ¹. A l'heure actuelle, la consommation d'acier par habitant est de 12 livres anglaises par an, contre 630 au Royaume-Uni et 1300 aux Etats-Unis. C'est dire qu'au moment où l'Inde produira 2,8 millions de tonnes, elle restera encore loin des normes occidentales.

Le plan d'expansion se présente sous deux aspects : développement des aciéries existantes, et création de nouvelles entreprises. La mise en œuvre de ce programme dépasse la durée du premier plan quinquennal, et est prévue jusqu'à 1957/1958, date à laquelle les trois groupes existant aujourd'hui : Tata Iron & Steel Co. ², Indian Iron & Steel Co. et Mysore Iron & Steel Co. devraient arriver à 1,65 million de tonnes d'acier par an, soit une augmentation de 600.000 tonnes, par rapport à 1951. Après trois ans (printemps 1954), les progrès sont minces et la Commission du Plan relève que : « La production d'acier est restée plus ou moins stationnaire. Elle aurait pu être plus élevée en 1953/1954, si des troubles sociaux n'avaient pas causé des pertes considérables ³. » C'est dans ce secteur que le plan quinquennal reste nettement en deçà des objectifs prévus. Il n'est pas exclu que les nouvelles aciéries amènent une situation meilleure, mais elles ne commenceront à fonctionner que vers 1958 et 1959. Jusque-là, il est douteux que les besoins puissent être couverts par l'industrie existante.

Alors que la plupart des aciéries actuelles sont aux mains de l'industrie privée, le Gouvernement prend en charge les nouveaux projets. Il s'agit des futures aciéries de Rurkela en Orissa et de Bhilai au Madhya Pradesh. Les premières seront construites par le groupe allemand Krupp-Demag. Le contrat a été signé au printemps 1954, et prévoit la création de l'Hindustan Steel Ltd. dont le capital initial est d'un milliard de roupies ; le quart est souscrit par Krupp-Demag, le reste par le Gouvernement indien. Ces aciéries entreront en fonction en 1958 avec une production de 350.000 tonnes d'acier. Par la suite, celle-ci sera d'un million de tonnes, sous réserve d'une augmentation du capital de 400 millions de roupies.

¹ Cité par l'*International Magazine of Asian Affairs*, Bombay, avril 1954, dans un article intitulé *Iron & Steel Industry in India*.

² La compagnie des Tata est de beaucoup la plus importante, puisqu'elle manufacture à elle seule 730.000 t. par an.

³ *Five Year Plan, Progress Report*, pp. 177-78.

Le 2 février 1955, les gouvernements indien et soviétique ont conclu un accord selon lequel les Russes construiront des aciéries d'un million de tonnes à Bhilai. Au moment de son plein rendement, cette entreprise sortira 720.000 tonnes d'acier, 100.000 tonnes de fer brut et 200.000 tonnes de tôle¹. Le financement (1 milliard de roupies) est fait par les Soviets sous forme de prêt.

Un troisième projet de même ordre est à l'étude, et il a de fortes chances d'être exécuté avec l'aide des Britanniques.

Grâce à ce vaste programme, l'Inde sera-t-elle en mesure de produire les 6 millions de tonnes d'acier prévues pour la fin du deuxième plan quinquennal en 1961 ? On peut se demander si ce chiffre n'est pas trop optimiste : admettons qu'en 1961 Rurkela et Bhilai sortent chacune leur million de tonnes. Supposons qu'à la même date le projet britannique soit réalisé, nous arrivons à 3 millions de tonnes. L'industrie existante aujourd'hui devrait fournir les 3 millions de tonnes restantes. Si tout va bien, celle-ci sortira 1,65 million de tonnes en 1957/1958. Réussira-t-elle à doubler ce chiffre dans les quatre années suivantes alors qu'elle n'aura gagné que 600.000 tonnes de 1951 à 1957 ? Lorsqu'on voit la lenteur des progrès réalisés jusqu'à maintenant, on ne peut dissimuler une certaine anxiété.

Il ne fait pas de doute que les possibilités d'expansion sont immenses. Parlant des 6 millions de tonnes à produire, le Ministre de la Production, M. K. C. Reddy ajoute que : « Ce chiffre ne doit pas être le dernier mot en matière de production sidérurgique. Il n'y a pas de raison pour que nous nous limitions même au chiffre de 10 millions de tonnes. A la fin du deuxième plan quinquennal, nous devons songer à développer les installations existantes². »

Pareille affirmation est justifiée lorsqu'on connaît la richesse des gisements indiens, mais il est un point noir : c'est le manque de fonds, raison majeure de la lente progression des aciéries existantes. Ce fait met en lumière une fois de plus toute l'importance de l'assistance étrangère. Il faut que celle-ci augmente pour permettre à l'Inde d'exploiter une chance qu'elle est seule à posséder en Asie : l'abondance et la qualité de son minerai de fer.

AUTRES INDUSTRIES

En ce qui concerne l'aluminium, il semble probable que les objectifs prévus ne seront pas réalisés en 1956. La puissance de production, qui était de 4000 tonnes par an en 1951, devrait atteindre

¹ *Indiagram*, bulletin de l'Ambassade de l'Inde à Paris, 31.5.55.

² *Indiagram*, 4.2.55.

20.000 tonnes à la fin du plan ; mais en septembre 1954, la Commission du plan estime¹ qu'il ne faut pas s'attendre à dépasser 7000 tonnes en 1956. Le manque d'énergie électrique disponible et les retards dans les livraisons du matériel des nouvelles usines expliquent ces buts limités. La fabrique qui se construit près du futur barrage de l'Hirakud et qui devrait produire 10.000 tonnes d'aluminium, a vu ses travaux retardés, et ne pourra fonctionner avant 1956, date à laquelle on espère obtenir l'énergie électrique issue des centrales de l'Hirakud.

Plus réconfortante est l'industrie du ciment, dont les progrès se poursuivent depuis 1948 :

	Millions de tonnes
1948	1,55
1950	2,61
1951	3,19
1952	3,54
1953	3,78 ²

En 1956, la production devrait être de 4,8 millions de tonnes, objectif qui semble réalisable, au rythme de l'accroissement présent. Avec une telle production non seulement la demande intérieure sera satisfaite, mais on pourra reprendre les exportations interrompues depuis la guerre. Dès 1956, celles-ci seraient de 2 à 300.000 tonnes chaque année.

Nous ne reviendrons pas sur les fabriques de locomotives et de wagons auxquelles il a été fait allusion au chapitre précédent, mais nous citerons encore quelques-unes des autres industries.

Dans le domaine des machines-outils, la capacité de production du secteur privé sera augmentée d'un tiers de 1951 à 1956. Pour les usines du gouvernement, la Suisse est en vedette : après l'achèvement de la fabrique d'armes et de machines-outils d'Ambernath (Gujrat), M. Buhrlé, d'Oerlikon, entreprend l'édification d'une deuxième entreprise à Bangalore, où deux cents Suisses se sont établis l'an dernier³.

Depuis septembre 1954, la fabrique de câbles téléphoniques de Rupanarayanpur (Bengale) est en activité. Au cours des quatre premiers mois de son existence, elle a sorti 76 km. de câble. Sa production par année sera de 160 km. En janvier 1955, s'est ouverte la

¹ *Five Year Plan*, Progress Report, sept. 54, p. 178.

² C. P. JAIN, *op. cit.*, p. 129.

³ Cette entreprise a été inaugurée en automne 1955.

fabrique de papier du Madhya Pradesh. Dès l'automne 1955, cette fabrique pourra se libérer des importations de pâte à papier qu'elle produira elle-même. Pour les produits chimiques, l'usine de DDT de Delhi a été inaugurée en mars 1955, et celle de pénicilline, près de Bombay, sera terminée au milieu de 1955 ¹.

L'ÉLECTRICITÉ

Malgré ses ressources en charbon, l'Inde a tout intérêt à développer ses autres sources d'énergie, car les champs carbonifères ne sont pas illimités, et ils sont concentrés dans une seule région, le nord-est du Dekkan. Cette localisation pose des problèmes de transports difficiles, quand on songe aux dimensions de l'Union Indienne. Utiliser les énormes ressources potentielles d'énergie hydro-électrique sera d'un grand apport à l'industrialisation. Au total, la puissance hydro-électrique qui pourrait être installée grâce aux fleuves de l'Himalaya, aux cours d'eau du Dekkan et des Ghâts, est estimée à 40 millions de kW. ²

Cette abondance de houille blanche est jusqu'à maintenant peu exploitée. La première centrale hydro-électrique date de 1902 au Mysore. Pendant les vingt premières années les progrès furent lents, ils s'intensifièrent un peu entre les deux guerres, mais s'accéléchèrent véritablement à partir de 1939 : la puissance installée passant de 1 million de kW. à 2,3 millions en 1950. Les stations hydro-électriques ne jouent cependant qu'un rôle limité, elles n'assurent que 32% du courant, le reste étant issu des centrales thermiques.

Malgré ces progrès, la puissance installée reste extrêmement faible, puisqu'elle ne permet qu'une consommation moyenne et annuelle de 14 kWh. par Indien (Etats-Unis 2771, Grande-Bretagne 1288, Suisse 2500).

Autre difficulté, la consommation d'électricité est très inégalement répartie. A elles seules les villes de Calcutta et Bombay absorbaient, en 1950, 40% de la production totale ³. Si toutes les cités de plus de 50.000 habitants et la plupart de celles de 20.000 habitants disposent de courant électrique, les campagnes en sont peu pourvues, au point qu'un village sur deux cents (en tout 3000 sur les 558.000 de l'Union) est électrifié.

¹ Nous tirons les éléments de ce paragraphe d'un article paru dans le quotidien hindi *Hindustan* du 14.4.55.

² *Five Year Plan*, p. 340.

³ *Five Year Plan*, p. 342.

Comme pour l'irrigation, le plan d'expansion électrique est un programme à long terme qui prévoit 15 ou 25 ans pour augmenter la puissance installée de 7 millions de kW¹. Pour le premier quinquennat, on prévoit un accroissement de 1,2 million de kW., principalement grâce aux entreprises de l'Etat. Les possibilités de consommation s'élèveront de 56 %.

Dans le domaine de l'industrie privée, nous mentionnerons les futures centrales de l'« Ahmedabad Electricity Co » avec 60.000 kW., la « Tata Power Co. » 22.000 kW. et la centrale thermique de Trombay² près de Bombay avec 50.000 kW.

Les principaux barrages construits par le Gouvernement sont polyvalents en ce sens qu'ils visent simultanément à la production d'électricité et à l'extension de l'irrigation. Les trois principaux ensembles sont ceux de Bhakra-Nangal (Punjab), de la Damodar Valley Corporation (D.V.C. au Bihar) et celui de l'Hirakud (Orissa). Ces entreprises ne seront terminées qu'au cours du deuxième plan quinquennal.

Le projet de Bhakra-Nangal est le plus important, et aura une puissance de 1 million de kW. Deux centrales seront élevées au pied du barrage de Bhakra, et trois autres dépendront de celui de Nangal. Tandis que la construction du barrage de Bhakra progresse, celui de Nangal est terminé. Le 2 janvier 1955, la première centrale qui s'y rattache, est inaugurée par le Président de la République. Pour l'instant, la puissance installée est de 48.000 kW. Une deuxième centrale, celle de Kotla, doit être achevée à la fin de 1955 et aura une puissance identique à la première³.

L'ensemble de la D.V.C. sera formé de 4 barrages sur les rivières Damodar et Barakar. Ceux de Konar et de Tilaya ont été terminés en 1954. Les travaux des deux autres sont déjà fort avancés. Les différentes centrales auront au total une puissance de 400.000 kW. Pour l'instant, la puissance installée est de 154.000 kW.

Quant au barrage de l'Hirakud, ce sera un des plus longs barrages du monde (près de 5 km.) qui fermera le cours de la Mahanadi. Selon l'*Hindustan* du 6.1.55, la direction escompte la fin des travaux pour août 1956. La puissance installée sera de 123.000 kW.

A côté de ces énormes entreprises, il faudrait citer les nombreux petits projets qui, ici et là, ajouteront quelques milliers de kW. à l'électrification de l'Inde.

¹ *Five Year Plan*, p. 349, et P. C. JAIN, *op. cit.*, p. 125.

² *Indiagram* du 1.3.55.

³ *Quotidien Hindustan* du 1.1.55.

Au 31 mars 1954, soit après 3 ans, 41,7% des objectifs sont réalisés, représentant une puissance de 500.000 kW. Il est raisonnable de penser que le programme sera achevé, ou sinon près de l'être en 1956. Plusieurs de ces travaux étant à long terme, ils apportent brusquement 50.000 ou 100.000 nouveaux kW. A la fin du plan, Bhakra-Nangal aura 96.000 kW., la D.V.C. 199.000 et l'Hirakud 48.000 kW.

Plusieurs autres projets sont à l'étude, et entreront dans la voie des réalisations durant le deuxième plan quinquennal. Celui de la rivière Kosi, au Bihar, a été officiellement commencé le 14 janvier 1955. D'autres, comme ceux du Chambal (Madhya Bharat), de Koyna (Bombay), de la Krishna (Andhra-Hyderabad) et du Rihand (est de l'Uttar Pradesh-ouest du Bihar) sont à l'étude, et des décisions préliminaires ont déjà été prises. Pour le Rihand, l'aide américaine fournira 4 millions de dollars; ce projet aura une puissance de 240.000 kW. Pour Koyna, la Banque Internationale accordera probablement un prêt.

Peu de domaines comme celui de l'électricité sont aussi révélateurs de la structure de l'Inde : l'effort entrepris a droit à tout notre respect ; il a toutes les chances d'être mené à bien, mais il ne comble qu'une très modeste partie du retard. En 1956, la consommation moyenne et annuelle sera de 22 kWh. environ par Indien. Combien de décennies faudra-t-il pour rejoindre le Japon qui produit 43,1 milliards de kWh. par an, donnant à chaque habitant 505 kWh. ? Dans ce secteur comme dans tant d'autres, les cinquante dernières années n'ont vu que de minces progrès, alors que la population augmentait de 110 millions d'habitants.

CHAPITRE VII

Hygiène et santé publique

Avant d'étudier les mouvements futurs de la population, il est nécessaire de considérer la situation générale de la santé et de l'hygiène. Nous avons vu que les progrès réalisés dans ce domaine ont déjà eu des effets marqués durant les trente dernières années : les causes anormales de décès (épidémies et famines) ayant été fortement limitées.

Poursuivant et augmentant les programmes antérieurs, le gouvernement indien s'attaque maintenant aux causes normales de décès. Bien que le taux de mortalité ait diminué, bien que l'espérance de vie se soit prolongée, l'Inde reste très en retard sur les pays occidentaux :

	Taux de mortalité ‰	Mortalité infantile ‰	Espérance- de vie (années)
Etats-Unis	9,6	29	67 (blancs)
Angleterre	11,6	30	68
Inde	27	127	32 ¹

Les catégories de la population indienne les plus durement frappées sont les enfants en-dessous de dix ans. Viennent ensuite les femmes en état d'être mère. Le professeur Chandrasekhar estime que 200.000 femmes meurent en couches chaque année.

En ce qui concerne les maladies proprement dites, celles du genre épidémique ne sont pas les plus menaçantes. Seul le choléra présente encore quelque danger, puisque de 1940 à 1949 il est responsable de 3,5% des décès. Petite vérole et peste ne s'attribuent que 1,2 et 0,4% pour la même période.

Les deux plus grands fléaux sont aujourd'hui la malaria, vieille habituée des terres indiennes, et une nouvelle venue, la tuberculose. Chaque année, la malaria, qui n'est normalement pas mortelle, arrache un million de vies humaines, et 100 millions d'Indiens en

¹ *Five Year Plan*, p. 488.

sont plus ou moins périodiquement atteints ¹. Quant à la tuberculose, contrairement aux autres maladies, son intensité augmente, surtout dans les villes et les régions rurales en contact avec les milieux citadins. Alors qu'on compte 117 tuberculeux pour 100.000 habitants à Paris, on en a 432 à Kanpur, 290 à Madras, 140 à Bombay. Le nombre annuel des décès est de l'ordre de 500.000 ².

Parmi les autres dangers importants, il faut citer les maladies vénériennes, en particulier dans les grandes villes et certaines régions himalayennes. La syphilis seule affecterait 5 à 7% des populations de Madras, Bombay et Calcutta. Quant à la lèpre, elle sévit plutôt dans le sud et sur le littoral du golfe du Bengale. On pense que l'Inde compte environ un million de lépreux.

CAUSES DU MÉDIOCRE ÉTAT DE SANTÉ

Celles-ci sont aussi nombreuses que variées. Elles sont dues au manque d'hygiène générale, à la faible résistance de la population de par son état de sous-alimentation ; les conditions d'habitat, le contrôle de l'eau potable sont insuffisants, enfin l'Inde souffre d'un manque cruel de personnel médical et sanitaire.

Un Indien nous faisait remarquer un jour que dans son pays : « L'hygiène personnelle et corporelle n'est pas mauvaise, mais l'hygiène publique est très déficitaire ». Ce propos est exact : riche ou pauvre, dormant dans un palais ou sur la rue, l'Indien prend au moins deux douches par jour. Il porte souvent des vêtements défraîchis, mais son corps est propre. A de nombreuses reprises, nous avons été en contact avec les foules indiennes : serré dans un autobus, ou ailleurs au milieu de masses villageoises, nous n'avons jamais rencontré ces pénibles odeurs que l'on sent dans un métro parisien aux heures de pointe, ou dans une chambre de caserne à l'heure de la diane (le soldat suisse ne prend normalement qu'une douche par semaine !).

L'hygiène publique est par contre en retard sur celle d'Occident. Parmi les 48 cités de plus de 100.000 habitants, seules 23 ont un système d'égouts à peu près complet. Dans 12 autres, il n'y a que quelques canalisations ³. Dans les villages, de méchants ruisseaux, plus ou moins à sec suivant les saisons, drainent tant bien que mal les détritux. La police des marchés n'est pas satisfaisante : viandes,

¹ *Five Year Plan*, p. 500.

² K. DAVIS, *op. cit.*, p. 57.

³ *Five Year Plan*, pp. 496-97.

fruits, légumes et sucreries sont exposés en plein vent au milieu du bourdonnement des mouches et autres insectes porteurs de microbes. La fourniture d'eau potable laisse aussi à désirer. Seules 6% des villes, correspondant à 6,15% de la population totale, assurent un contrôle de l'eau. Ailleurs, celle-ci est puisée souvent dans des mares qui servent aussi de lavoir et d'abreuvoir pour le bétail.

Quant à l'alimentation, elle est, comme nous l'avons dit ailleurs, insuffisante :

Nombre de calories consommées par jour

	Avant-guerre	1951/52	1952/53
Inde	1970	1590	1640
Japon	2180	2130	2150
Egypte	2450	2360	2340
Italie	2520	2510	2580
Suisse	3140	3180	3110

Consommation de protéines par jour (en grammes) ¹

Inde	56	43	44
Egypte	74	70	68
Italie	82	78	79
Suisse	96	96	94

En moyenne et par an l'alimentation de l'Indien se décompose comme suit (en kg.) :

	Céréales	Tubercules	Sucre	Légu- mineuses	Viande	Lait	Huile végétale
Inde :	110	6	9	17	2	43	3
Indonésie . .	128	57	6	3	5	1	3
Chine	163	35	1	22	10	—	6
Italie	151	33	12	7	15	96	11
France	118	125	27	3	56	156	13

Les traits caractéristiques de l'alimentation indienne sont tout d'abord sa faible teneur en calories, puis le manque d'éléments riches en protéines ; les vitamines A, B et C sont très peu représentées. Quant aux céréales, elles tiennent une place trop grande qui nuit à l'équilibre général de la nutrition.

¹ Ces trois tableaux sont extraits de l'*Eastern Economist*, annual no., 1954.

Pour ce qui est du personnel sanitaire, il est à la fois mal réparti et quantitativement insuffisant. La grande majorité des hôpitaux et des dispensaires se trouvent dans les villes, alors que 83% de la population habitent la campagne.

Le tableau ci-dessous, tiré du *Five Year Plan*, p. 490, nous donne une idée de la situation :

	Inde		Royaume-Uni
1 docteur pour . . .	6.300	habitants	1.000 habitants
1 infirmière pour . . .	43.000	»	300 »
1 sage-femme pour . . .	60.000	»	618 »
1 dentiste pour . . .	300.000	»	2.700 »
1 pharmacien pour . . .	4.000.000	»	3.000 »

En 1940, remarque le professeur Chandrasekhar ¹, l'Inde entière compte 3390 infirmières, soit moins que la seule ville de New-York.

FACTEURS D'AMÉLIORATION

Dans le cadre de son plan quinquennal, l'Inde s'efforce d'améliorer la santé de sa population. Grâce au développement de l'enseignement, le personnel médical et sanitaire augmente. Le corps médical qui se composait de 91.930 médecins en 1951, comptera 4000 nouveaux membres en 1956. Près de 3500 sages-femmes et plus de 4500 infirmières s'ajouteront aux 24.000 et 31.500 existant en 1951.

Pour les hôpitaux, on prévoit une augmentation de 258 sur les 1.915 de 1951, le nombre de lits passant de 116.731 à 133.055. On aura également 8000 dispensaires contre 6500 au début du plan ².

L'hygiène publique fait des progrès, en particulier dans les zones des « Community Projects ». Il suffit d'un minimum de travaux et de fonds pour transformer l'aspect des villages, les purger de leurs détritrus, assainir les puits, construire des abreuvoirs pour le bétail, blanchir à la chaux les maisons, comme nous l'avons vu faire dans maints endroits.

Les dernières découvertes scientifiques permettent de combattre la malaria beaucoup plus efficacement que jadis. Des pulvérisateurs géants passent au DDT des villages entiers. Le gouvernement constitue des « malaria control units » groupant environ 1 million de personnes. Sur les 200 millions d'Indiens qui habitent des zones malariennes, 63 millions sont maintenant protégés et plus d'un

¹ CHANDRASEKHAR, *India's Population*, p. 58.

² Voir à ce sujet, *India 1954*, p. 283.

million de cas ont été traités grâce aux nouveaux produits pharmaceutiques ¹. C'est dans un tel domaine que les progrès les plus rapides peuvent être acquis, et M. Alfred Sauvy fait remarquer que : « L'utilisation systématique du DDT a suffi, à Ceylan pour franchir en dix ans, une étape qui avait demandé en Europe, plus de soixante ans ². » Il y a là un de ces « raccourcis techniques », pour reprendre les mots de l'éminent démographe français, qui est de la plus haute importance.

Dans la lutte contre la tuberculose, le vaccin B.C.G. est appelé à jouer un rôle important. En 1953, une grande campagne anti-tuberculeuse est lancée à Delhi. Plus de 100.000 affiches sont apposées en ville, chaque jour 12 séances cinématographiques sont données sur la question. Plus de 250.000 tracts en hindi, en urdu et en anglais sont distribués à la population, dont 50.000 par avion. Au cours des cinq premiers jours, 190.000 personnes sont examinées. En trois semaines, le nombre devait passer à 600.000 ³. Un tel exemple est significatif de la rapidité avec laquelle les méthodes modernes peuvent agir. En mars 1954, 33 millions de personnes avaient été examinées dans toute l'Inde, et 10,5 millions vaccinées avec le B.C.G.

Dans le domaine de l'alimentation, on ne peut s'attendre à des résultats spectaculaires. Nous avons vu précédemment quels sont les objectifs agricoles du plan. Les progrès réalisés en 1954 ont probablement supprimé ou en tout cas réduit les foyers de famines localisées que signalait la presse indienne en 1953, néanmoins l'alimentation générale risque de rester encore longtemps en deçà des normes nécessaires. Le besoin minimum en calories est estimé par la F.A.O. à 2500 calories par jour, mais ce chiffre est rarement atteint même dans les pays asiatiques mieux nourris que l'Inde. Arriver à la cote 2500 semble improbable dans les conditions actuelles, et ne devrait représenter qu'un but lointain. Il faudrait pour l'instant dépasser le chiffre de 2000 calories, au delà duquel, en Orient, la situation cesse d'être tragique pour n'être plus que difficile.

A moins d'un retour des calamités naturelles qui ont sévi jusqu'à 1921, le taux de mortalité a de fortes chances de continuer à baisser. Même si les progrès de l'hygiène que nous venons d'indiquer sont inégaux, ils ne peuvent manquer d'avoir des effets sur la mortalité, et la diminution de maladies endémiques comme la malaria ne saurait être sous-estimée, lorsqu'on envisage les mouvements futurs de la population.

¹ *Five Year Plan, Progress Report for 1953/54*, p. 252.

² Alfred SAUVY, *Théorie générale de la population*, t. I, p. 245.

³ *Times of India*, 1.3.53.

CHAPITRE VIII

Augmentation future de la population et de la production

Parler de l'avenir démographique et économique implique inévitablement une part d'impondérables et une certaine imprécision. Néanmoins, les données dont nous disposons permettent de prendre un tel risque, sans sortir de ce qui est raisonnablement prévisible, et les chiffres que nous citerons indiquent un ordre de grandeur proche de la réalité.

L'AVENIR DÉMOGRAPHIQUE

Nous suivrons les estimations les plus complètes et les plus récentes sur ce sujet, à savoir celles du *Rapport sur le recensement de 1951*. M. Gopalaswamy nous propose les chiffres suivants :

	Millions d'habitants
1951	356
1961	410
1971	460
1981	520 ¹

Ce tableau est établi sur la base de l'accroissement démographique des trente dernières années ; il sous-entend qu'à l'avenir prévaudront des conditions identiques à celles de la période 1921-1951, c'est-à-dire que : 1) le taux de natalité ne baissera que dans de faibles proportions, étant donné l'absence de pratiques contraceptives, comme c'est le cas aujourd'hui ; 2) le taux de mortalité ne fléchira pas beaucoup plus vite que de 1921 à 1951 ; 3) les fléaux naturels, épidémies et famines qui avaient freiné l'accroissement de 1891 à 1921, ne referont pas leur apparition.

Si ces prévisions sont inexactes, c'est par défaut qu'elles pèchent, et non par excès. Il est possible que le taux de mortalité accélère

¹ *Census Report*, 1951, p. 190.

sa chute sous l'effet des progrès de l'hygiène, qui ont des chances, au moins dans certains domaines, d'être rapides ¹. Si les deux autres conditions se réalisent, nous ne voyons pas au nom de quelles raisons on pourrait douter de l'argumentation de M. Gopalaswamy. Nous avons de la peine à admettre les critiques qui lui ont été faites, telles celles de M. P. C. Bansil ² qui écrit : « Si notre population est restée stationnaire de 1891 à 1901, si elle a baissé de 1911 à 1921, et si elle n'a montré qu'une faible augmentation durant la décennie suivante, on peut douter de la validité d'un calcul qui ne prend comme base que la période de 1941-1951. » Tout d'abord, un point est inexact : M. Gopalaswamy insiste sur le fait que ses calculs reposent sur les trois décennies de 1921 à 1951, et non pas seulement sur la dernière. De plus, on sait que la lente évolution de 1891 à 1921 est due aux effroyables catastrophes dont nous avons fait état dans la première partie de ce travail.

Le taux d'augmentation n'a été « relativement lent et irrégulier » ³, pour reprendre les mots de M. Josué de Castro, que jusqu'en 1921. Depuis lors, l'augmentation devient constante et force nous est d'y insister. Dans les circonstances actuelles, s'attendre à un mouvement plus lent reviendrait à envisager le retour des famines et autres maux. Or, il serait pour le moins curieux d'évoquer une telle hypothèse, car le premier but de toute planification n'est-il pas d'éliminer cette menace ?

L'AVENIR DE LA PRODUCTION

Pour l'instant la conjoncture n'est pas mauvaise : dans l'ensemble, le plan quinquennal progresse d'une manière satisfaisante, la production agricole s'améliore comme celle de l'industrie, la situation financière est assez solide, la hausse des prix a été enrayée, le cours de la roupie est ferme... Tous ces indices sont heureux et suscitent dans l'immédiat un certain optimisme. Mais comment se présente l'avenir économique en face de l'expansion prévue de la population ?

¹ Il y a dix ans, deux tiers de la population de Ceylan souffrent du paludisme. En 1946, le taux de mortalité est de 20,3‰. Après trois campagnes antipaludiques, grâce au DDT, le taux de mortalité en 1953 est de 10,9 pour mille (cf. Léon TABAH, *Le Congrès mondial de la population à Rome, 1954*, *Revue Population*, n° 2, 1955).

² P. C. BANSIL, *Future Growth of Population*, *Hindustan Standard*, 21.12.53.

³ Josué de CASTRO, *Géopolitique de la faim*, p. 200.

En 1951, quelle est la production agricole totale correspondant aux 360 millions d'habitants ¹ dénombrés ? D'après M. Gopalaswamy, les produits alimentaires occupent 78 % de la surface cultivée ², donnant 55,6 millions de tonnes. Si l'on ajoute les autres produits (coton, jute...), on obtient un chiffre global de 70 millions. Les importations faisant à cette époque un peu plus de 3,4 millions de tonnes, nous arrivons au chiffre rond de 75 millions de tonnes de produits permettant de nourrir et vêtir la population. Sur cette base, et de manière à supprimer les importations alimentaires, la production devrait évoluer ainsi :

	Millions d'habitants	Millions de tonnes *
1951	360	70
1961	410	85
1971	460	96
1981	520	108

* Compte tenu de la suppression des importations.

Ce tableau représente le minimum qui devrait être atteint, puisqu'à ce rythme là, on se contenterait de maintenir le niveau actuel de consommation, qui, nous l'avons vu, est insuffisant. En d'autres termes, les 38 millions de tonnes supplémentaires ne permettraient que de nourrir et vêtir l'excédent de population selon les normes d'aujourd'hui, sans améliorer le standard de vie général (environ 1600 à 1700 calories par personne et par jour).

D'après M. Gopalaswamy, il ne faut pas s'attendre à augmenter la production agricole au delà de 24 millions de tonnes, ce qui laisserait en 1981 un déficit de 14 millions. En trente ans, le développement de l'irrigation et l'amélioration des méthodes de culture et des rendements, apporteraient chacun 12 millions de tonnes.

Certains économistes, comme M. D. Dutt ³, trouvent ces estimations trop faibles et reprochent à M. Gopalaswamy « sa timidité et son manque de confiance dans les ressources agricoles de l'Inde ». Peut-on envisager d'autres prévisions plus favorables ? Nous avons vu (chapitre III) que la « Planning Commission » compte doubler en 15 ou 20 ans la surface irriguée. En 1951, celle-ci était de 23 millions

¹ On trouve tantôt 356 millions, tantôt 360, selon que la population du Cachemire et Jammu est comprise ou non.

² Pour ces chiffres et le tableau qui suit, cf. GOPALASWAMY, *op. cit.*, pp. 193 et 194.

³ D. DUTT, *Increase in Population — Liability or asset, Hindustan Standard*, 30.11.53.

d'hectares. D'après le premier plan quinquennal, on gagnera 7 millions d'hectares, correspondant à une production alimentaire de 4,3 millions de tonnes. Admettons que dans 15 ans (pour prendre les normes les plus optimistes) la surface irriguée soit doublée. Sur la base des résultats du premier plan, on peut espérer que les 23 millions d'hectares supplémentaires produiront 14 millions de tonnes.

Il semble difficile de faire beaucoup plus dans ce domaine. D'une part, l'Inde est déjà aujourd'hui un des pays les plus largement irrigués du monde, d'autre part, l'effort entrepris est énorme : pour la seule période 1951/1956, on gagnera une surface irriguée supérieure à tout ce que le gouvernement britannique avait obtenu durant les cent dernières années¹. A moins de développements imprévisibles, il faut s'en tenir à une limite voisine de 15 millions de tonnes supplémentaires, ce qui dépasserait de 3 millions les estimations du *Census Report*.

Si les progrès escomptés grâce à l'extension de la surface irriguée peuvent être serrés d'assez près, il n'en va pas de même lorsqu'on aborde rendements et méthodes de culture. Tout d'abord, irrigation et rendements se combinent. Une partie des terres arrosées par les canaux étaient déjà cultivées auparavant, mais produisaient 6 ou 7 fois moins qu'après avoir été irriguées.

Par rendement, nous ne considérerons ci-dessous que les progrès réalisables grâce à de meilleures méthodes de culture et à l'usage d'engrais. Nous avons signalé au chapitre III que le rendement des terres indiennes est faible, même comparé à celui de plusieurs pays asiatiques. Il ne fait pas de doute que des progrès importants peuvent être accomplis, et il n'est pas impossible qu'ils dépassent les 12 millions de tonnes de M. Gopalaswamy.

En ce qui concerne le blé, un comité spécial de la FAO formé en 1946, estime qu'en dix ans la production à l'hectare pourrait augmenter de 30 % : 20 % grâce aux engrais, 5 % grâce à de meilleures semences, et 5 % grâce à une lutte plus efficace contre les fléaux naturels². Sur la base de la production de 1953 (6,87 millions de tonnes), nous aurions un croît de 2 millions de tonnes.

Dans le domaine du riz, des recherches sont menées afin d'adopter les méthodes japonaises qui, dans l'archipel nippon, donnent un rendement par hectare de 3600 kg., alors que l'Inde n'en fait que 1600.

¹ Travaux du gouvernement britannique : 6 millions d'hectares. Plan quinquennal : 7 millions, *Census Report*, p. 198.

² Chiffres cités par M. Josué de CASTRO, *op. cit.*, et David ANNOUS-SAMY, dans *Enquête sur les perspectives démographiques de l'Union Indienne*, p. 201 et suiv.

Des succès notables ont été enregistrés dès 1953, en particulier à Borivali dans la banlieue de Bombay ¹. Il est encore prématuré de dire si la méthode japonaise peut convenir à toute l'Inde, mais si tel était le cas, la solution du problème alimentaire serait beaucoup facilitée. En ne faisant que doubler le rendement des rizières, on gagnerait dans les 20 millions de tonnes supplémentaires.

Si ces progrès se réalisent dans l'espace de 20 à 30 ans, on arrivera à une augmentation de l'ordre de 22 millions de tonnes pour le riz et le blé seulement. C'est dire que l'on dépasserait largement les 12 millions de tonnes prévues par M. Gopalaswamy.

Un raisonnement comme celui que nous venons de faire pour le riz et le blé semble admissible, mais il serait dangereux de le pousser au delà de certaines limites. M. Colin Clark estime qu'en appliquant les méthodes agricoles de la Hollande dans le monde entier, notre planète pourrait nourrir convenablement entre 10 et 15 milliards d'habitants ² (au lieu des 2,5 milliards d'aujourd'hui dont 1,5 milliard sont sous-alimentés). « Cette constatation ne justifie pas l'optimisme de Colin Clark qui multiplie d'ores et déjà la surface émergée par les rendements hollandais » ³. On ne peut simplement transplanter telles méthodes d'un pays à l'autre. Souvent des adaptations, voire des changements presque complets doivent être effectués. A propos du riz japonais, M. Annoussamy remarque que « les jours courts du sud du continent ne permettent pas la pousse de la variété « japonica », d'où nécessité d'hybridation » (*op. cit.*, p. 201).

D'une manière générale, toute prévision d'amélioration des rendements doit être faite avec prudence. En Asie comme en Afrique, on a éprouvé d'amères déconvenues. En 1947, le Gouvernement britannique s'est lancé dans de vastes plantations d'arachides au Kenya, au Tanganika et en Rhodésie du Nord. Malgré toutes les ressources de la technique moderne, en janvier 1951, un échec complet a été enregistré, coûtant 36 millions de livres sterling aux contribuables du Royaume-Uni. Là-dessus, M. Dudley Stamp remarque ⁴ : « A tous les points de vue, il paraît plus aisé d'augmenter la production dans les zones tempérées, où les variations de la nature nous sont familières, et où nous savons comment traiter sols et récoltes, qu'il ne l'est d'envisager le développement immédiat dans les zones tropicales. » M. Dudley Stamp insiste ensuite sur l'insuffisance de nos

¹ *Amrita Bazar Patrika*, 15.3.53.

² Colin CLARK, *Population et niveau de vie*, revue de l'O.I.T., août 53.

³ Alfred SAUVY, *Théorie générale de la population*, vol. II, p. 190.

⁴ Dudley STAMP, *Our Undeveloped World*, p. 178.

connaissances des sols tropicaux, où nos techniques modernes ont déjà causé des « destructions colossales ». Ces sols sont loin d'avoir la richesse et la fertilité que leur prêtent les voyageurs étourdis par la débauche de palmes, la flore fantastique, en un mot toute la luxuriance tropicale et équatoriale. Les sols sont au contraire pauvres et s'appauvrissent vite. Ils sont aussi gravement menacés par l'érosion et la latérisation. Combattre la pauvreté en humus est difficile. Comme l'écrit M. Gourou : « Les matières organiques sont rapidement décomposées et réduites à l'état de minéraux solubles et facilement perdus par le sol ¹. » Le fumier ne fait sentir ses effets que pendant quelques mois, tandis que dans les zones tempérées, ceux-ci se maintiennent 2 ou 3 ans.

En Inde, la majeure partie du Dekkan² a des « sols médiocres et souvent latéritiques ». Ce n'est que dans le nord-ouest du plateau que l'on trouve des terres fertiles, les fameuses terres noires ou regar, cependant, même là le coton est d'une qualité et d'un rendement inférieurs aux cotons égyptiens. Les plaines alluviales comme celle du Gange sont par contre beaucoup plus fertiles, car elles sont constituées de sols récents, mais « il n'est pas sûr qu'ils conservent longtemps leur fertilité. »

L'ensemble de ces constatations nous incitent à fixer 2 limites aux progrès de l'agriculture : 1) la limite inférieure, celle de M. Gopalswamy avec ses 14 millions de tonnes de déficit ; 2) la limite supérieure, sans déficit, qu'on pourrait atteindre grâce aux progrès plus marqués dont nous avons parlé. Cela suppose que la méthode japonaise se généralise rapidement, et que les prévisions de la FAO pour le blé soient exactes, enfin que nos calculs concernant les possibilités d'irrigation se concrétisent. Dépassez cette limite supérieure, ou du moins la dépasser d'une manière appréciable, nous semble hasardeux dans l'état actuel de l'agronomie et des moyens dont dispose l'Inde. Moyens qui, ne l'oublions pas, sont loin d'être illimités.

Voyons les répercussions qu'auraient l'une ou l'autre de ces hypothèses. En cas de déficit de 14 millions de tonnes, il faudrait procéder à des importations alimentaires. Celles-ci nuiraient au développement industriel, et en tout état de cause, il paraît douteux qu'elles puissent atteindre des proportions aussi considérables. On concevrait mal par ailleurs que le déséquilibre suscité dans la balance commerciale pût être supprimé grâce à des exportations massives de produits manufacturés. Comme on a pu s'en rendre compte, l'industrie indienne a fort à lutter pour répondre aux besoins internes.

¹ Les citations de ce paragraphe et du suivant sont extraites de l'ouvrage de Pierre Gourou, *Les pays tropicaux*, pp. 20 et 21, 130 et 131.

² Cf. notre carte géologique.

Elle ne pourrait simultanément se lancer dans une politique d'exportations. Dans ces conditions, il paraît difficile d'éviter une baisse du niveau de l'alimentation à partir d'une certaine échéance.

Si les 38 millions de tonnes prévues pour 1981 sont obtenues, voire légèrement dépassées, elles ne feront que maintenir l'actuel niveau de consommation, ou ne l'amélioreront que dans une faible mesure. Or, celui-ci ne permet aujourd'hui que 1600 à 1700 calories par jour et par habitant.

LE PROBLÈME DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE

Il reste à considérer un autre effet de l'accroissement démographique : son incidence sur l'emploi, le sous-emploi et le chômage. Nous avons montré au chapitre IV ce que représente le fardeau démographique dans l'agriculture, où des millions de cultivateurs sont en chômage environ 150 jours par an. Le pullulement rural est un des principaux obstacles à l'expansion agricole. Pourrait-il être résolu au moyen de l'industrialisation ? Cela paraît douteux. Au Japon, malgré une puissante expansion industrielle, la population rurale est restée à peu près constante jusqu'à aujourd'hui. Le croît de la population a suffi à fournir à l'industrie les hommes dont elle avait besoin. Un phénomène analogue a toutes les chances de se produire en Inde (en Chine aussi), et il n'est même pas certain que l'industrie arrive à absorber tout le surplus.

Pour détourner de l'agriculture vers l'industrie quelques dizaines de millions de travailleurs au moins, il faudrait une masse de capitaux que l'Inde ne possède pas. Songeons à ce propos que « des usines modernes exigent un investissement d'environ 6000 dollars américains par ouvrier employé. Soit pour un million d'ouvriers, 6 milliards de dollars ¹. »

L'accroissement démographique ne menace pas seulement l'agriculture, mais touche aussi les autres secteurs. Lors de leur réunion à Agra (5 et 6 juillet 1953), les délégués du parti du Congrès ont étudié la question du chômage en général. Du fait de l'augmentation de la population, chaque année 2 millions de postulants apparaissent sur le marché du travail ; mais il est difficile d'absorber au cours du plan quinquennal les 400.000 ouvriers prévus initialement. Modernisation, rationalisation des entreprises industrielles diminuent les occasions de travail, aussi malgré l'augmentation de la production et la création de nouvelles usines, le nombre des

¹ Pierre GOUROU, *L'Asie*, p. 509.

personnes engagées dans l'industrie a-t-il baissé de 2,6 millions en 1951 à 2,536 millions à fin 1952, et cette tendance semble se poursuivre.

Dans le domaine des professions libérales et administratives, 200.000 jeunes intellectuels sont candidats chaque année. L'administration centrale et celle des Etats ne recrutent pas plus de 20.000 employés par an. Secteur privé et transports publics en absorbent 80.000, d'où 100.000 chômeurs intellectuels de plus chaque année.

On peut escompter que dans ces deux domaines au moins le chômage a des chances de diminuer à mesure que les progrès économiques s'accéléreront, mais pour l'instant la situation reste inquiétante. Lors de la présentation du budget, le 28 février 1955, le Ministre Deshmukh a reconnu que le problème demeure un « sujet de préoccupation » ¹.

BESOIN DE LIMITER LE NOMBRE DES NAISSANCES

Les différents éléments évoqués au cours de ce chapitre montrent qu'il est absolument urgent de limiter le taux de natalité de manière à enrayer l'expansion démographique qui, si elle se poursuit librement, empêchera tout progrès réel *per capita*. Il va sans dire que le facteur démographique à lui seul ne suffit pas à améliorer la situation ; mais il doit venir en aide à l'économique, sinon le déséquilibre actuel se maintiendra, ou peut être même empirera.

Selon M. Gopalaswamy, il faudrait que la population devienne stationnaire ou presque avant qu'elle n'ait dépassé la cote de 450 millions, soit vers 1970 ². Une telle condition nécessiterait la suppression des cas d'« improvident maternity » (maternité imprévoyante). Par cette notion, M. Gopalaswamy entend le cas où une mère ayant déjà eu trois enfants dont au moins un est en vie, donne le jour à un nouveau bébé. A l'heure actuelle les cas d'« improvident maternity » représentent 40 à 45 % des naissances dans tout le pays. Etant donné la forte mortalité infantile, la suppression des « improvident maternity » touchera également le taux de mortalité, actuellement de 27 pour mille. Supposons que le taux de natalité tombe de 40 à 23 pour mille, celui de mortalité de 27 à 22 pour mille. Le résultat net sera un taux d'augmentation par décennie de 1 %, contre 13 % aujourd'hui. M. Gopalaswamy admet, cependant qu'il n'est pas certain que tous les cas d'« improvident maternity » puissent

¹ *Indiagram*, 1.3.55.

² GOPALASWAMY, *op. cit.*, pp. 216 et suivantes.

être éliminés. S'il n'en restait que 5 %, l'augmentation de la population serait de 2 % par décennie.

L'inconvénient majeur d'un tel programme est la brièveté des délais : faire tomber les cas d'« improvident maternity » de 40 à 5 % dans l'espace de 15 ans. La période de préparation à l'offensive contraceptive devrait durer 3 ou au maximum 5 ans. Serait-il possible dans les 12 ou 10 années suivantes d'arriver à une telle baisse ? Comme nous le verrons au chapitre X, cela semble peu probable.

CHAPITRE IX

Pour ou contre le « birth control »

Avant de voir quelles sont les mesures prises pour limiter les naissances, nous devons aborder le principe du « birth control » par rapport à l'Inde. La limitation des naissances représente-t-elle une urgente nécessité et l'accroissement démographique est-il un obstacle au développement économique de l'Inde ?

Après ce que nous avons vu au chapitre précédent et dans plusieurs autres, il semble superflu de poser cette question à laquelle nous avons répondu. Néanmoins, pareille étude est nécessaire, car le problème fait l'objet de controverses trop vives pour que nous les passions sous silence. A la question, l'Inde est-elle surpeuplée ?, M. Sauvy a donné une réponse particulièrement claire : « Est surpeuplé un pays dans lequel une épidémie soudaine, meurtrière, mais non destructrice de richesses, laisserait, comme la peste noire du XIV^e siècle, les survivants en meilleure condition économique. Nul ne doute que si la moitié des habitants de Calcutta disparaissaient soudain, l'autre moitié serait moins en peine de nourriture. Le surpeuplement ainsi défini n'est qu'un état passager, une disproportion momentanée entre les hommes et le cadre qui les abrite ¹. »

Il est donc nécessaire lorsque nous parlons de birth control, de distinguer les pays sous-développés de certaines régions d'Occident. Dans un pays normalement développé comme la France, la dénatalité qui s'est manifestée entre les deux guerres a affaibli le pays dans son ensemble, sans contribuer à améliorer le niveau de vie des individus. Il en va autrement dans les territoires asiatiques fortement peuplés et insuffisamment développés.

Ceci posé, voyons quels sont les antagonismes en présence.

EN FAVEUR DU « BIRTH CONTROL »

Contrairement à ceux qui s'opposent au « birth control », les économistes et démographes qui mesurent l'ampleur du péril démo-

¹ Alfred SAUVY, *Théorie générale de la population*, vol. II, p. 20.

graphique, présentent un front relativement uni. Leurs arguments reposent sur ce que nous avons montré dans le chapitre précédent. Nous ne ferons que citer quelques-unes des opinions émises qui viennent à l'appui de la thèse soutenue par le *Census Report 1951*.

Le plus vigoureux partisan du « birth control » dans l'Inde est sans doute le professeur Chandrasekhar, chef de file des démographes indiens. Dans plusieurs ouvrages¹ il développe cette idée et montre son absolue nécessité : « L'amélioration du niveau de vie de l'Inde ne peut dans les circonstances actuelles se concilier avec l'accroissement constant de sa population². » En synchronisant développement économique et contraception, le professeur Chandrasekhar estime possible d'élever sensiblement le niveau de vie.

En 1946 déjà, M. Gosh annonce les prévisions du *Census Report*, lorsqu'il écrit : « La population de ce pays laissée à elle-même augmentera plus vite que ça n'a été le cas jusqu'à présent. » Plus loin, M. Gosh ajoute que : « nous ne pouvons espérer augmenter la production agricole suffisamment, car l'accroissement de notre population aura pour effet de réduire la surface dévolue à chaque travailleur, et le revenu agricole *per capita* tombera rapidement »³. Parmi les nombreux autres économistes indiens en faveur du « birth control », citons M. P. C. Jain qui, dans les conclusions de son ouvrage *Problems in Indian Economics* (p. 519), écrit qu'« il ne serait pas possible d'enregistrer des progrès économiques sans un contrôle délibéré de l'augmentation de la population ». Des vues semblables se rencontrent également dans le livre *Indian Economics* de MM. G. B. Jathar et S. G. Beri (p. 64).

Le démographe américain Kingsley Davis ne cache pas non plus son angoisse : « Si nous regardons clairement l'avenir, nous devons admettre que la situation démographique en Inde ira en empirant avant de s'améliorer »⁴, sous-entendant par là l'éventuel retour de catastrophes. Seule une forte baisse de la natalité pourrait éviter de tels fléaux, mais M. Kingsley Davis n'est pas convaincu que la baisse sera assez rapide pour aider à résoudre le problème économique. Le géographe Pierre Gourou vient lui aussi appuyer les opinions sus-mentionnées : « L'Inde est dans une impasse où elle a été poussée par ses fortes densités paysannes anciennes. Le croît de la population

¹ Cf. bibliographie.

² S. CHANDRASEKHAR, *Problèmes démographiques dans l'Inde et au Pakistan*, p. 9.

³ D. GOSH, *Pressure of Population and Economic efficiency in India*, pp. 72 et 82.

⁴ Kingsley DAVIS, *Population of India and Pakistan*, p. 231.

rurale exalté par la baisse moderne de la mortalité, dépasse les possibilités d'emploi de l'économie.» Même si l'usage de moyens anti-conceptionnels ne progresse que lentement : « le contrôle des naissances n'en reste pas moins la seule voie honorable si l'Inde veut ralentir son progrès démographique. Il appartient à l'Inde de donner l'exemple de la sagesse et de la maîtrise de soi »¹.

Pour ce qui est du gouvernement indien, son chef, M. Nehru, s'est déclaré à plusieurs reprises convaincu de la nécessité de limiter les naissances : « Je suis extrêmement en faveur de la limitation de l'accroissement démographique, en faisant appel à diverses méthodes, y compris la contraception »².

CONTRE LE « BIRTH CONTROL »

Les esprits hostiles au « birth control » représentent des tendances extrêmement variées allant de Gandhi et de l'Eglise catholique jusqu'aux communistes. L'opposition a un caractère complexe : tantôt elle s'appuie surtout sur des considérations morales, tantôt elle évoque principalement des raisons d'ordre matériel, mais souvent il lui arrive de jouer sur les deux tableaux à la fois.

1. *Opposition morale.* Si la position de l'Eglise catholique est nette et sans équivoque, on ne saurait en dire autant de l'Hindouisme et de l'Islam ; le problème n'est pas tranché dans les textes pour la bonne et simple raison qu'il ne se posait pas lorsque les livres sacrés ont été fixés. Aujourd'hui, le mahatma Gandhi mis à part, ni les principaux représentants de l'Hindouisme, ni ceux de l'Islam, n'ont pris position.

Il semble hasardeux de se référer aux textes. Surtout dans l'Hindouisme, ils sont nombreux, et à première vue parfois contradictoires, suivant les points de vue où ils se placent. Il est possible de voir une condamnation du « birth control » dans la phrase suivante citée par M. Albert Nevett³ : « Quand un homme a avec une femme des rapports contraires à l'ordre de la nature, il doit être puni sévèrement. » Malheureusement, ce que M. Nevett ne nous dit pas, c'est que le texte dont il tire cette citation fait partie de recueils hautement ésotériques et réservés à une élite spirituelle. Lorsqu'on lit le Kama Sutra (traité sur l'art d'aimer réservé à une plus large

¹ Pierre GOUROU, *L'Asie*, pp. 435 et 436.

² Revue *Population*, n° 2, 1951, p. 335.

³ Albert NEVETT, *Too many of us ?* Kautilya Arthashastra 236, cité p. 181.

audience) on s'aperçoit que diverses pratiques contre-nature sont tolérées. Mais il est significatif de ne rencontrer aucune allusion à la limitation volontaire des naissances. Le Kama Sutra est pourtant aussi complet que détaillé sur l'art d'aimer, le comportement réciproque des époux, les formes d'union sexuelle... Si donc la question a été omise, c'est bien qu'elle ne se posait pas.

Il faut ajouter une dernière remarque : la condamnation du « birth control » s'inscrit assez naturellement dans la ligne du Christianisme où le « péché de la chair » joue un grand rôle. Islam et Hindouisme ignorent par contre cette notion.

La position très ferme du mahatma Gandhi s'explique davantage par des raisons morales que doctrinales. A plusieurs reprises, le Père de l'Inde s'est prononcé contre le « birth control » : « Les moyens anticonceptionnels sont une insulte pour les femmes et la seule différence entre une prostituée et une femme usant de moyens anticonceptionnels est que la première vend son corps à plusieurs hommes et la seconde à un seul ¹. »

A ceux qui attiraient l'attention du mahatma sur le danger de l'accroissement démographique, il répondit que le seul moyen acceptable était la continence entre époux. Pareille solution semble malaisée : même un grand spirituel comme Gandhi n'est pas arrivé sans effort à un tel détachement. Comment pourrait-on l'attendre d'un grand nombre de gens ? La princesse Amrita Kaur, disciple de Gandhi et aujourd'hui Ministre de la Santé, est un peu moins rigoureuse. Elle admet la méthode Ogino, mais se déclare « violemment opposée » aux moyens anticonceptionnels, qui mènent à la « dégradation morale » ².

Nous avouons ne pas très bien saisir ce point de vue qui rejoint celui de l'Eglise catholique. Autant l'attitude de Gandhi est claire et dans ce sens admissible, autant la voie intermédiaire de la méthode Ogino paraît ambiguë : est-il vraiment plus immoral de recourir à des moyens anti-conceptionnels, plutôt que de s'approcher de sa femme seulement quand le calendrier le permet ? Avec cette méthode ne fait-on pas, une fois de plus, de l'homme un robot, une machine qui n'accomplit certains actes qu'à des périodes fixes ?

2. *Opposition morale et économique.* Reprenons tout d'abord l'ouvrage de M. Nevett ; en plus de raisons morales, l'auteur estime le « birth control » inutile étant donné que : « 1) Nous savons relative-

¹ *Harijan*, 5.5.46, cité par Albert NEVETT, *op. cit.*, p. 120.

² *Contraceptives for Population Control* — Amrita Kaur's opposition, *Indian Express*, 20.8.53.

ment peu de choses sur les tendances futures de la population et des ressources. 2) Si l'homme utilise toute son ingéniosité, sa puissance, son courage et son habileté à s'attaquer au problème alimentaire, il résoudra ces difficultés ¹. »

Nous avons vu comme ces vues sont éloignées de la réalité : même si la science démographique n'a pas toute la rigueur mathématique souhaitable, il semble difficile de mettre en doute les prévisions des Chandrasekhar, des Gopalaswamy et des Kingsley Davis. Quant au développement des ressources, nous pensons avoir été suffisamment explicite au chapitre précédent pour ne pas devoir y revenir.

Dans divers articles et causeries, l'économiste australien Colin Clark s'est élevé vigoureusement contre ceux qui évoquent le spectre de Malthus et préconisent la contraception, « ignorant ainsi les droits naturels et les devoirs de l'homme » ². Tout en faisant intervenir le facteur moral, M. Clark met l'accent sur l'économique. Laissons de côté l'argument tiré des méthodes agricoles hollandaises (p. 73), mais indiquons les autres raisons dont l'économiste australien justifie son optimisme ; il relève que l'essor économique de puissances comme le Royaume-Uni, les Pays-Bas ou le Japon correspond à un fort accroissement démographique. Puis, il mentionne la France entre les deux guerres. Il est difficile de se rallier à ce point de vue qui omet la distinction si judicieusement faite par M. Sauvy (cf. p. 78). Au risque de nous répéter, rappelons que les conditions de développement en Inde ne peuvent se comparer ni à celles du Japon, ni à celles de l'Europe, car au moment où l'Inde commence son véritable essor économique, elle a *déjà* derrière elle un siècle et demi d'accroissement démographique.

Nous avons peine à suivre M. Colin Clark, lorsqu'il écrit par ailleurs : « Les statisticiens indiens ont montré dans leurs travaux que l'accroissement de la production a dépassé de loin, depuis 1870, l'accroissement de la population, et qu'il y a tout lieu de s'attendre à voir cette tendance se perpétuer grâce aux progrès de l'industrialisation ³. » Nous nous bornerons à relever que nous n'avons pas rencontré semblables appréciations dans les publications indiennes. Celles-ci indiquent au contraire que l'Inde, après avoir exporté du riz jusqu'en 1920, est contrainte d'en faire venir de l'étranger dès cette date, et que le nombre des calories par jour et par Indien est tombé de 1970 avant la guerre à 1590 en 1951/1952 pour remonter

¹ Albert NEVETT, *op. cit.*, p. 139.

² Colin CLARK, *New Light on Population*, *Hindustan Standard*, 15.11.53.

³ Colin CLARK, *Population et niveaux de vie*, *Revue de l'O.I.T.*, août 53.

à 1640 en 1952/1953. Enfin, un dernier argument de M. Colin Clark nous étonne (article de l'OIT), c'est l'allusion qu'il fait à la réduction considérable de la famille dans les villes industrielles de l'Inde. Comme nous le verrons au chapitre suivant, la différence de fécondité entre villes et campagnes est faible, elle tient plus à une question de répartition qu'à une réelle diminution du nombre d'enfants citadins.

3. *Le point de vue communiste.* Lançant un appel pour le défrichement des terres sibériennes, M. Khrouchtchev, premier secrétaire du comité central du parti communiste de l'URSS, a demandé que chaque famille comprenne au moins trois enfants. « Même si notre population totale devait s'accroître de 100 millions d'hommes, cela serait encore insuffisant. » Poursuivant son discours aux jeunesses communistes réunies au théâtre Bolshoi, M. Khrouchtchev a ajouté : « Les idéologies bourgeoises ont inventé des théories cannibales, dont celle de la surpopulation. Camarades ! il n'en va pas de même chez nous. »¹

Il ne fait pas de doute que l'immensité des territoires soviétiques, leurs relativement faibles densités, leurs ressources, dont plusieurs en Asie ne sont pas complètement exploitées, justifient les propos de M. Khrouchtchev. L'URSS a de quoi supporter une population beaucoup plus élevée que celle d'aujourd'hui. D'après un des premiers géographes britanniques, M. Dudley Stamp, l'URSS pourrait sans peine faire vivre une population de 556 millions, au lieu des 200 millions d'aujourd'hui².

En Chine, la situation est plus complexe. On sait que le gouvernement a entrepris pour la première fois un recensement complet de la population. Le résultat a largement dépassé toutes les estimations antérieures, puisqu'au lieu de 400 à 450 millions, les Chinois habitant le territoire de la République sont 583 millions³. L'augmentation annuelle serait de 12 millions. Le gouvernement accueille avec sérénité cette expansion démographique, et si les pratiques anti-conceptionnelles sont tolérées, elles ne sont pas encouragées. L'effort économique, le développement de l'agriculture et de l'industrie, des transferts de populations dans les régions appelées à un certain essor comme le Sinkiang, devraient suffire à améliorer le niveau de la population actuelle et de celle à venir.

¹ *Figaro* du 10.1.55.

² L. Dudley STAMP, *Our Undeveloped World*, p. 181.

³ *La population de la Chine*, rev. *Population*, n° 4, déc. 54.

L'Inde peut-elle s'inspirer de la politique chinoise d'aujourd'hui ? Trois raisons nous retiennent de répondre affirmativement à cette question :

1) La politique chinoise paraît hardie, voire téméraire, et il n'est pas certain que les progrès économiques permettent de se passer du « birth control ». Comme les campagnes indiennes, celles de la Chine souffrent d'énormes densités. Il n'est pas rare de rencontrer des exploitations de 2 ares ou moins. Avant la guerre, sur plus de 80.000 km² dans la plaine du Yang Tse, la population avait une densité de 500 habitants au km² ; et plusieurs zones de la Chine du nord portaient jusqu'à 800 habitants au km². Certaines communes de Canton atteignaient 1200 habitants au km². Tous ces chiffres sont aujourd'hui dépassés par l'accroissement des quinze dernières années. Pour alléger les campagnes, il faudrait transférer des dizaines de millions de paysans vers les territoires périphériques du Sinkiang ou du Tibet. Or, il est douteux qu'une telle opération soit praticable dans le proche avenir, étant donné la masse de capitaux qu'elle nécessiterait. De même qu'en Inde, il est presque impossible d'absorber le surplus de la population rurale dans l'industrie, celle-ci trouvant bien assez de bras dans le simple croît de la population.

2) Même si l'on admet que les Chinois ne sont pas trop audacieux, d'autres éléments rendent malaisée une comparaison entre les deux gardiens de l'Himalaya : comme nous l'avons vu, l'agriculture chinoise a des rendements supérieurs à ceux de l'Inde, le volume de sa production agricole est aussi plus élevé proportionnellement à sa population. De plus, malgré le fait que les territoires périphériques sont peut-être moins riches qu'on ne l'escompte, il est certain que les Chinois sont, compte tenu de la superficie totale de la République, moins à l'étroit que les Indiens.

3) Il n'est pas certain que l'attitude chinoise en face du « birth control » demeure immuable. Divers indices donnent à penser que l'on se préoccupe de ce problème à Pékin. En septembre 1954, le député Shao lance un cri d'alarme à la Chambre du Peuple¹, et propose d'introduire la limitation volontaire des naissances. Sa proposition n'a pas été retenue, mais il n'est pas sans intérêt de voir qu'elle a été publiée par la presse chinoise. En 1955, le *Manchester Guardian* nous informe² que le *Journal de la femme*, organe de

¹ Quotidien du peuple de Pékin 1.8.54, cité dans *Le mouvement dans le monde en faveur de la limitation des familles, 1945/54*, Revue *Population*, avril-juin 1955.

² Cité par *Le Monde* du 13.8.55.

l'association des femmes chinoises serait prêt à entreprendre une énergique campagne pour la limitation des naissances.

Que conclure de ces divers points de vue ? Considérer plus ample-ment que nous l'avons fait l'aspect moral du problème dépasserait le cadre de notre ouvrage, aussi resterons-nous sur le terrain économique.

Nous espérons avoir montré d'une manière suffisamment claire le bien-fondé de la thèse défendue par les partisans du « birth control » à propos de l'Inde. Les différents arguments qui leur sont opposés ont ceci de commun qu'ils oublient la sagesse pascalienne : « Vérité au deçà des Pyrénées, erreur au delà ». La question du contrôle des naissances ne peut être réglée de manière uniforme. Les conditions varient suivant les régions du globe : ce qui a été faux en France avant 1939 apparaît sage en Inde, ce qui est juste à Moscou et dans l'Asie soviétique ne l'est pas forcément en Chine ou ailleurs.

CHAPITRE X

Facteurs susceptibles de réduire le taux de natalité

En dépit des controverses indiquées au chapitre précédent, la commission du plan reconnaît que : « Limiter les familles, ou au moins espacer les naissances est nécessaire et souhaitable, afin de rendre meilleure la santé des mères et permettre d'élever les enfants dans des conditions plus satisfaisantes¹. » Pour ce faire, le plan prévoit les mesures suivantes :

- a) Déterminer aussi exactement que possible les facteurs qui contribuent à l'accroissement de la population.
- b) Mettre au point une technique adéquate de planification familiale, et trouver les méthodes propres à la diffuser largement.
- c) Etablir dans les hôpitaux une section chargée de donner des conseils en matière de planification familiale.

Le rapport du recensement de 1951 répond au point a) et achève de dissiper les éventuels doutes : l'accroissement démographique est dû principalement au fait que le taux de mortalité ne cesse de baisser alors que celui de natalité tombe dans de très faibles proportions. Il en résulte une augmentation de la population de 1,3% par an environ.

CLIMAT PSYCHOLOGIQUE

Pour réussir, les méthodes de planisme familial doivent être voulues ou au moins acceptées par la population. Quelles sont ses réactions devant l'idée de limiter le nombre des naissances ? Il semble que dans son ensemble l'opinion n'y soit pas hostile, et de nombreux témoignages concordent sur ce point.

Selon une enquête officielle² menée dans quatre districts de l'Uttar Pradesh (Laknow, Merat, Etawah et Almora), près de 60%

¹ *Five Year Plan*, pp. 522 et 523.

² *Amrita Bazar Patrika*, 3.7.53, *Family Planning Research*.

des mères et environ 55% des pères consultés désirent connaître une méthode pour limiter leur progéniture. Près de 70% des mères déclarent ne pas vouloir plus de quatre enfants. Néanmoins, 87% des épouses et encore plus de maris pensent que la fécondité est un phénomène divin, et croient que la réduction des naissances ne peut se faire que par l'abstinence. « Ces villageois, conclut l'article en question, sont pleinement conscients de la nécessité d'un « family planning ».

D'après un article du professeur Chandrasekhar¹, 63% des Gujratis interrogés lors d'une enquête et 72% des Mahrattes manifestaient le désir de limiter leurs familles. Dans son étude *Familles nombreuses et niveaux de vie*, M. Sten S. Nilson² cite les paroles prononcées par M^{me} Shakuntala Paranjpye à la première conférence pan-indienne pour la limitation de la famille (Bombay 1951) : « J'ai constaté, dit-elle, que la plupart des gens, quelle que soit la classe à laquelle ils appartiennent, acceptent volontiers et avec gratitude des conseils quant à l'espacement et la limitation des naissances. » M. Sten Nilson rapporte ensuite le résultat d'une étude faite au Mysore par le directeur du Bureau des Nations Unies pour les études démographiques : « 60% des travailleurs urbains et 40% des ruraux interrogés dans cette province, manifestaient un intérêt positif pour la limitation des naissances, dans d'autres régions ce pourcentage atteignait 70% ».

Dans son article *Birth control in India*³, M. Bruce Liven arrive à des conclusions identiques, lorsqu'il nous informe du résultat de la mission du Dr Abraham Stone, dont nous reparlerons. Ce dernier n'avait pratiquement pas rencontré de résistance à la réduction du nombre des naissances, même parmi les gens les plus simples.

Les sondages effectués à Calcutta par l'« All India Institute of Hygiene and Public Health » montrent que 88% des personnes interrogées sont en faveur de la limitation des naissances. Même les illettrés désirent mettre un espace de trois ans au moins entre deux naissances⁴.

Ces divers témoignages sont encourageants, mais ils doivent être appréciés avec prudence car, ainsi que nous le verrons, désirer limiter le nombre des naissances n'implique pas *ipso facto* que l'on prendra les mesures pratiques pour cela.

¹ *Times of India*, 26.11.52.

² Sten. S. NILSON, *Familles nombreuses et niveaux de vie*, rev. O.I.T., janv. 54.

³ Bruce LIVEN, *Birth Control in India*, rev. *New Republic*, 18.2.52.

⁴ *Hindustan Standard*, 16.10.53. *Limited Family Demand almost universal*.

FACTEURS DE RÉDUCTION

Parmi les facteurs susceptibles d'influencer le taux de natalité, deux sont indirects et il n'est pas certain qu'ils exercent les effets qu'on leur prête ; ce sont l'accroissement urbain et l'élévation de l'âge légal du mariage. Quant aux autres éléments, il s'agit de mesures directes de limitation des naissances, soit par la méthode Ogino, soit par la contraception.

1. *L'augmentation de la population citadine.* Selon le dernier recensement, l'Inde compte 558.089 villages et 3.018 villes. Sur les 356 millions d'habitants dénombrés, 295 millions vivent à la campagne et 62 millions en ville.

Jusqu'en 1941, l'accroissement urbain a été très lent et c'est seulement durant la dernière décennie qu'il s'est accéléré. Il a de fortes chances de continuer, à mesure que l'industrialisation se poursuivra. Depuis l'indépendance, plusieurs villes ont été créées de toute pièce, telles Chandigarh, la capitale du Punjab, la nouvelle cité de Bhubaneshwar, capitale de l'Orissa, ainsi que de nombreuses villes industrielles : Chittaranjan, Nangal près du barrage, les agglomérations de la Damodar Valley Corporation et combien d'autres.

	Population rurale %	Population urbaine (plus de 5000 hab.) %
1881	90,59	9,41
1911	90,65	9,35
1931	89,00	11,00
1941	87,28	12,72
1951	82,60	17,30 ¹

Comme le montre le tableau suivant, le taux de fécondité est plus faible dans les villes que dans les campagnes. Dans ces conditions, ne pourrait-on pas compter sur l'augmentation croissante des masses citadines pour faire baisser le taux global de natalité ?

	Villages %	Villes %
Personnes de 0 à 4 ans	13,7	12,9
de 5 à 14 ans	25,1	23,2
de 15 à 34 ans	32,3	36,5
de 35 à 55 ans	20,4	20,1
de plus de 55 ans	8,5	7,3 ²

¹ S. CHANDRASEKHAR, *India's Population*, p. 31, et pour 1951, GOPALASWAMY, *op. cit.*, p. 43.

² GOPALASWAMY, *op. cit.*, p. 69.

Tout d'abord, la différence entre le pourcentage des enfants citadins et ruraux est minime. Or il est urgent de trouver des remèdes radicaux et rapides.

De plus, il n'est pas du tout certain que la plus faible natalité des villes soit due à une limitation des naissances ; elle tient plutôt à la structure différente de la population. Même si les mentalités et les habitudes se modernisent plus vite en ville qu'à la campagne, permettant de ce fait une plus large pratique du « birth control », cet argument n'est pas déterminant pour le moment, car d'autres raisons expliquent cette différence de fécondité.

Les villes comportent proportionnellement moins de femmes que les campagnes : la population rurale compte en moyenne 966 femmes pour 1000 hommes, alors que dans les villes on a 860 femmes en moyenne ; parmi les plus grandes villes, Calcutta a 602 femmes pour 1000 hommes, Bombay 596, Madras 921, Delhi 750...¹ Un grand nombre de paysans viennent seuls en ville pour chercher du travail, puis retournent dans leurs villages où ils ont laissé leur famille. Ce fait est pleinement mis en lumière par la pyramide des âges dans les villes. On y voit l'importance disproportionnée des hommes entre 15 et 35 ans. A Bombay et Calcutta, les hommes compris dans ces limites représentent 49,1 % de la population, alors que pour toute l'Inde ce pourcentage est de 32,6 %². Or ce sont parmi ces classes d'âges que se trouvent les émigrants des campagnes.

Il est probable que le processus de modernisation s'accélérera dans les villes et finira par avoir des répercussions sur le taux de natalité en général, contrairement à ce qui s'est produit jusqu'à maintenant. On ne saurait, cependant, trop miser sur cet argument dans l'avenir immédiat, car la population urbaine est encore faible par rapport à de nombreux pays :

		Population urbaine en % de la population totale ³
1951	Inde	17,3
1940	Japon	50
1931	Grande-Bretagne . . .	81,7
1936	France	41,7
1940	Etats-Unis	52,7

¹ GOPALASWAMY, *op. cit.*, pp. 55 et 56.

² GOPALASWAMY, *op. cit.*, p. 70.

³ Pour le Japon, voir Pierre GOUROU, *L'Asie*, p. 241 ; pour les pays suivants voir Kingsley DAVIS, *op. cit.*, p. 129.

2. *Retarder l'âge légal du mariage.* A côté d'une limitation des naissances grâce à la méthode Ogino, la princesse Amrita Kaur préconise d'élever l'âge légal du mariage, mesure qui devrait influencer le taux de natalité.

L'âge légal du mariage est fixé actuellement à 14 ans pour les filles et 18 ans pour les garçons, mais en dépit du Child Marriage Restrained Act de 1929, le rapport du recensement de 1951 estime que 9,2 millions de personnes ont contrevenu à la loi, soit 2,6 % de la population totale ¹.

Il convient d'ajouter que si jeunes gens et jeunes filles sont unis avant l'âge légal, il est en général d'usage que les conjoints demeurent chez leurs parents respectifs jusqu'au moment de la puberté.

Bien que les mariages d'enfants restent nombreux, ils vont en diminuant : lors du recensement de 1941, le nombre des jeunes filles mariées avant l'âge de 15 ans représentait 9,6 % du total des hommes mariés ; en 1951 ce pourcentage est tombé à 7,4.

Si encourageante que soit cette tendance, il n'en reste pas moins que les Indiens continuent à se marier beaucoup plus jeunes que dans les pays occidentaux :

		Pourcentage des célibataires (15 ans et plus) ²	
		Hommes	Femmes
1931	} Inde	18,1	3,6
1951		20,3	6,4
1951	Grande-Bretagne . .	26,9	25,5
1936	Italie	37,4	33,0
1946	France	30,5	25,0
1940	Etats-Unis	33,2	25,8

L'écart qui sépare l'Inde des pays occidentaux ira en se réduisant à mesure que le processus de modernisation s'accélérera mais jusqu'à quel point l'élévation de l'âge du mariage affectera-t-il le taux général de natalité ? Logiquement, il ne fait pas de doute que celui-ci baissera, mais les indices dont nous disposons ne laissent pas prévoir une diminution importante.

Lors du dernier recensement, une enquête a été effectuée auprès de toutes les femmes de Travancore-Cochin qui à l'époque avaient mis au moins un enfant au monde et qui avaient dépassé 45 ans. En divisant le nombre de celles-ci par celui de leurs enfants nous

¹ GOPALASWAMY, *op. cit.*, p. 72.

² Pour ce tableau, cf. GOPALASWAMY, p. 73 et *L'Annuaire démographique des Nations Unies*, 1948, pp. 190-193.

obtenons le chiffre de 6,6. Si l'on déduit le nombre des enfants décédés, on arrive à une moyenne de 4,6 enfants par mère. Compte tenu des différentes classes d'âges nous pouvons dresser le tableau suivant :

Mères	Indice des naissances	Indice de survivance	Pertes
En-dessous de 20 ans . . .	1,2	1,0	0,2
De 20 à 24 ans	1,8	1,4	0,4
De 25 à 29 ans	2,9	2,3	0,6
De 30 à 34 ans	4,2	3,2	0,6
De 35 à 39 ans	5,3	4,0	1,3
De 40 à 44 ans	6,2	4,6	1,6
45 ans et au-dessus . . .	6,6	4,6	2,0
Moyenne pour tous les âges	4,3	3,2	1,1

Il apparaît que c'est entre 20 et 34 ans que l'augmentation du nombre des naissances est la plus forte.

M. Gopalaswamy nous fait part d'un autre calcul. Toujours dans le même Etat, il distingue deux types de maternité : A pour les femmes qui commencent à avoir des enfants entre 15 et 19 ans, et B celles qui deviennent mère pour la première fois entre 20 et 24 ans.

	Indice des naissances	
	Maternité A	Maternité B
En-dessous de 20 ans . . .	1,2	—
De 20 à 24 ans	2,0	1,3
De 25 à 29 ans	3,6	2,3
De 30 à 34 ans	4,8	3,7
De 35 à 39 ans	6,0	4,9
De 40 à 44 ans	6,8	5,8
45 ans et au-dessus	7,3	6,4

Ainsi, en reculant de cinq ans l'âge légal du mariage, le nombre moyen des naissances pour chaque mère serait réduit d'environ un huitième par rapport au type de maternité A.

Des études faites au Madhya Pradesh et dans certains villages du Bengale ont donné des résultats identiques, aussi M. Gopalaswamy conclut-il : « Le nombre total des naissances diminue lorsque le mariage est retardé, mais la différence n'est pas très frappante¹. »

Il faut encore tenir compte d'éléments susceptibles de compenser l'abaissement du taux de natalité dû à une élévation de l'âge légal

¹ GOPALASWAMY, *op. cit.*, p. 85.

du mariage. On sait qu'à l'heure actuelle, la mortalité infantile est d'environ 127 pour mille chez les enfants de moins d'une année. De plus, le professeur Chandrasekhar fixe à 200.000 le nombre des femmes mortes en couche chaque année. Mariages et grossesses prématurés sont en partie responsables de ces hécatombes. En retardant l'âge du mariage, on risque fort de contribuer du même coup à l'abaissement du taux de mortalité.

Enfin, si l'âge légal du mariage est retardé, pourrait-on rendre les nouvelles dispositions suffisamment effectives ? Si aujourd'hui plus de 9 millions d'Indiens ne respectent pas la loi, à combien d'infractions supplémentaires ne s'exposerait-on pas en fixant l'âge minimum vers 16 ou 18 ans pour les filles ?

3. *Limitation volontaire des naissances.* Il est très difficile de dire dans quelle mesure les Indiens ont recours à des moyens anti-conceptionnels. Enquêtes systématiques et chiffres font défaut, surtout pour les campagnes. Selon un rapport du Scientific Advisory Committee relevant du Ministère de la Santé (1947/1948), 42 % des femmes de Calcutta ont une connaissance satisfaisante du « birth control », et 38 % cherchent à limiter leur progéniture. Malheureusement, le rapport n'indique pas par quelle méthode. Bien que la vente de produits anticonceptionnels soit licite et pratiquée au moins dans les villes, il n'est pas certain qu'on en fasse grand usage. Quant aux populations rurales, elles vivent généralement dans l'ignorance de ces problèmes.

Il faut aussi considérer un facteur psychologique : les relations sexuelles sont très rares avant le mariage. Les jeunes gens n'ont donc pas éprouvé la nécessité de la contraception avant de convoler. Dès lors, ils auront une tendance naturelle à être moins « prudents » que de nombreux Occidentaux.

Après ces remarques préliminaires, voyons quelles sont les méthodes expérimentées et leurs chances de succès. Nous commencerons par la méthode Ogino qui bénéficie des faveurs du Ministère de la Santé. Afin de la propager, les autorités ont fait appel en 1951, au Dr Abraham Stone, vice-président de la « Planned Parenthood Association » de New-York. Envoyé par l'O.M.S., le Dr Stone a procédé à une étude-pilote. Une cinquantaine de centres cliniques ont été créés dans l'ensemble du pays, où les médecins instruisent la population par divers moyens. Le Dr Stone a conçu une sorte de chapelet composé de grains dont chacun correspond à un jour de la période cyclique : les roses pour la période menstruelle, les rouges pour la période de fécondité et les verts pour la période de sécurité.

Après un an d'effort, soit dans le courant de 1953, la presse indienne a publié plusieurs informations sur les premiers résultats. Selon le *Times of India* du 1^{er} septembre 1953, les centres de « family planning » progressent de manière satisfaisante au Mysore et dans la région de Delhi : « Dans une quinzaine d'années, il sera possible de stabiliser le mouvement démographique. » Malheureusement, l'auteur de l'article ne justifie par aucun chiffre ses conclusions optimistes.

Le *Statesman* du 26 juin 1953¹ est plus précis, mais moins encourageant. Les deux cliniques spéciales de Delhi ont eu peu de succès après un an (avril 1952-avril 1953). Le centre principal à Rajabazar, ouvert une fois par semaine, n'avait eu l'occasion de délivrer que 99 avis aux gens qui voulaient limiter leur descendance. A Vinaynagar, 7 cas ont été enregistrés en quatre semaines. Là-dessus, la clinique fut déplacée à Thompson Road, où 30 femmes vinrent demander des conseils entre novembre 1952 et mai 1953.

Dans son article *Family Planning*, le Dr B. Natarajan² nous informe des rapports décourageants reçus de plusieurs centres de l'Inde du Nord. A Jallandar, les centres de planisme familial ont eu peu de succès, et la population de la cité a augmenté de 437 personnes en juillet 1953. A New Delhi, 624 naissances ont été enregistrées en mai 1953 contre 542 en mai 1952. « La méthode Ogino, ajoute le Dr Natarajan, a donné de pauvres résultats, et plusieurs couples même parmi l'intelligentsia moderne, ont confondu période « sûre » et de fécondité. »

Des renseignements sont aussi donnés par la princesse Amrita Kaur dans son exposé à la Chambre des Etats³ sur l'étude-pilote entreprise au Mysore. Celle-ci embrasse 14 villages d'une population de 8000 habitants. Sur 941 couples interrogés, 712, soit les 70 % sont en faveur d'une quelconque méthode de « birth control ». Jusqu'à fin juin 1953, 385 femmes avaient été suivies, de manière à établir leur cycle. La méthode Ogino doit être déterminée sur une base de six menstruations. Actuellement, 57 couples ont reçu des conseils, après fixation du cycle de la conjointe ; 31 de ces ménages appliquent la méthode Ogino au moyen du chapelet de grains, 24 à l'aide d'un calendrier, et 2 de mémoire. Enfin 65 femmes étaient prêtes à être instruites mais ne voulaient ni chapelet ni calendrier.

¹ *New Delhi clinics for Family Planning*. Chiffres qui confirment ceux de l'*Hindustan Times* du 24 juin 53.

² *Hindustan Times*, 13.9.53. *Family Planning*, by Dr. B. Natarajan.

³ *Hindustan Times*, 25.8.53. *Family Planning*.

Que devons-nous conclure de ces renseignements ? Premièrement, la campagne de planisme de la famille est lente à démarrer, et pour l'instant, il ne semble pas qu'on ait dépassé le stade expérimental.

Deuxièmement, si dans l'ensemble la population est acquise au principe de la limitation des naissances d'une manière ou d'une autre, il en va différemment lorsqu'on passe à la mise en pratique. On se heurte à une certaine inertie ; celle-ci, qui est manifeste dans une ville moderne comme New Delhi, doit être d'autant plus forte dans les campagnes.

Il est juste d'ajouter que ces remarques s'appliquent à toutes les formes de « birth control », et non seulement à la méthode Ogino. Mais celle-ci doit en plus tenir compte d'obstacles qui lui sont propres.

Si elle est peu coûteuse en produits, elle nécessite pour sa diffusion un personnel nombreux, de multiples équipes d'experts qui devraient se fixer dans toutes les parties de l'Inde, visiter ses 560.000 villages tenir en observation les femmes pendant six mois comme on l'a fait dans les études-pilotes du Mysore. Il y a là un obstacle majeur, qui ne pourra être écarté aussi longtemps qu'on n'aura pas trouvé une formule précise, permettant de déterminer à l'avance le cycle de n'importe quelle femme.

A première vue, ces considérations donnent raison au professeur Chandrasekhar lorsqu'il écrit : « Au moment où la méthode Ogino se sera avérée impraticable, le plan quinquennal sera achevé... Ç'eût été un meilleur début de prévoir 50 millions de roupies pour la propagation des moyens anticonceptionnels ¹. »

A défaut de produits occidentaux qui coûtent cher, il serait opportun de rechercher des moyens plus simples et meilleur marché. D'aucuns suggèrent que les femmes aient recours à un tampon de coton imbibé d'huile, matières que l'on trouve partout en Inde. Dans ce domaine il faut également signaler les recherches de M. S. N. Sanyal, qui a découvert une substance grasse extraite du pois des jardins (*pisum sativum*) qui aurait des effets temporairement stérilisants, agissant comme antivitamine E ². Ces méthodes locales sont intéressantes, mais il est difficile d'en dire davantage aussi longtemps qu'elles n'auront pas fait l'objet d'applications pratiques.

En étudiant les méthodes préventives directes (contraception), il est utile de voir si le cas du Japon ³ peut nous être utile. Alarmé par la forte reprise de la natalité après la guerre, le Parlement nippon

¹ *Times of India*, 19.3.53. *Population Problem*.

² *Le mouvement dans le monde en faveur de la limitation des familles*, 1945/54, *Revue Population*, avril-juin 1955.

³ Cf. Alfred SAUVY, *Théorie générale de la population*, vol. II, p. 222.

a adopté en 1948 une loi en faveur de la contraception, et (sous certaines réserves) de la stérilisation et de l'avortement. Grâce à une grosse propagande, des résultats appréciables ont été obtenus en peu de temps. Le taux de natalité est tombé de 33,2‰ en 1949 à 21,8‰ en 1953. Quant au nombre des avortements, il a passé de 246.104 à un million dans le même temps.

Le succès de cette politique anticonceptionnelle tient au fait qu'elle a été soutenue très activement par le gouvernement qui ne s'est pas contenté de méthodes comme celle d'Ogino, puisque dans de nombreux cas il est allé jusqu'à admettre l'avortement. On a de plus créé un institut de contraception pour encourager la prévention des naissances. En résumé, « l'ensemble constitue la politique la plus malthusienne qui ait été jamais pratiquée, du moins dans les temps modernes »¹.

Une attitude aussi radicale que celle des Japonais amènerait-elle des résultats identiques en Inde ? Cela paraît peu probable, car le succès nippon ne s'explique pas seulement par la politique du gouvernement. Psychologiquement, le peuple japonais donne l'impression d'avoir des tendances à la limitation des naissances que l'on ne rencontre pas dans l'Inde. Au début du Meiji, le taux de natalité est très bas pour une population de caractère médiéval : il n'est que de 23,1 pour mille². A la fin du siècle dernier, il se relève pour atteindre 36,5 pour mille en 1920. Puis il commence à baisser jusqu'à la guerre. Du point de vue pratique, la propagande anti-conceptionnelle est facilitée par deux facteurs qui ne jouent pas en Inde : 50 % de la population japonaise est fixée dans les villes et est facilement touchée par la publicité en faveur du « birth control ». Quant aux masses rurales, elles ne sont pas comme celles de l'Inde, séparées par de grandes distances.

Ces diverses raisons nous inclinent à penser que le Japon apporte peu d'enseignements applicables à l'Inde. Les problèmes s'y présentent d'une manière trop différente, et même si le gouvernement indien entreprenait une action de grande envergure à la japonaise, celle-ci ne pourrait porter ses fruits aussi rapidement que dans l'archipel nippon³.

En définitive, il paraît peu probable que le taux de natalité baisse au rythme souhaité par les démographes. Il faudrait tout d'abord

¹ Alfred SAUVY, *op. cit.*, p. 222.

² Pierre GOUROU, *L'Asie*, pp. 240 et 241.

³ Au sujet du Japon, cf. revue *Population ; Problèmes démographiques au Japon*, par Jean ROBIN, 1951, n° 2, et *Problèmes et politique démographiques au Japon*, par Ayanori OKASAKI, 1952, n° 2.

sortir de la phase des études-pilotes pour déclencher une campagne générale. Malheureusement, fonds et experts font défaut. Il serait en outre opportun de suivre l'avis des Chandrasekhar et des Gopalaswamy qui préconisent des méthodes directes plutôt que celle d'Ogino de moindre portée. Mais là aussi apparaît le problème du financement. A moins de produits du genre tampon de coton, on ne peut guère concevoir des distributions massives, régulières et gratuites de produits anticonceptionnels.

Au terme de ce chapitre, il est bon de faire le point. Nous avons vu l'optimisme des uns, l'anxiété des autres. Certains pensent que la situation n'est pas tragique et que l'Inde peut se tirer d'affaire par ses propres moyens. D'autres laissent entendre que le flux démographique causera de terribles catastrophes. Existe-t-il une « *via media* » entre ces opinions extrêmes ? Il n'est pas impossible de donner une réponse affirmative à notre question si l'assistance étrangère se déploie largement en Inde comme dans les autres pays sous-développés. Cet appui de l'extérieur ne représente peut-être pas une condition de vie ou de mort, mais dans tous les cas, s'il est suffisamment ample, il permettra de supprimer bien des angoisses et des incertitudes.

CHAPITRE XI

Assistance étrangère

Quatre principaux groupes d'organisations participent à l'aide aux pays sous-développés d'Asie ; ce sont les Nations Unies et les organismes qui en découlent, les diverses formes d'assistance américaine, les plans de développement envisagés par le Commonwealth britannique, enfin l'appui de l'URSS qui commence à s'étendre à des Etats non communistes.

LES NATIONS UNIES

En vertu du principe de collaboration internationale reconnu par l'article 55 de la Charte de l'ONU, les pays plus prospères doivent accorder leur aide aux régions économiquement et techniquement sous-développées. Cet engagement d'assistance se trouve concrétisé par la création du Bureau de l'assistance technique (Technical Assistance Board) en 1949. C'est lui qui se charge de fixer les programmes de développement, de réunir les spécialistes et de les envoyer dans les régions intéressées.

Diverses organisations dépendant des Nations Unies agissent chacune dans une sphère d'action particulière ; ce sont la FAO, l'AAT, l'OMS, l'UNESCO, l'OIT et l'OACI. Ces institutions ont dépensé ensemble les sommes indiquées au premier tableau de la page suivante.

Malgré l'augmentation des crédits entre 1951 et 1952, on conviendra que ceux-ci apparaissent singulièrement limités en face des besoins. C'est pourquoi les Nations Unies doivent se contenter de conseiller, d'étudier tels projets, plutôt que d'apporter une aide directe.

Cette dernière est assurée par une autre organisation découlant des Nations Unies : la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), en anglais généralement appelée World Bank. Elle est née des accords de Bretton Wood, et a commencé ses activités en 1946. Son champ d'action s'étend progressivement,

	1950/51 (Milliers de dollars)	1952	1953
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	1.466	4.932	4.881
Administration de l'assistance technique (AAT)	732	4.524	4.215
Organisation Mondiale de la Santé (OMS)	995	3.816	3.575
UNESCO	830	3.086	2.303
Organisation Internationale du Travail (OIT)	233	1.617	1.942
Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)	259	826	902
Total ¹	4.515	18.801	17.818

et aujourd'hui on peut distinguer trois sortes d'opérations : l'aide à la reconstruction et au développement des Etats-membres, l'encouragement aux investissements privés à l'étranger au moyen de garanties et de participations, l'octroi de prêts grâce à ses ressources ou des fonds empruntés par elle. Dans ces opérations, la BIRD se réserve le droit de contrôler l'usage fait de ses fonds. De plus, elle ne traite qu'avec les Etats ou les entreprises dont les emprunts sont garantis par l'Etat intéressé.

Au 30 juin 1954, l'ensemble des prêts consentis ² se répartit ainsi :

	Millions de dollars
Asie et Moyen-Orient	232
Afrique	199
Australasie	204
Amériques	457
Europe	782
Total	1874

Pour l'Asie et le Moyen-Orient, les divers prêts ³ sont affectés aux secteurs suivants :

¹ *Bulletin de la Société de Banque Suisse*, n° 2, juin 1955, citant le sixième rapport du Bureau de l'assistance technique, suppl. n° 4, New-York, 1954, p. 19.

² Neuvième rapport annuel de la BIRD, p. 14.

³ *Bulletin de la Société de Banque Suisse*, p. 27, n° 2, juin 1955.

	Millions de dollars
Energie électrique	63
Transports	86
Communications et matériel	2
Agriculture et sylviculture	47
Industrie	32
Développement économique général.	2

Pour l'Inde, les prêts autorisés¹ atteignent au début de 1955 la somme de 349 millions de roupies se décomposant comme suit :

	Millions de roupies
Développement d'aciéries	150
Projet de la vallée de Damodar . .	50
Stations hydro-électriques	78
Prêts antérieurs au plan quinquennal	71

L'AIDE AMÉRICAINE

Les divers projets d'assistance américaine découlent dans leur ensemble du fameux point IV du discours que prononça le Président Truman devant le Congrès le 20 janvier 1949; l'homme d'Etat américain proposait de lancer un vaste programme d'aide aux pays sous-développés.

Jusqu'à fin 1954, l'Administration américaine des opérations étrangères (Foreign Operation Administration, FOA) constitue le principal organisme du gouvernement. C'est lui qui a succédé au diverses institutions issues du point IV.

Pour l'année 1954/1955, l'aide purement économique de la FOA² apparaît comme suit :

	Millions de dollars
Afrique et Moyen-Orient	130
Asie du sud	85
Continent américain	9
Total	224

Un autre organisme est l'Import-Export Bank. Elle a été créée par le gouvernement et travaille presque exclusivement avec des fonds fournis par l'Etat. Elle a pour but d'encourager les exportations

¹ *Five Year Plan, Progress Report 1953/54*, p. 25.

² *Board of Trade Journal*, janvier 1955, p. 36.

américaines et son rôle est toujours plus grand dans les projets d'assistance. Contrairement à la BIRD, elle peut accorder des prêts à des entreprises privées sans garantie de l'Etat intéressé.

Au 30 juin 1954, les prêts consentis¹ par l'Export-Import Bank sont :

	Millions de dollars
Europe	1462
Amérique latine	868
Asie	339
Afrique et autres régions	92
Total	2761

Si nous prenons l'Inde en particulier, l'ensemble de l'aide américaine² pour 1951 à 1954 se répartit de la manière suivante :

	Autorisé (Millions de roupies)	Utilisé 1951/54
Prêts : Blé	900	902
Subventions : Assistance technique	816	211
Fondation Ford	24	15
Total	1760	1128

Signalons enfin que le budget américain 1955/1956 prévoit 3530 millions de dollars d'aide militaire et économique pour l'ensemble des pays bénéficiant de l'assistance américaine ; de cette somme, 712,5 millions de dollars sont consacrés au secteur économique, et pour sa part, l'Inde se voit attribuer 85 millions de dollars³.

LE PLAN DE COLOMBO

Plutôt qu'un plan proprement dit, le Plan de Colombo est une organisation d'entraide et de coordination dans les domaines économique, financier et technique. C'est une libre association qui réunit des pays du Commonwealth britannique et d'autres Etats. Son seul organe est le comité consultatif, qui ne dispose pas de fonds propres, mais favorise les accords bilatéraux, les prêts et subventions entre Etats-membres.

¹ *Export-Import Bank, Eighteenth Semiannual Report to Congress, 1954, appendice B, p. 27.*

² *Five Year Plan, Progress Report, pp. 25 et 26.*

³ Voir à ce propos le *New York Times* du 21.4.55 et le *Times* du 5.5.55.

Il faut distinguer les pays assistés et assistants ; les premiers sont la Birmanie, Bornéo britannique, le Cambodge, Ceylan, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, le Laos, la Malaisie, le Népal, le Pakistan, les Philippines, la Thaïlande et le Sud-Vietnam. Les pays assistants sont le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada et les Etats-Unis. Deux organisations spéciales apportent également leur concours : la BIRD et la Fondation Ford.

A ses débuts en 1950, le Plan de Colombo est favorisé par diverses circonstances : plusieurs pays ont recours aux importants avoirs en livres sterling qu'ils détiennent à Londres, et le boom de la guerre de Corée permet d'envisager des projets ambitieux. Aujourd'hui, malgré l'effort accru de plusieurs pays, notamment l'Inde, de grosses difficultés de financement sont apparues, et l'aide des Etats-Unis est de plus en plus indispensable.

Le financement des diverses entreprises est assuré par les ressources des pays intéressés et des crédits extérieurs qui servent d'appoint, sous forme de subventions ou de prêts. Les investissements dans le cadre du plan visent les divers secteurs de l'économie :

	Affectations indiquées en %	
	1952/53	1954/55
Agriculture	11	15
Irrigation et électricité	28	29
Transports et communications	24	23
Industries et mines	11	10
Services sociaux et divers	26	23
	<u>100</u>	<u>100</u>

Le total des dépenses passe de 335 millions de livres sterling en 1951/1952, à 704 millions en 1954/1955. Pour l'Inde, il monte de 196 millions de livres à 419 millions entre 1951/1952 et 1954/1955 ¹.

Il faut distinguer dans ce total les apports des Etats-membres et les subventions qui représentent une aide extérieure. Pour l'Inde, ces dernières atteignirent 348 millions de roupies pour 1951/1954. De ce montant, 141 millions ont été utilisés, l'emploi des autres subventions ayant subi divers retards ².

¹ Nous tirons ces chiffres du rapport cité de la Société de Banque Suisse.

² *Progress Report, Five Year Plan, 1953/54*, pp. 25 et 26.

ASSISTANCE SOVIÉTIQUE

Depuis 1954, l'URSS commence à participer au développement de certains pays sous-développés non communistes. Elle accorde des facilités à l'Afghanistan pour son ravitaillement en pétrole et envisage d'augmenter son aide au royaume de Caboul, notamment pour son réseau routier.

Mais c'est du côté de l'Inde que l'intérêt soviétique est le plus vif. Après l'accord sur la future aciérie de Bhilai (cf. notre chapitre sur l'industrie), il semble qu'une certaine coopération économique doive se poursuivre si l'on en croit les entretiens de M. Nehru et du maréchal Boulganine, lors de la visite à Moscou du Premier Indien. Néanmoins, on ne saurait trop en attendre étant donné les obligations de l'URSS vis-à-vis des pays communistes.

L'AIDE ÉTRANGÈRE PRISE DANS SON ENSEMBLE

Si nous faisons le total de l'aide que reçoit l'Inde, celle de l'URSS mise à part, nous avons le tableau suivant :

	Autorisé (Millions de roupies)	Utilisé 1951/54
Prêts :		
Gouvernement des Etats-Unis (blé)	904	902
BIRD	349	55
Subventions :		
Gouvernement des Etats-Unis .	816	211
Plan de Colombo	348	141
Gouvernement norvégien ¹ . . .	3	3
Total ²	2420	1319

Nous avons vu au cours de cet ouvrage que, malgré l'ampleur de son effort, l'Inde a besoin de l'appui de l'étranger. Celui-ci, comme nous l'avons indiqué, est manifestement insuffisant, si l'on veut accroître rapidement le revenu *per capita*.

Si nous considérons l'ensemble de la zone qui s'étend de l'Afghanistan au Japon, il faudrait y investir 10 milliards de dollars par an (ce qui correspondrait à 9% du revenu de la région), pour augmenter celui-ci de 2% chaque année. Dans ces conditions, on arriverait à doubler le revenu *per capita* en 35 ans. Si nous excluons le

¹ La Norvège a entrepris de fournir l'outillage et l'enseignement technique nécessaires au développement des pêcheries de Travancore-Cochin.

² *Five Year Plan, Progress Report, 1953/54*, pp. 25 et 26.

Japon et la Chine, le reste de la région aurait besoin de 5 milliards de dollars d'investissements par an pour arriver à un résultat identique.

A l'heure actuelle, l'épargne annuelle disponible dans cette zone (Chine et Japon non compris) atteint 2 milliards de dollars et le total de l'aide étrangère est estimé à moins d'un milliard de dollars, ce qui laisse un déficit d'au moins 2 milliards¹. Cette insuffisance d'investissements empêche une réelle expansion et, fait inquiétant, il n'est même pas certain que l'Asie du sud-est puisse maintenir ses faibles niveaux de vie présents.

En tenant compte de ces faits, on mesure combien les programmes d'assistance sont insuffisants. Aussi, pour conclure ce chapitre, ne pouvons-nous mieux faire que citer le sage avertissement lancé par l'OECE à propos des pays sous-développés : « Les décisions prises jusqu'à présent n'apportent que des réponses provisoires et dans certains cas incertaines... Si un mouvement important s'est déjà dessiné et a conduit à des résultats substantiels, il est clair que ces résultats ne sont pas encore à l'échelle du problème². »

¹ Cf. *Economic Survey of Asia and the Far East*, ECAFE 1955, p. xiv.

² Sixième rapport de l'OECE, t. I, chap. VII.

CHAPITRE XII

Pour une plus grande expansion des pays sous-développés

Au stade actuel de l'aide aux pays sous-développés, il serait prématuré de jongler avec les milliards à investir, et d'entrer dans le détail d'un plan de financement. Mais il convient de dégager les principes susceptibles d'accélérer les progrès économiques en Asie.

Nous venons de voir ce que devrait être l'apport financier minimum à la zone de l'ECAFE pour lui permettre de doubler ses faibles revenus *per capita*. Mais si une augmentation de l'aide étrangère est indispensable, il est un autre facteur que nous aborderons au préalable : c'est l'apport collectif des pays intéressés.

COOPÉRATION DES PAYS INTÉRESSÉS

Sous réserve du Plan de Colombo, il a encore été entrepris fort peu dans ce domaine, mais certains signes indiquent qu'un vent de coopération économique aurait quelques chances de se lever sur l'Asie, comme il le fait en Europe depuis 1947.

La conférence de Bandoeng (Indonésie, avril 1955) a mis ce sujet à son ordre du jour : les pays participants conviennent de se prêter mutuellement assistance sur les plans technique et économique. La nécessité de stabiliser les échanges commerciaux est également reconnue, et l'on songe à constituer un organisme permettant d'intensifier et d'assouplir paiements et échanges. La conférence recommande de plus la création rapide d'un fonds spécial sous l'égide des Nations Unies, en même temps qu'une participation plus accrue de la BIRD aux programmes d'aide aux pays sous-développés.

Peu après Bandoeng¹, une nouvelle conférence se tient à Simla (Inde) (mai 1955). Elle diffère de la première en ce qu'elle ne réunit que des puissances bénéficiant de l'assistance américaine. Son seul objectif est de discuter des meilleurs modes d'utilisation de cette

¹ Voir à ce propos les *Indiagram*, bulletin de l'ambassade de l'Inde à Paris, des 25.4.55 et 21.4.55.

aide. Primitivement, on envisageait le développement d'un système multilatéral, au lieu des accords bilatéraux pratiqués actuellement. Ce projet allait de pair avec la création d'un budget spécial pour l'amélioration des relations commerciales entre les pays intéressés. Malheureusement le manque de fonds ne permet pas d'aboutir pour le moment.

Même si les conférences de Bandoeng et Simla n'apportent que peu de choses sur le plan concret, elles sont significatives de l'évolution des esprits asiatiques. Toute œuvre de coopération économique est, comme nous le voyons en Europe, une entreprise de très longue haleine. La lenteur du démarrage ne saurait être évitée, mais le fait que les hommes d'Etat asiatiques considèrent la possibilité de mettre en œuvre un système économique sur une base multilatérale est à lui seul un signe encourageant.

L'AUGMENTATION DE L'AIDE ÉTRANGÈRE

En Inde et dans les autres pays asiatiques qui suivent la ligne de neutralité tracée par M. Nehru, l'assistance étrangère dépend pour son destinataire d'une condition préalable : l'absence de clauses militaires et stratégiques. Jaloux de leur indépendance nouvelle, ces pays craignent, à tort ou à raison, un éventuel retour de l'impérialisme occidental sous forme de cession de bases aériennes. De plus, ils n'ont pas intérêt à indisposer la Chine et l'URSS, avec qui ils entretiennent de bonnes relations.

Cette position neutre de l'Inde donne parfois lieu à des malentendus en Europe et aux Etats-Unis, mais depuis le début de 1955, une meilleure compréhension semble se manifester entre Washington et New Delhi. Porter un jugement sur la politique des Etats-Unis et de l'Inde dépasserait le cadre de cet ouvrage, aussi nous bornerons-nous à cette remarque : même du point de vue purement politique, nous ne pensons pas que des pactes militaires offrent en Asie l'utilité d'une organisation comme le NATO en Occident. Les problèmes ne se présentent pas de la même manière dans les deux hémisphères, et ceux qui craignent l'extension du communisme devraient se persuader d'une chose : les événements de ces dernières années ont montré qu'en Asie le danger vient de l'intérieur (exception faite de la Corée). Le plus sûr moyen de le prévenir est donc d'aider les pays sous-développés de manière à enlever au communisme sa raison d'être ou de devenir.

Ceci posé, voyons quels progrès pourraient être réalisés pour intensifier les programmes d'assistance.

Nations Unies. L'aide offerte par les Nations Unies et ses organismes pêche sur deux points : elle n'est pas assez opérationnelle et ses moyens sont dérisoires. On envoie par exemple un expert inculquer des rudiments de statistique à un pays particulièrement en retard. Malgré un travail consciencieux, l'expert n'obtient souvent que de faibles résultats car la région où il agit n'est pas préparée à une telle réforme. Le manque de fonds aidant, on arrive à un effort sporadique aussi limité dans le temps que dans l'espace.

Le Conseil économique et social des Nations Unies cherche à remédier à cet état de choses. Il est question de créer un fonds spécial pour le développement des pays neufs (SUNFED), mais jusqu'à présent les discussions n'avancent que lentement. En automne 1954, le président du Conseil, M. Scheyven, arrivait à « des conclusions décevantes » pour reprendre ses termes, car les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'URSS ne sont pas disposés à appuyer la création d'un fonds spécial de 250 millions de dollars. « Certains pays, relève M. Scheyven, subordonnent la création d'un tel fonds à une diminution des dépenses militaires au moyen d'un désarmement contrôlé ¹. » Cette réaction annonçait déjà les propositions lancées par le président Edgar Faure peu avant la conférence des « Quatre Grands » à Genève (juillet 1955). Le président du Conseil français suggérait que les grandes puissances réduisent leurs armements et que le montant de cette diminution soit versé à un fonds d'aide aux pays sous-développés.

Il est par contre un organisme attachant à l'ONU qui échappe aux critiques que nous avons formulées, c'est la BIRD dont l'aide est aussi directe que réaliste. De ses activités nous donnerons un des plus récents exemples : le 14 mars 1955, la BIRD conclut un accord avec la « Industrial Credit and Investment Corp. of India Ltd. », nouvellement constituée par des épargnants de l'Inde, du Royaume-Uni et des Etats-Unis pour faciliter l'expansion de l'industrie privée en Inde. La BIRD accorde un prêt de 10 millions de dollars. Par cette opération, elle élargit le marché des capitaux en Inde et permet à la corporation en question de récupérer son propre capital pour d'autres investissements ².

En vue d'augmenter son champ d'action, la Banque internationale est sur le point de créer une filiale, la Corporation de Finance Internationale, dont le but est d'encourager l'expansion des entreprises privées productrices dans les zones du globe insuffisamment

¹ *Le Monde* du 16.10.54. Relancée lors de la réunion du Conseil économique et social en juillet 1955, à Genève, la proposition Scheyven ne rencontre guère plus de succès que l'automne précédent.

² Communiqué de presse de la BIRD, Paris, 14.3.55.

développées ¹. Contrairement à la BIRD, cette nouvelle corporation procédera à des investissements sans garantie gouvernementale.

La BIRD et sa future filiale représentent les entreprises-type susceptibles d'accélérer les progrès en Asie et en Afrique, et la création de la seconde est d'autant plus souhaitable que c'est précisément le secteur privé qui est le plus démuné de capitaux.

Une plus large participation aux plans d'assistance. Développer l'esprit de coopération en Asie, augmenter l'action des Nations Unies et de ses organismes ne suffisent pas, étant donné l'énorme masse de capitaux nécessaires. Il faut encore que l'effort entrepris se place sur le plan mondial, s'appuyant non seulement sur les Etats-Unis et le Commonwealth, mais sur l'Europe continentale également.

Nous avons signalé l'apparition de l'aide soviétique à des pays non communistes comme l'Inde et l'Afghanistan. Il n'est guère possible de prévoir dans quelle mesure une telle assistance pourrait augmenter. Les besoins de l'URSS, de ses plans d'expansion en Asie soviétique, ceux des pays d'Europe orientale, et « last but not least » ceux de la Chine, ne doivent pas laisser une très grande marge pour un gros effort ailleurs.

Quant à l'Europe occidentale, elle a été jusqu'à présent la principale bénéficiaire de l'aide américaine et des crédits de la BIRD. Pareille répartition peut paraître à première vue choquante, mais admettons-la à condition qu'elle prenne fin. En effet, l'économie européenne restaurée grâce à l'appui venu d'outre-Atlantique peut maintenant prendre une plus large part au développement de l'Afrique et de l'Asie, et les faire bénéficier des avantages qu'elle s'est attribués dans les premières années de l'après-guerre.

En Europe occidentale, la France et la Grande-Bretagne ont trop à faire dans leurs propres territoires d'outre-mer pour qu'on puisse en attendre beaucoup. Mais il reste d'autres pays qui pourraient déployer une plus large activité. Il est curieux de constater que la Norvège est seule avec les pays anglo-saxons ² à donner son appui, si modeste soit-il, à l'Inde. On doit regretter que la Suède et la Suisse (celle-ci surtout qui dispose d'importants capitaux) ne participent au développement des pays asiatiques que dans le cadre habituel de leurs relations commerciales. De tels pays sont pourtant qualifiés pour jouer dans ce domaine un rôle beaucoup plus grand qu'on ne l'attendrait de leur position internationale. Ils ont de précieux atouts psychologiques et moraux : ils n'ont pas de passé colonial et sont

¹ Communiqué de presse de la BIRD, Paris, 15.4.55.

² Cf. note 1, p. 128.

neutres vis-à-vis des deux « blocs ». Dans la conjoncture présente, de tels éléments inspirent en Asie une confiance et permettent une liberté d'action qui souvent font défaut aux grandes puissances.

Un autre pays à mentionner est l'Allemagne. On connaît le dynamisme et la hardiesse des industriels et des hommes d'affaires germaniques. Ils tiennent une place toujours plus étendue sur les marchés asiatiques ; leur participation à un vaste plan de financement serait d'autant plus précieux que les Allemands n'hésitent pas à risquer leurs capitaux avec une audace qui manque à d'autres pays d'Europe occidentale.

Aspect non financier. Nous devons insister sur une dernière caractéristique de l'aide aux pays sous-développés. Celle-ci ne présente pas seulement un côté financier et des injections de dollars ne suffisent pas. Il faut encore tout un travail de recherches et d'études sur les genres d'investissements les plus productifs, les besoins les plus immédiats de telle région.

Pour réussir, les experts occidentaux doivent connaître au préalable et de manière précise les conditions de développement du pays où ils se rendent. Nous avons déjà indiqué à propos de l'agriculture tropicale combien l'agronomie devrait se perfectionner pour éviter la répétition de déboires, comme ceux qu'ont connus les Britanniques en Afrique orientale dans leurs plantations d'arachides.

Il faut aussi nous garder de transplanter simplement nos méthodes et nos techniques en Orient, tout en considérant comme primitive n'importe quelle autre technique. Il serait par exemple désastreux de remplacer l'antique charrue en bois des Chinois qui effleure le sol par nos charrues qui creusent de profonds sillons, ceux-ci entraîneraient immédiatement une forte érosion ¹.

Avant de clore ce chapitre nous devons répondre à une éventuelle objection. D'aucuns pourraient nous faire remarquer que toutes ces suggestions, investissements sous forme de prêts, de subventions, ou même de dons relèvent davantage de la philanthropie que de l'économie. Quel intérêt ont de nombreux pays à placer leurs capitaux dans des terres lointaines ? A quoi bon risquer de perdre des millions en Asie quand on peut faire des placements sûrs en Europe ?

Ainsi que nous le verrons au chapitre suivant, un tel raisonnement fait preuve de courtes vues. L'économie internationale devient toujours plus solidaire, et indépendamment de toute générosité, notre intérêt le plus concret est d'éviter que le jeu des forces économiques et démographiques continue à accroître le déséquilibre entre pays développés et sous-développés, sinon, nous finirons un jour par en pâtir.

¹ Dudley STAMP, *Asia*, p. 495.

CHAPITRE XIII

Raisons d'espérer, raisons de douter

D'après les estimations faites à propos de 70 pays, il ressort que les pays à haut revenu, Europe occidentale, Etats-Unis et Canada, ne représentent que 18% de la population du globe. Le revenu total de ces 18% correspond aux deux tiers du revenu mondial. Alors que le revenu *per capita* est de 915 dollars dans la zone sus-mentionnée, 67% des habitants du monde se partagent 15% du revenu mondial avec un revenu individuel moyen de 55 dollars ¹.

En 1950, les Etats-Unis, qui abritent moins de 10% de la population de l'univers, absorbent plus de la moitié de la production mondiale de pétrole, de caoutchouc, de fer, de manganèse, de zinc... ²

Loin de diminuer, ce déséquilibre est en hausse, la disparité des niveaux de vie entre l'Inde et les Etats-Unis qui était de 1 à 15 en 1938 est en 1952 de 1 à 35 ³. Quant au nombre des sous-alimentés, il passe de 38% de la population mondiale en 1938 à près de 60% en 1949/1950 ⁴.

D'un autre côté, plusieurs régions du globe ne savent plus que faire de leurs stocks de produits alimentaires. L'accroissement des rendements dû à l'amélioration des techniques et à des conditions atmosphériques plus favorables qu'avant la guerre explique le tableau suivant ⁵ :

	Stocks de blé (millions de t)			Exportations	
	1951	1952	1953	1954	1953
Etats-Unis . .	10,8	7,8	15,3	23,5	5,8
Canada . . .	6,3	7,4	11,4	17,0	7,1
Argentine . .	2,5	1,2	4,8	4,2	3,1
Australie . .	3,0	2,3	2,9	4,2	2,9

¹ SCHEYVEN, *L'aide aux pays sous-développés, Rythmes du Monde*, 1954, t. II, n° 1.

² Conseil de l'Europe, *Relations économiques avec les pays d'outre-mer*, Strasbourg, 27.8.52.

³ Michel PONIATOWSKI, *L'avenir des pays sous-développés*, p. 16.

⁴ FAO, monthly bulletin, jan. 52.

⁵ *Documentation française, problèmes économiques*, 1.2.55.

Le problème de l'écoulement des stocks commence aussi à se poser en Europe occidentale, où la production agricole augmente annuellement de 3 à 5%, alors que la population ne croît que de 1% ¹. Pour éviter des méventes, on envisage d'intensifier la consommation en Europe occidentale, mesure qui ne fera que creuser davantage le fossé séparant ceux qui sont prospères et ceux qui sont démunis.

En Asie, des pays exportateurs de riz comme la Birmanie et la Thaïlande commencent à souffrir de surproduction. Les bonnes conditions atmosphériques de 1953 et 1954 ont ralenti la demande des pays importateurs. Ceux-ci, comme l'Inde, ne peuvent s'offrir le luxe d'augmenter leurs achats de riz étranger si cela n'est pas indispensable à la prévention de réelles famines, comme le cas s'est produit en 1951.

Que conclure devant ce désordre ? Existe-t-il des raisons de ne pas désespérer, en d'autres termes la faim dans le monde est-elle due surtout à une mauvaise répartition des richesses ?

Le rapport de la FAO ² de 1953/1954 établit que la production alimentaire *per capita* croît annuellement de 3%, alors que la population du monde n'augmente que de 1,5%. Mais en ce qui concerne la zone de l'ECAFE ³ (Chine non comprise) la production *per capita* reste de 12% inférieure à l'avant-guerre malgré une augmentation totale de 10%. Ces chiffres confirment ce que nous avons montré pour l'Inde en particulier, à savoir la grande difficulté d'harmoniser le rythme de la production et le mouvement démographique.

Il ne fait pas de doute qu'une meilleure répartition de la production mondiale est possible ; par là, on arriverait à diminuer le nombre des déshérités, des hommes privés même du plus mince minimum vital. Mais une telle opération implique un bouleversement de nos conceptions économiques en même temps que des sacrifices de la part de ceux qui ont, ou qui ont trop.

Ces sacrifices, nous l'avons déjà laissé entendre, sont dans l'intérêt à long terme de l'Occident. Le jour où les charges militaires diminueront, il lui faudra trouver des débouchés nouveaux, et grâce à une large politique d'investissements il a des chances de résorber au moins dans une certaine mesure le danger que représente l'accroissement des masses asiatiques et africaines. La participation à la mise en valeur des zones sous-développées n'est pas non plus sans profit direct pour l'Occident. La Belgique, qui avait versé 4,5 millions de

¹ *Le Monde*, Rapport de l'OECE sur l'agriculture, 5.7.55.

² *Economist*, Surplus and Hunger, 18.9.54.

³ Rapport de l'ECAFE, 1954, p. 1.

dollars à la BIRD en 1947, a obtenu depuis lors des commandes de biens d'équipement portant sur 100 millions de dollars.

La faim est mauvaise conseillère de même qu'un espace trop étroit : « Si d'ici dix ans la population de l'Australie cesse d'augmenter de façon appréciable, tandis que celle du Japon, de la Chine, de l'Inde et de toute l'Asie du sud-est continue à croître comme elle le fait depuis cinquante ans, le déséquilibre entre l'espace et les ressources naturelles disponibles d'une part et le chiffre de la population de l'autre, provoquera tôt ou tard une tentative pour modifier, par des voies violentes ou pacifiques, le *statu quo* dans le Pacifique, et peut-être sur le continent américain.¹ »

Les raisons qui devraient inciter l'Occident à un très large programme d'assistance sont plus que convaincantes, mais aurait-on les moyens d'accomplir un pareil effort ? Lorsqu'on connaît l'appui fourni par les Etats-Unis aux pays de l'OECE depuis 1947, on doit répondre affirmativement. Sous forme de crédits, de subventions et de dons, les Américains ont apporté les sommes suivantes à l'Europe occidentale :

	Millions de dollars
1950/1951 . . .	7624
1951/1952 . . .	7329
1952/1953 . . .	6000
1953/1954 . . .	4879
1954/1955 . . .	3480

Aujourd'hui, l'économie européenne remise en selle pourrait se joindre aux Etats-Unis dans une action de sauvetage à l'échelon mondial.

Nous serions tentés de terminer sur une note optimiste, si nous omettions un obstacle majeur qui est d'ordre plus psychologique qu'économique. Nous voulons parler de la méconnaissance de ces problèmes. Nous avons eu l'occasion d'indiquer divers signes qui laissent espérer une assistance accrue, mais dans l'ensemble on doit convenir que les efforts entrepris sont insuffisants. L'aide aux pays sous-développés a beau être un sujet à la mode, on ne se donne pas la peine de tirer les conclusions logiques qui s'imposent et l'attention des hommes politiques est attirée par des préoccupations qui sont trop souvent d'ordre secondaire.

¹ Unesco, bull. des sciences sociales, S. CHANDRASEKHAR, *Les problèmes démographiques et les états de tension internationale*, 1949, vol. I, nos 1 et 2.

Le souci numéro un de notre époque devrait être le déséquilibre qui s'accroît sur notre planète. Nous en avons vu un cas concret, celui de l'Inde, mais encore une fois rappelons que 1500 millions d'êtres humains affrontent sous une forme ou une autre ce genre de difficultés. Devant le danger présenté par cet état de choses, devant ceux qui nous menacent si nous ne réagissons pas rapidement, les différends entre l'Est et l'Ouest, les rivalités Kremlin-Maison Blanche n'apparaissent que comme des querelles de clocher.

Dans les régions sous-développées, les oppositions : libéralisme-socialisme-communisme sont dépassées. Il n'est pas certain que les méthodes radicales des soviéto-marxistes arrivent en Asie à des résultats très supérieurs à ceux des pays qui suivent une autre voie. Sous un régime ou un autre, le problème reste posé : même les plus grands efforts sur le plan économique ont peine à suivre l'évolution démographique, ou n'améliorent que peu le standard de vie des populations. Les Chinois, pas plus que les Indiens s'ils devenaient communistes, ne pourraient faire le raisonnement russe d'il y a trente ans : sacrifions-nous pour un avenir meilleur. En Asie, d'une part, la marge de sacrifice possible est plus mince, d'autre part, nous y rencontrons un facteur qui ne s'applique pas à l'URSS : l'accroissement démographique qui s'est manifesté bien avant l'essor économique moderne.

L'insouciance de l'opinion publique et d'une grande partie de ses dirigeants est d'autant plus effarante que les cris d'alarme abondent. Jamais avant le milieu du XX^e siècle, l'humanité n'a été aussi exactement renseignée sur ses besoins et sur les problèmes qui la touchent. De nombreux rapports de l'ONU et de multiples autres organisations nous informent de la gravité de la situation par divers moyens : livres, diagrammes, tableaux statistiques, photographies, films ; pourtant l'indifférence des lecteurs ou des spectateurs est à peine troublée.

Le fait le plus inquiétant dans un tel état d'esprit ce n'est pas son existence, mais ce qu'il sous-entend. L'histoire nous enseigne que c'est à la veille de graves bouleversements que l'humanité fait preuve de la plus grande insouciance. Dans leur impiété, les peuples de Juda et d'Israël n'écoutaient pas les avertissements de leurs prophètes. A Versailles, les dernières années précédant la révolution sont parmi les plus gaies et les plus brillantes de l'ancien régime. Mais l'inconscience du XX^e siècle et son illogisme sont beaucoup plus curieux : nous sommes fiers de la science moderne, à de rares exceptions près, nous lui faisons confiance, pourtant nous n'écoutons pas ses avertissements lorsqu'il s'agit de l'avenir.

On comprendra que dans ces conditions nous ne pouvons conclure sur des affirmations mais sur des questions. Faut-il évoquer l'hypothèse de catastrophes cosmiques, ou en tout cas de crises économiques et sociales sans précédent ? Faut-il parler de ce que les Hindous nomment le Kali Yuga, l'âge sombre équivalent de l'âge du fer des Gréco-Romains, dans lequel l'humanité serait engagée depuis quelques millénaires, et dont la fin ne serait plus très éloignée ? Faut-il au contraire nous accrocher à l'idée de progrès, pourtant si durement meurtrie depuis un demi siècle ?

Paris - Neuchâtel, Juillet 1955.

ANNEXES

SITUATION DU VILLAGE DE DORWAN

Situation. District de Patna, Bihar. Voie d'accès : route en terre, impraticable aux véhicules à la saison des pluies, reliant Dorwan à Dhulin Bazar (5 km.) ; moyens de locomotion usuels : char à bœufs. Service d'autobus à partir de Duhlin Bazar. Principal centre de marché à 25 km. de Dorwan. Plus proche dispensaire à 16 km. Dorwan comprend une école primaire. Régime des propriétés à l'époque de l'enquête : zamindari.

Population. 496 habitants lors de l'enquête, répartis en 89 familles, 82 d'agriculteurs et 7 de non-agriculteurs.

Répartition des agriculteurs.

	Familles	% du nombre total des familles	Personnes
Propriétaires	—	—	—
Fermiers	63	70,8	375
Manœuvres attachés à une terre	16	18,0	76
Manœuvres saisonniers	3	3,2	11

Dimensions des exploitations. Moyenne 2,4 hectares.

Pour les 63 familles de fermiers :

	Familles
moins de 0,8 ha.	16
de 0,8 à 2 ha.	21
de 2 à 4 ha.	14
au-dessus de 4 ha.	12

Revenu annuel net.

	Moyenne par famille (5, 6 personnes) Roupies
Manœuvres attachés à une terre . .	444,4
Manœuvres saisonniers	297,5
Fermiers	1295,0

Alors que les 19 familles de manœuvres ont été étudiées, seules 3 familles de fermiers l'ont été ; de plus ces trois familles étaient plus nombreuses que la moyenne.

Emploi. Nombre total des journées de travail par an :

		Jours
Manœuvres attachés à une terre	hommes	154,7
	femmes	52,3
Manœuvres saisonniers	hommes	94,3
	femmes	27,0

Revenus et dépenses en une année (par famille).

	Revenu annuel	Dépenses totales	Nour- riture	Vêtements chaussures	Combustibles	Divers
Fermiers	1295,0	1155,0	1018,3	62,7	4,7	70,0
Ouvriers						
sur une terre .	444,4	615,8	521,7	30,0	10,1	51,0
Manœuvres saison.	297,5	503,5	424,5	30,0	3,0	46,1

Endettement. Sur les 19 familles d'ouvriers fixes ou saisonniers, 16 sont endettées, la dette moyenne étant par famille de 250 roupies.

Ces données sont extraites du *Report on an Enquiry into the Conditions of agricultural Workers in village Dorwan Bihar State*. Government of India, Ministry of Labour, 1951.

ANNEXE II

SITUATION DU VILLAGE DE VANDALUR

Situation. District de Chingleput, Madras. Bonnes routes, marché le plus proche à Pettai à 20 km. de Vandalur. Dispensaire le plus proche à 6 km., une école primaire de la mission méthodiste. Village situé près de la station de chemin de fer de Vandalur. Village situé relativement près de la zone urbaine de Madras. Régime de propriété : ryotwary.

Population. 362 familles, 1805 habitants. Familles d'agriculteurs 114, 603 personnes, 33,4% de la population totale. Familles de non-agriculteurs 248, 1202 personnes, 66,6%.

Répartition des agriculteurs.

	Familles (5,3 personnes par famille)
Propriétaires cultivateurs	46
Propriétaires et fermiers d'une autre terre	5*
Fermiers	9
Manœuvres saisonniers	54

* Il s'agit des paysans qui, en plus du domaine dont ils sont propriétaires, sont fermiers d'un autre.

Dimensions des exploitations (fermiers et propriétaires).
Moyenne 1 ha.

	Familles	%
moins de 0,8 ha.	82	55,8
de 0,8 à 2 ha.	49	33,4
de 2 à 4 ha.	10	6,7
plus de 4 ha.	6	4,1

Chômage. Nombre de jours par an :

	Jours	Familles étudiées
Propriétaires	128,6	12
Fermiers	70,1	8
Manœuvres saisonniers	126,4	54

Revenus et dépenses par famille en une année. (Pour le nombre de familles étudiées, voir ci-dessus.)

	Revenu	Dépenses	Aliments	Habits	Divers (logement, combustible)	Cérémonies non comprises dans le total
Propriétaires	385,1	398,5	299,5	56,1	42,9	0,83
Prop. et fermiers	—	—	—	—	—	—
Manœuvres	322,6	332,5	249,5	39,4	43,6	3,9
Fermiers	523,0	461,6	316,7	66,8	78,1	17,1

Endettement. L'enquête menée auprès des 54 familles de manœuvres agricoles révèle que 15 familles sont endettées, la dette moyenne étant de 42 roupies.

Propriétaires ne cultivant pas leur terre. Sur les 147 familles ayant une exploitation agricole, il faut indiquer que 88 ne cultivent pas elles-mêmes leurs terres.

Ces données sont extraites du *Report on an enquiry into the conditions of agricultural workers in village Vandalur in Madras State*, Government of India, Ministry of Labour, 1950.

ANNEXE III

SITUATION DU VILLAGE DE KHUNTUNI

Situation. Se trouve sur la grande route Kattak-Sambalpur en Orissa, à 23 km. de la ville de Kattak. L'hôpital le plus proche est à 8 km. Il n'y a pas d'école dans le village, mais une dans le village voisin. Le marché se tient également dans un village tout proche. Le régime de propriété est ryotwary.

Population. 311 habitants, 66 familles dont 57 sont composées d'agriculteurs, 269 personnes.

Répartition des familles d'agriculteurs. (4,7 personnes par famille.)

	Familles	%	Personnes
Propriétaires	19	28,8	104
Fermiers	4	6,1	19
Manœuvres fixes	13	19,7	59
Manœuvres saisonniers .	21	31,8	87

Dimensions des exploitations. Moyenne 1,48 hectare.

	Exploitations	%
moins de 0,8 ha.	24	40
de 0,8 à 2 ha.	28	46,7
de 2 à 4 ha.	3	5,0
plus de 4 ha.	5	8,3

Chômage. Nombre de jours par an : Fermiers 46 jours. Pour les manœuvres fixes, le nombre de jours chômés varie entre 19,3 et 82,3 selon les catégories. Pour les manœuvres saisonniers de 30,0 à 89,3 jours.

Revenus et dépenses par famille en une année (en roupies).

	Revenu	Dépenses	Alimen- tation	Habits	Divers (logement, combustible)	Céré- monies
Fermiers	388,1	422,1	270,0	22,5	53,6	76,0
Manœuvres fixes	463,7	392,4	306,0	31,0	40,4	15,0
	251,3	257,5	198,6	14,6	31,2	13,1
Manœuvres saison.	404,3	437,6	260,4	37,3	78,1	61,5
	280,0	278,4	188,0	23,0	62,6	4,8

Endettement. Familles de manœuvres fixes : 10 sur 13, dette moyenne 60,5 roupies ; familles de manœuvres saisonniers : 14 sur 21, dette moyenne 49,5 roupies.

Report on an enquiry into the conditions of agricultural workers in village Khuntuni Orissa, Ministry of Labour, 1951.

ANNEXE IV

COMPTES BUDGÉTAIRES ET DETTE PUBLIQUE

GOUVERNEMENT CENTRAL

DÉPENSES

En millions de roupies

	1950	1951	1952	1953	1954	1955
Intérêt de la dette	617,3	652,2	695,9	706,6	768,5	837,3
Subventions à l'alimentation	296,6	350,7	300,0	47,6	22,6	4,9
Education et santé	33,2	52,3	63,9	47,3	50,5	85,4
Défense nationale	1.644,0	1.782,1	1.850,5	1.886,9	2.077,9	2.210,5

Transferts aux Etats :

Subventions	198,8	198,9	333,4	495,2	522,0	970,7
Impôts	457,4	475,2	528,6	738,1	728,4	760,2
Prêts et avances (net)	399,4	533,8	635,0	979,9	1.415,1	1.935,1
Autres dépenses courantes	978,9	956,6	1.104,9	1.068,5	1.191,7	1.293,6
Dépenses en capital	774,5	976,5	1.078,4	903,7	1.282,4	1.974,5
Autres prêts et avances (net)	156,3	42,5	116,0	72,2	168,7	263,2
Total	5.557,5	6.020,8	6.706,6	6.946,0	8.227,1	10.335,4

RECETTES

En millions de roupies

	1950	1951	1952	1953	1954	1955
Impôts directs sur revenu :						
Personnes physiques . . .	1.215,8	1.327,3	1.461,9	1.414,3	1.266,0	1.266,5
Sociétés	395,3	404,9	414,1	438,0	384,0	383,5
Droits de douane	1.247,1	1.571,5	2.316,9	1.737,5	1.600,0	1.750,0
(A l'importation)	1.003,0	1.077,0	1.415,9	1.180,7	1.192,5	1.342,0
(A l'exportation)	257,4	473,6	907,4	559,7	403,0	405,9
Autres impôts	714,1	761,1	942,4	856,1	958,0	1.107,2
Recettes des entr. publiques	635,3	940,0	1.061,8	892,2	854,8	934,6
Autres recettes	376,9	511,7	539,6	500,4	490,6	515,3
Total	4.584,5	5.516,5	6.736,7	5.838,5	5.553,4	5.957,1
Solde (+ ou -)	-973,0	-504,3	+30,1	-1.107,5	-2.673,7	-4.378,3

Dette publique (31.3.):

Intérieure : à long terme . .	14.585,0	14.452,0	14.070,9	14.092,0	13.748,1	14.002,3
à court terme .	9.658,0	10.357,3	10.545,1	10.952,0	12.115,5	15.226,5
Extérieure	228,1	292,6	1.165,6	1.179,6	1.158,7	1.163,8
Total	24.481,1	25.101,9	25.781,6	26.223,6	27.022,3	30.398,6

GOUVERNEMENTS DES ETATS

DÉPENSES

En millions de roupies

(Etats A et B seulement)	1952	1953	1954	1955
Education	603,0	662,6	716,4	821,6
Santé	292,2	304,2	334,3	369,1
Agriculture et industrie	676,3	712,7	944,4	999,2
Autres dépenses courantes	2.059,4	2.119,3	2.280,1	2.370,6
Dépenses en capital :				
Plans d'irrigation	514,4	703,5	954,2	1.141,0
Plans d'électrification	199,4	237,7	259,5	349,4
Développement industriel	58,1	33,2	53,5	66,3
Bâtiments et routes	210,4	131,3	187,8	287,5
Autres	434,2	502,5	522,6	622,9
Prêts et avances (net)	244,4	183,7	333,4	234,5
Total	5.291,8	5.590,7	6.586,3	7.262,1

RECETTES

En millions de roupies

Impôts directs sur revenu et fortune :	1952	1953	1954	1955
Impôt personnel sur le revenu . .	569,9	609,0	603,6	587,7
Impôt sur les terres	479,9	558,8	675,7	717,6
Impôt sur les successions	—	—	—	37,5
Droits de consommation	501,0	608,3	587,7	581,2
Impôt sur chiffre d'affaires	542,5	501,8	568,0	566,8
Autres impôts	705,7	694,9	746,3	699,3
Autres recettes	1.344,1	1.281,5	1.437,9	1.614,1
Total	4.133,1	4.254,3	4.619,2	4.804,2
Solde (+ ou -)	-1.158,7	-1.336,4	-1.967,1	-2.457,9

Ces deux annexes sont extraites de l'*Annuaire statistique 1954 de l'ONU*, pp. 462 et 463.

ANNEXE V

COURS DE LA ROUPIE INDIENNE

(Novembre 1955)

$$1 \text{ roupie indienne} = \begin{cases} 67,50 \text{ fr. français.} \\ 1 \text{ shilling 3 pence anglais.} \\ 18 \text{ cents américains.} \\ 0,75 \text{ fr. suisse.} \end{cases}$$

ANNEXE VI

RÉPARTITION DE LA POPULATION SELON SES ACTIVITÉS

(En millions)

	Personnes dépendantes			Total	% par rapport à la population totale
	Indépendantes	complètement dépendantes	semi-dépendantes		
Propriétaires-cultivateurs .	45,7	100,1	21,5	167,3	46,9
Fermiers et tenanciers . .	8,8	18,9	3,9	31,6	8,8
Manœuvres agricoles . . .	14,9	24,7	5,2	44,8	12,6
Propriétaires abstentéistes	1,6	3,3	0,4	5,3	1,5
Total des agriculteurs . .	71,0	147,0	31,0	249,0	69,8
Producteurs non agricoles .	12,2	22,3	3,2	37,7	10,5
Commerçants	5,9	14,5	0,9	21,3	6,0
Empl. dans les transports	1,7	3,7	0,2	5,6	1,6
Professions libérales, fonctionnaires, rentiers et divers	13,6	26,8	2,6	43,0	12,1
Total des non-agriculteurs	33,4	67,3	6,9	107,6	30,2
Population totale	104,4	214,3	37,9	356,6	100,0

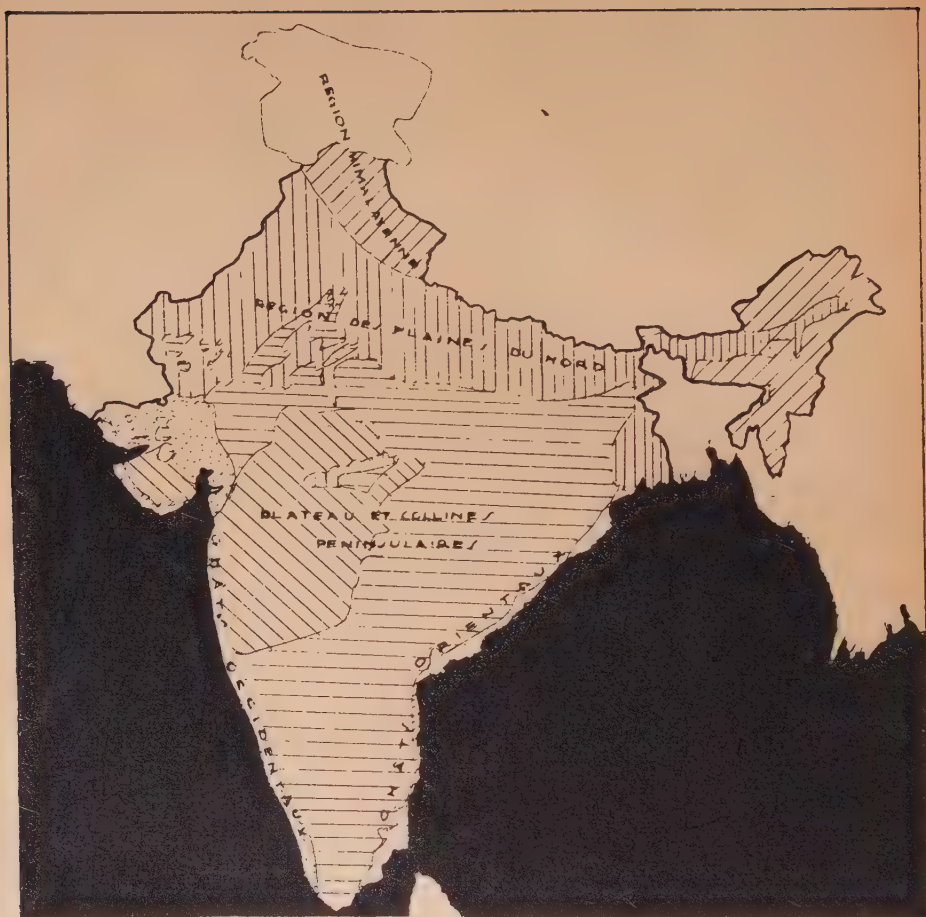
Tableau tiré du *Census of India*, 1951, p. 108.

Le 10 octobre 1955, la Commission de réorganisation des Etats a publié son rapport recommandant au parlement à la place des 27 Etats actuels, la formation de 16 Etats et de trois « Territoires » dépendant de l'administration centrale (Delhi, Manipur, Andaman et Nicobar).

Les Etats suivants seraient appelés à disparaître : Tripura, rattaché à l'Assam ; P.E.P.S.U. et Himachal Pradesh rattachés au Punjab ; Ajmer incorporé dans le Rajasthan ; Madhya Bharat et Vindhya Pradesh englobés dans le Madhya Pradesh ; Saurashtra rattaché à Bombay.

De nouveaux Etats seraient formés : Vidharba (districts maharates de Madhya Pradesh) ; Karnataka, anciennement Mysore, augmenté du Coorg et de quelques districts voisins ; Kerala, anciennement Travancore-Cochin, perdant ses districts tamouls mais gagnant quelques territoires au nord.

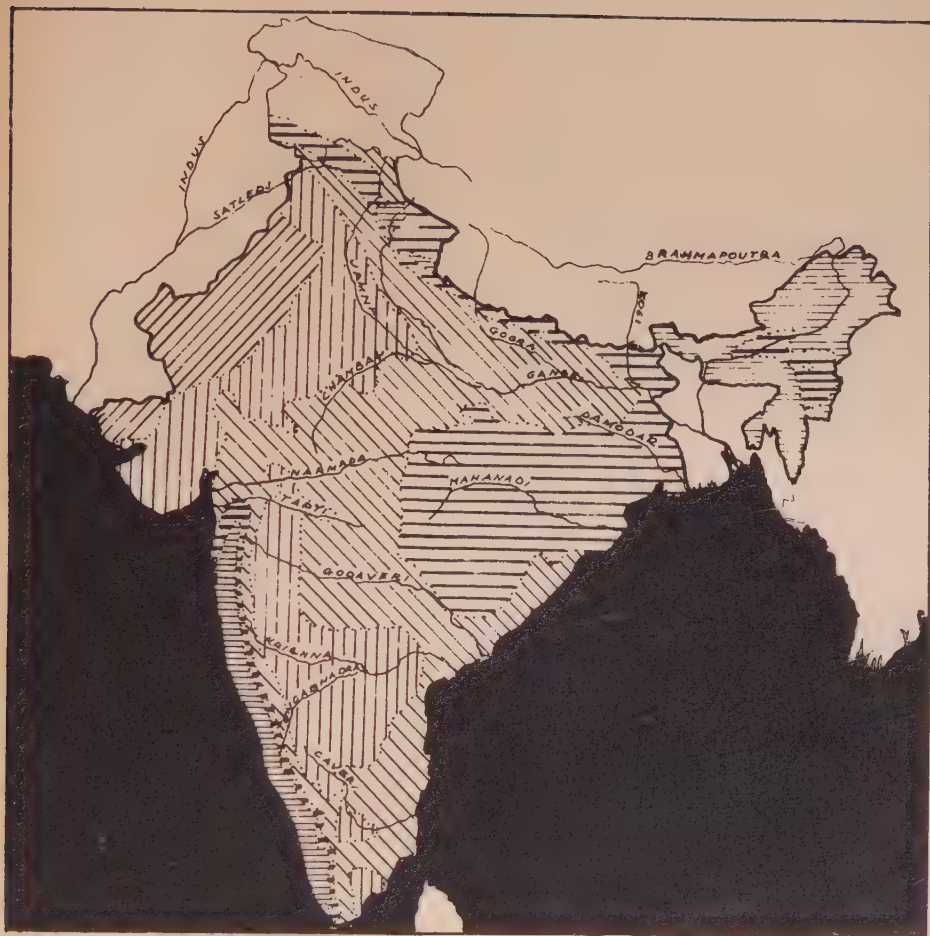




-  Région himalayenne.
-  Plaine du nord de l'Inde. Alluvions et dépôts récents.
-  Plaines côtières. Alluvions et sédiments marins.
-  Laves du Dekkan.
-  Parties de la péninsule sans laves. Granits, gneiss, schistes et sédiments anciens.

RIVIÈRES ET PLUIES

III



-  Au-dessous de 37,5 cm.
-  37,5-75 cm.
-  75-125 cm.
-  125-187,5 cm.
-  Au-dessus de 187,5 cm.

PRINCIPALES RESSOURCES AGRICOLES

IV



RIZ



BLÉ

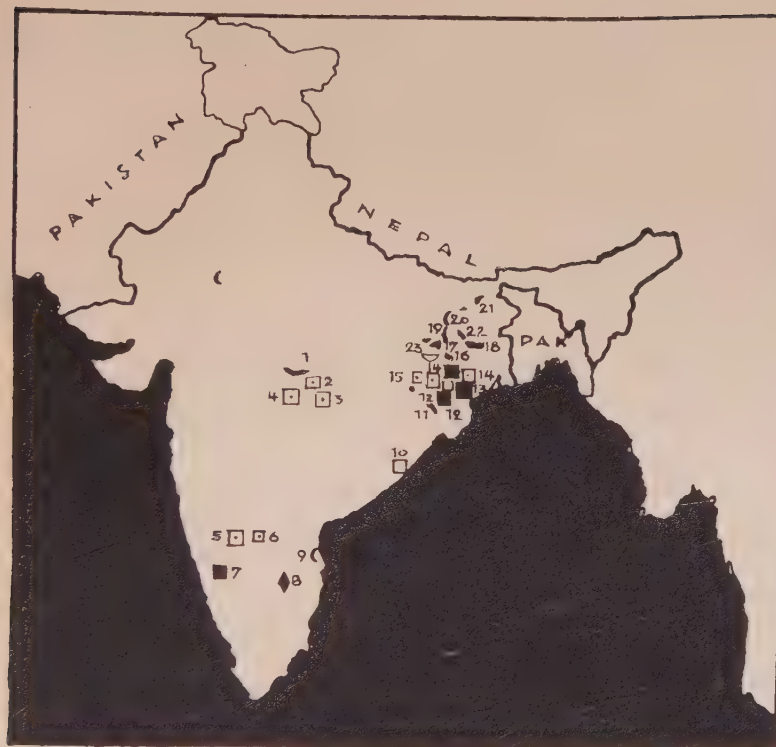


COTON

Ces trois cartes
sont issues de
Asia, par Dud-
ley STAMP, pp.
214, 216, 221.

PRINCIPALES RESSOURCES MINIÈRES

V



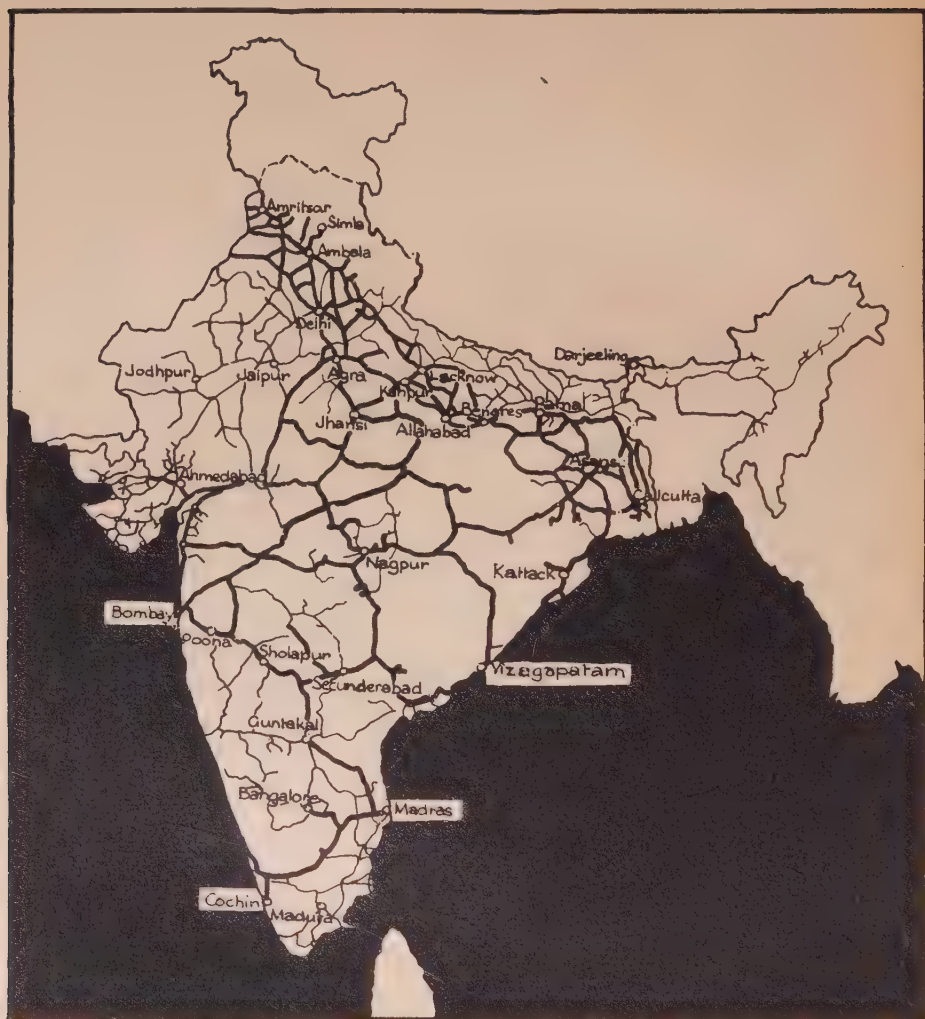
- Chrome.
- Cuivre.
- ◆ Or.
- Fer.
- ◻ Manganèse.
- ◌ Mica.
- Charbon.

1. Mohpani.
2. Chhindwara et Balaghat.
3. Bhandara.
4. Nagpur.
5. Sandur.
6. Bellari.
7. Mysore.
8. Kolar.
9. Nellore.
10. Vizagapatam.
11. Talchir.
12. Keonijhar.
13. Mayurbhanj.
14. Singhbhum (District).
15. Gangpur.
16. Ramgarh.
17. Karanpura.
18. Raniganj-Jherria.
19. Hazaribagh.
20. Gaya.
21. Collines du Rajmehal.
22. Giridih.
23. Daltonganj.

* Carte tirée de *Asia*, par
Dudley STAMP, p. 183

RÉSEAU FERROVIAIRE

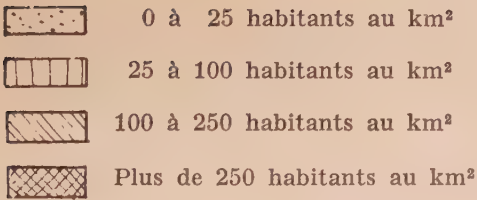
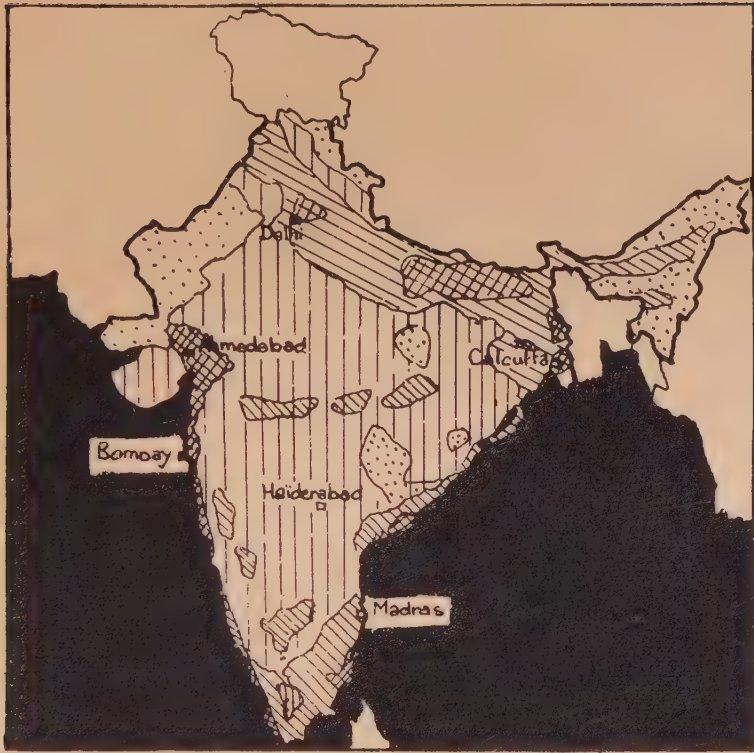
VI



— Ecartement 1,676 m.
— Ecartement 1,000 m.

RÉPARTITION DE LA POPULATION

VII



Bibliographie

Nous avons été amenés à grouper par matières les différents ouvrages, revues et journaux que nous avons consultés. Ce classement présente inévitablement un certain arbitraire, en ce que plusieurs documents se rapportent à divers sujets. C'est ainsi que sous la rubrique « économie » ou « ouvrages généraux » se trouvent souvent des renseignements ayant trait à l'agriculture, à l'industrie ou à la démographie.

HISTOIRE GÉNÉRALE ET ÉCONOMIQUE

- BARBOSA, Duarte, *The Book of Duarte Barbosa*, Londres, Longworth Dames, 1918.
- BERNIER, François, *Histoire de la dernière révolution des Etats du Grand Moghol*, 268 p.; *Événements particuliers dans les Etats du Grand Moghol*, 294 p., Paris, Claude Barbin, 1670.
- DUBOIS, J. A., abbé, *Mœurs, institutions et cérémonies des peuples de l'Inde*, 2 vol., Pondichéry, Mission catholique, 1921.
- GROUSSET, René, *L'Inde et la Chine*, t. II de l'*Histoire de l'Asie*, Paris, G. Crès, 1922, 400 p.
- MAJUMDAR, RAYCHAUDHURI et KALIKINKAR Datta, *An Advanced History of India*, Londres, Macmillan, 1950, 1122 p.
- MEILE, Pierre, *Histoire de l'Inde*, coll. Que sais-je? Paris, Presses universitaires, 1951, 127 p.
- MENDE, Tibor, *La révolte de l'Asie*, coll. Que sais-je? Paris, Presses universitaires, 1951, 128 p.
- *Regards sur l'histoire de demain*, traduit de l'anglais par Mario Levi, Paris, Seuil, 1954, 172 p.
- MILLBURN, William, *Oriental Commerce*, Londres, Black Parry, 1813, 2 vol. 413 et 581 p.
- PANIKKAR, K. M., *Asia and Western Dominance 1498-1945*, Londres, G. Allen & Unwin, 1953, 531 p.
- PRASAD, Ishwari, *L'Inde du VI^e au XVI^e siècle*, Paris, Boccard, 1930, 625 p., trad. Saugy.
- PLINE l'Ancien, *Historia naturalia*, Paris, Ed. Didot.
- TAVERNIER, J. B., *Les six voyages de J. B. Tavernier en Turquie, en Perse et aux Indes*, Paris, 1678, t. II, 663 p.
- Un marchand du premier siècle après J.-C., *The Periplus of the Erythrean Sea*, traduit du grec par Wilfred H. Schoff, Londres et New-York, Longmans Green, 1912.
- Un voyageur français, *Les Indiens ou Tipou Sultan*, Paris, Le Jay, 1788.

OUVRAGES GÉNÉRAUX

Livres

- Ambassade de l'Inde, *L'Inde et ses produits*, Paris, Deux Artisans, 1948, 40 p.
- BÉGUIN, Albert, *L'Inde, les Indes*, Neuchâtel, Baconnière, 1953, 163 p.
- BOWLES, Chester, *Ambassador's Report*, Londres, Gollancz, 1954, 415 p.
- CHATTERJEE, Sir Atul Chandra, *The new India*, Londres, Allen & Unwin, 1948, 202 p.
- Centre d'études de l'Orient contemporain, *Cahiers de l'Orient contemporain*, Paris, Maisonneuve, *Inde*, 2^e sem. 1954, p. 219-222.
- CRESSEY, Georges B., *Asia's Lands and Peoples*, Londres, Mc Grow Hill, 1952.
- DUDLEY, Stamp L., *Asia*, Londres, Methuen, 1950, 704 p.
- *Our undeveloped World*, Londres, Faber & Faber, 1953, 187 p.
- GOUROU, Pierre, *L'Asie*, Paris, Hachette, 1953, 541 p.
- Government of India, Planning Commission, *The First Five Year Plan 1951-1956*, New Delhi, Government Publications, 1952, 671 p.
- *The Sixth Year (1952-1953)*, New Delhi, Publications Division, 1953, 413 p.
- *Facts about India*, New Delhi, Publications Division, 1953, 268 p.
- *India 1954*, New Delhi, Publications Division, 1954, 485 p.
- *India 1955*, New Delhi, Publications Division, 1955, 673 p.
- Planning Commission, *Progress Report for 1953-1954*, New Delhi, 1954, 333 p.
- GUÉNON, René, *Introduction générale à l'étude des doctrines hindoues*, Paris, Vega, 1939 346 p.
- *Orient et Occident*, Paris, Vega, 1948, 231 p.
- MENDE, Tibor, *L'Inde devant l'orage*, Paris, Seuil, 1950, 261 p.
- *L'Asie du Sud est entre deux mondes*, Paris, Seuil, 1954, 522 p.
- MÉTIN, Albert, *L'Inde d'aujourd'hui*, Paris, Armand Colin, 1903, 304 p.
- MOON, Penderal, *The Future of India*, Londres, Pilot Press, 1945, 65 p.
- NEHRU, Jawaharlal, *The Discovery of India*, New-York, John Day, 1946, 595 p.
- OECE, *Sixième rapport, de la reconstruction à l'expansion*, Paris, OECE, 1955, 2 vol., 276 et 275 p.
- ONU, *Annuaire statistique des Nations Unies*, 1954, New-York, Bureau des statistiques, 1954, 594 p.
- PETIT-DUTAILLIS, Yves, et MANI, Mulla, *L'Inde dans le monde*, Paris, Payot, 1951, 239 p.

- PHILIP, André, *L'Inde moderne*, Paris, Félix Alcan, 1930, 261 p.
- PONIATOWSKI, Michel, *L'avenir des pays sous-développés*, Paris, Sefi, 1954, 199 p.
- RENOU, Louis, et FILIOZAT, Jean, avec le concours de MEILE, Pierre, ESNOUL, Anne-Marie, et SILBURN, Liliane, *L'Inde classique*, Paris, Payot, 1949, t. I., 669 p.
- ROSINGER, Lawrence K., *The State of Asia, a contemporary survey (India, p. 443-488)*, New-York, Alfred A. Knopf, 1951.
- SIEGFRIED, André, *Voyage aux Indes*, Paris, A. Colin, 1951, 164 p.
- SPATE, O. H. K., *India and Pakistan*, Londres, Methuen & Co., 1954, 827 p.
- STREIFF, Eric, *Indien*, Zurich, Neue Zürcher Zeitung, 1948, 218 p.
- Times of India, *Directory and Year Book 1954-1955*, Bombay, Delhi et Calcutta, Bennet, Coleman, 1954, 1360 p.
- TRUMBUL, Robert, *India since Independance*, New-York, Foreign Policy Association, 1954, 62 p.

ECONOMIE

Livres

- ANSTEY, Vera, *The Economic Development of India*, New-York, Longmans Green, 1946, 580 p.
- CLARK, Colin, *The Conditions of Economic Progress*, Londres, Macmillan, 1951, 584 p.
- DAS, N., *Studies in Indian Economic Problems*, Calcutta, Mukherjee, 1954, 131 p.
- GUTFELD, Alexander, *Die Wirtschaftsstruktur der Indischen Union*, Berlin, Duncker & Humblot, 1952, 120 p.
- International Labour Office, *Wartime Labour Conditions and Reconstruction Planning in India*, Montreal, ILO, 1946, 111 p.
- JAIN, C. P., *Problems in Indian Economics*, Allahabad, Chaitanya, 1955, intr. xc p., 520 p.
- JATHAR, G. B. et BERI, S. G., *Indian Economics*, Madras, Oxford University Press, 1949, 2 vol, 442 et 488 p.
- LAKDAWALA, D. T., *International Aspects of Indian Economic Development*, Bombay, Oxford University Press, 1951, 191 p.
- NAÏDU, S. V. N., *State and Economic Life*, Delhi University, 1947, 140 p.
- ONU, *Economic Survey of Asia and the Far East, 1947-1953 et 1954*, 223 p., Department of Economic & Social Affairs, Secretariat of Economic Commission for Asia & the Far East, Bangkok, 1955.

- OWEN, Rowland, *India — Economic & Commercial Conditions in India*, Londres, Board of Trade, Commercial Relations & Exports Department, 1953, 406 p.
- PAUL-PONT, Geneviève-Ika, *Les possibilités de développement économique de l'Union Indienne*, Université de Paris, thèse de doctorat (non imprimée), 1953, 440 p.
- PREST, A. R., *War Economics of Primary Producing Countries*, Cambridge University Press, 1948, *India*, chap. 2, pp. 28-87.
- RENOU, Marie-Simone, *L'économie de l'Inde*, Paris, coll. Que sais-je? Presses universitaires, 1952, 115 p.
- ROY, Ajit, *Indian Economy as revealed in the Five Year Plan*, Calcutta, Sarkar, 1953, 126 p.
- VAKIL, C. N. & BRAHMANANDA, P. R., *Planning for a shortage Economy*, Bombay, Vora, 1952, 320 p.
- VAKIL, C. N., *Economic Consequences of Divided India*, Bombay, Vora, 1950, 555 p.
- WILLIAMSON, Harold F., édité par Buttrick John A., *Economic Development Principles and Patterns*, chap. XII *India* par Helen B. LAMB, p. 461-505. New-York, Prentice Hall, 1954.
- Conseil de l'Europe, *Relations économiques avec les pays d'outre-mer*, rapport du secrétariat général, Strasbourg, 27.8.52.

Revues et journaux

Afin d'éviter des répétitions, nous donnerons ici la provenance et la langue des journaux indiens consultés :

- en anglais : *Hindustan Times*, Delhi (Congrès) ; *Times of India*, Bombay et Delhi (indép.) ; *Amrita Bazar Patrika*, Calcutta (indép.) ; *Statesman* (direction britannique, indép.) ; Calcutta et Delhi ; *Hindustan Standard*, Madras (indép.) ; *Indian Express*, Madras (indép.) ; *Eastern Economist*, Bombay (indép.).
- en hindi : *Hindustan*, Delhi (Congrès) ; *Nau Bharat Times*, Bombay et Delhi (indép.).

Etant donné qu'une grande partie des articles consultés ne sont pas signés, nous les avons classés par ordre alphabétique d'après le nom du journal ou de la revue.

Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), *Neuvième rapport annuel, 1953-1954*, Paris, 25.9.54.

BIRD, *Loans at Work*, 1.7.53, Washington.

- *Prospects for Private International Investment*, Washington, sept. 1954.
- *Memorandum relating to the Financial Statements*, 31.3.55, Washington, suivi d'un communiqué de presse, Paris, 3 mai 55.
- *Communiqué de presse*, Paris, 14.3.55, sur l'accord avec l'Industrial Credit & Investment Corporation of India Ltd.
- *Communiqué de presse*, Paris, 15.4.55, sur la création de la Corporation de Finance Internationale.

- Amrita Bazar Patrika, *Five Year Plan, the second phase*, 30.10.53.
- Documentation française (probl. éc.), *La situation économique de l'Inde*, 9.5.50, Paris.
- *Les problèmes économiques et sociaux de la péninsule hindoue*, Paris, 2.5.50.
 - I. *L'évolution récente de l'Inde*, Paris, 31.8.54 ; II, *ibid.*, 7.9.54.
- Eastern Economist, annual no., *India in S. E. Asia & India 1954*, 31.12.54.
- *Special Budget Number*, 5.3.55.
- Economist, *India Forges Ahead*, 20.11.54, Londres.
- *India Progress and Plan*, 22.1.55.
 - *Mr. Deshmukh's Budget*, 12.3.55.
- L'Express, *Qui va gagner en Asie ?* par Thomas Balogh, Paris, 26.3.55.
- Hindustan, *Loksabha mein Wittmantri ka Badjat Bhashan* (discours du Ministre des finances sur le budget 1955/1956), 1.3.55.
- Indiagram, Service d'information de l'Ambassade de l'Inde en France, *Soixantième session du Congrès*, à Avadi, 19 et 20.1.55.
- *Le deuxième plan quinquennal en préparation*, 28.1.55.
 - *Le Ministre des finances présente au Parlement le budget 1955/1956*, 1.3.55.
- Moniteur officiel du commerce et de l'industrie, *La balance des paiements et des échanges commerciaux de l'Inde*, extrait d'une étude du conseiller commercial de France en Inde, Paris, février 1955.
- Le Monde, *Rapport de l'OECE sur l'agriculture européenne*, Paris, 5.7.55.
- New York Times, *Text of the President's Message on Overseas Help*, 21.4.55.
- New Bulletin, *Point four in India*, par Chester Bowles, New-York, février 1953.
- Political Science Quaterly, *Economic Development in India*, par Jerome B. Cohen, Columbia University, no. 3, sept. 1953.
- Politique étrangère, *Problèmes économiques et démographiques de l'Inde*, par Gilbert Etienne, Paris, n° 1, février 1955.
- Pacific Affairs, *Reflections on India Five Year Plan*, par C. N. Vakil et P. R. Brahmananda, septembre 1952.
- Rythmes du Monde, *L'aide aux pays sous-développés*, par Raymond Scheyven, 1954, t. II, n° 1.
- Société de Banque Suisse, *Le relèvement économique des pays insuffisamment développés*, Bulletin n° 2, Bâle, juin 1955.
- Times, *President's Advocacy of U.S. Aid for Asia*, 5.5.55.

AGRICULTURE

Livres

- AGRAWAL, G. D. *Reorganisation of Agricultural Credit*, Kanpur, Industrial Art Printery, 1952, 351 p.
- All India Congress Committee, *Report of the Congress Agrarian Reforms Committee*, Congress Committee, New Delhi, 1951.
- DARLING, Sir Malcolm, *The Punjab Peasant*, Londres, Oxford University Press, 1947, 277 p.
- DESAI, Akshaya, *Introduction to Rural Sociology in India*, Bombay, Indian society of Agricultural Economics, 1953, 257 p.
- GOUROU, Pierre, *La terre et l'homme en Extrême-Orient*, Paris, A. Colin, 1940, 224 p.
- *Les pays tropicaux*, Paris, Presses universitaires, 1953, 196 p.
- Government of India, Ministry of Labour : Government of India Press 1951, New Delhi : *Report on an Enquiry into the Conditions of Agricultural Workers in Brindabanpur*, Bengale, 87 p. ; *Report on an Enquiry into the Conditions of Agricultural Workers in Archikarahalli*, Mysore, 79 p. ; *Report on an Enquiry into the Conditions of Agricultural Workers in Dorwan*, Bihar, 81 p. ; *Report on an Enquiry into the Conditions of Agricultural Workers in Khuntuni*, Orissa, 94 p. ; *Report on an Enquiry into the Conditions of Agricultural Workers in Magurpara*, Assam, 76 p. ; *Report on an Enquiry into the Conditions of Agricultural Workers in Vandalur*, Madras, 73 p.
- Indian Society of Agricultural Economics, *Land Tenures in India*, Bombay, Vora, 1946, 90 p.
- MAMORIA, C. B., *Agricultural Problems of India*, Kitab Mahal, Allahabad, 1953, 720 p.
- NANAVATI, Manilal B. and ANJARIA, J. J., *The indian rural Problem*, Bombay, Vora, 1947, 424 p.
- PATEL, G. D., *Agrarian Reforms in Bombay*, Bombay, India Printing Works, 1950, 225 p.
- RAMAN, Rao A. V., *Structure and Working of Village Panchayats*, Poona, Gokhale Institute, 1954.
- SAYANA, V. V., *The Agrarian Problems of Madras Province*, Madras, 1949, Business Week Press, 332 p.
- SINGH, Charan, *Abolition of Zamindari*, Allahabad, Kitabistan, 1947, 263 p.
- THIRUMALAI, S., *Post War Agricultural Problems and Policies in India*, New-York, Institute of Pacific Relations, 1954, 280 p.

Revue et journaux

- Amrita Bazar Patrika, *India's Food Problem* (Japanese methods of paddy cultivation), par H. K. Nandi, 15.4.53.
- Ambassade de l'Inde, Informations commerciales et économiques, *Nouvelles de l'Agriculture*, Paris, 26.1.52.
- Annales de Géographie, *Structure de six villages du Bengale*, par Ramkrishna Mukerjee.
- Bulletin de la Société de Géographie, Paris, oct.-déc. 1949.
- Chronique sociale de France, *La modernisation de l'agriculture dans les régions sur-développées*, par Mc Kim Marriott, Paris, n° 2, 1954.
- Community Projects Administration, Kurukshetra, *One Year of Community Projects*, oct. 1953, 166 p.
- *Two Years of Community Projects*, New Delhi, oct. 1954, 180 p.
- Documentation française, probl. éc., *Le problème des excédents agricoles dans le monde*, Paris, 1.2.55.
- Eastern World, *A Future for Indian Agriculture*, London, August 1951, n° 8.
- Far Eastern Survey, *Agrarian Reform in India*, American Institute of Pacific Relations, 20.12.50.
- *Agrarian Unrest and Reforms in South India*, June 1954.
- Hindustan, *Krishi shramikon ki sthiti* (Situation des travailleurs agricoles), 2.2.55.
- Middle East Journal, *Land Reform Legislation in India*, par Konrad Bekker, Washington 1951, vol. 3.
- Pacific Affairs, *Indian Agriculture Problems and Programmes*, Institute of Pacific Relations.
- Revue des Etudes Coopératives, *Les plans de réorganisation du crédit agricole aux Indes*, par Frank J. Moore, Paris, n° 100, avril-juin 1955.
- Revue Internationale du Travail, OIT, *Réforme agraire dans l'Inde*, par M. L. Dantwala, Genève, nov.-déc. 1952.
- Revue Internationale du Travail, *Le développement rural dans l'Inde*, par S. S. Dhani, mai 1954.
- Times of India, *Heavy Indebtness of Landless Labour*, 20.5.53.
- UNESCO, Bulletin international des sciences sociales, *Le régime économique du village indien et ses répercussions sur la structure sociale*, B. K. Madan, vol. III, n° 4, 1951.

INDUSTRIE

Livres

- DAS, Nabagopal, *Industrial Enterprise in India*, Londres, Oxford University Press, 1938, 174 p.
- Employers Association, *The Industrial Economy of India*, published by the Employers' Association, Calcutta, 1951, 16 p.

- GADGIL, D. R., *The Industrial Evolution of India in recent Times*, Calcutta, Oxford University Press, 1944, 342 p.
- KESKAR, B. V., *L'industrie textile à domicile dans l'Inde moderne*, Paris, Picart, 1935, 165 p.
- SHARMA, Tulsi Ram, *Location of Industries in India*, Bombay, Hind Kitab, 1948, 320 p.
- Tata Iron & Steel Co. Ltd, *Tata Steel*, Bombay, Walter Thompson, 1953, 20 p.

Revue et journaux

- Amrita Bazar Patrika, *Next Five Year Plan*, 1.12.53.
- Documentation française, probl. éc., *Compétition internationale pour la construction d'aciéries aux Indes*, Paris, 30.11.54.
- Geographical Review, *The Iron and Steel Industry in India*, par John E. Brush, New-York, janvier 1952.
- Hindustan, *Rail Wistar Sambandhi Prastawon par Witchar* (considérations sur les projets de développement des chemins de fer), 10.10.54.
- Hindustan, *Audhoguik outpadan mein outtarottar wriddhi djari* (la production industrielle continue à augmenter), 24.4.55.
- Hindustan Standard, *Inbalance between Production and Consumption*, 31.8.53.
- Nau Bharat Times, *Ek nai aur Witchitr Samasya* (un nouveau projet de préoccupation), 24.10.53.
- International Magazine of Asian Affairs, *The Iron and Steel Industry in India*, Bombay, avril 1954.
- Rythmes du Monde, *Industrialisation de l'Inde*, par le P. Queguiner, 3^e trim. 1950.
- Indiagram, *Inauguration de la première centrale de Bhakra-Nangal*, 7.1.55.
- *Accord indo-soviétique pour la construction d'une aciérie dans l'Inde*, 4.2.55.
- UNESCO, Bulletin International des Sciences Sociales, *La voix de Gandhi* (Gandhi et le machinisme), H. Kabir, vol. V, n° 2, 1953.

POPULATION

Livres

- ANNOUSSAMY, David, *Enquête sur les perspectives démographiques de l'Union indienne*, Université de Montpellier, thèse de doctorat (non publiée), 1954, 257 p.
- BOUGLÉ, C., *Essai sur le régime des castes*, Paris, Alcan, 1935, 280 p.
- CASTRO, Josué de, *Géopolitique de la faim*, Paris, Editions ouvrières, 1952, 331 p.
- CHANDRASEKHAR, S., *India's Population*, New-York, John Day, 1946, 116 p.

- *Les problèmes démographiques dans l'Inde et au Pakistan*, Paris, Dunod, 1950, 39 p.
- *Hungry People and Empty Lands*, Indian Institute for Population Studies, University of Baroda, 1952, 306 p.
- *Demographic Disarmament for India*, Bombay, Family Planning Association of India, 1952, 67 p.
- CHEVALIER, Louis, *Le problème démographique nord-africain*, Paris, Presses universitaires, 1947, 221 p.
- DAVIS, Kingsley, *The Population of India and Pakistan*, Princeton University Press, 1951, 263 p.
- FROMONT, Pierre, *Démographie économique*, Paris, Payot, 1947, 222 p.
- GHOSH, D., *Pressure of Population and Economic Efficiency in India*, New Delhi, Oxford University Press, 1946, 109 p.
- GOPALASWAMY, R. A., *Census of India*, Government of India Press, New Delhi, 1953, 228 p.
- HUTTON, J. H., *Les castes de l'Inde*, trad. de M. Planiol, Paris, Payot, 1949, 294 p.
- Nations Unies, *Annuaire démographique 1948*, Bureau de Statistiques, New York, 1949, 596 p.
- NEVETT, Albert, *Too Many of us?* Poona, Indian Institute of Social Order, 1952, 185 p.
- PANIKKAR, K. M., *Population Problems*, Chindanbaram, Indian Institute for Population Studies, 1950.
- Royal Institute of International Affairs, *A Food Plan for India*, Londres, Oxford University Press, 1945.
- SAUVY, Alfred, *Théorie générale de la population*: vol. I, *Economie et population*, 1952, 370 p.; vol. II, *Biologie sociale*, 1954, 397 p., Paris, Presses Universitaires.
- SINGH, Baljit, *Population and Food Planning in India*, Bombay, Hind Kitab, 1947, 156 p.
- SENART, Emile, *Les castes dans l'Inde*, Paris, Geuthner, 247 p., 1927.
- TAGLIACARNE, Guglielmo, *Demografia, dell' India*, Rome, Società italiana di demografia e statistica, 1949, 55 p.
- VERNANT, Jacques, *Les réfugiés dans l'après-guerre*, Inde et Pakistan, chap. 30, p. 803-838, Monaco, Rocher, 1953, 919 p.
- World Health Organization, *Final Report on Pilot Studies in Family Planning*, New Delhi, Regional Office of the WHO for S.E. Asia, 1954, 215 p. (ronéotypé).

Revues et journaux

- Amrita Bazar Patrika, *Rural Enquiry in Family Planning*, 3.7.53.
- Documentation française, *Situation alimentaire dans l'Inde*, par N. V. Sovani, 8.9.53.
- *Problèmes démographiques et économiques de l'Asie orientale et méridionale*, I. Démographie, 10.12.48; II. Agr. et Ind., 1.12.48.
- *Situation alimentaire de l'Inde*, 9.11.48.

Economist, *Famine in India*, 21.4.51.

— *Report of the FAO for 1953-1954*, 18.9.54.

Far Eastern Survey, *Population Problem in India and Pakistan*, Amer. Inst. of Pac. Rel., nov. 30.49.

New Republic, *Birth Control in India*, par Bruce Bliven, 18.2.52.

News Week, *Conference of Demographers in Rome*, 13.9.54.

Politique étrangère, *Données récentes sur la population de l'Inde*, par Pierre Meile, Paris, août-déc. 1951.

Indian Journal of Economics, *Population Planning in India*, par N. V. Sovani, jan. 47.

Hindustan Times, *Family Planning in the Five Year Plan*, par S. Chandrasekhar, 15.8.53.

— *Family Planning* (Mysore Pilot Studies), 25.8.53.

— *Family Planning — Discouraging Reports*, B Natarajan, 13.9.53.

— *Bogey of Overpopulation — Reassuring View*, par Colin Clark, 12.10.53.

Hindustan Standard, *New Light on Population*, Colin Clark, 16.11.53.

— *Future Growth of Population*, par P. C. Bansil, 21.12.53.

— *Limited Family demand almost universal*, 16.10.53.

Indian Express, *Amrita Kaur opposes contraceptives*, 20.8.53.

Milbank Memorial Fund, *Approaches to Problems of High Fertility in Agrarian Societies — The Problem of Fertility Control in India*, par N. V. Sovani, New York, 1952.

Population, Institut National d'Etudes Démographiques, Paris :

La paix et l'accroissement de la population dans le Pacifique, W. S. Thompson, oct.-déc. 1947.

La population de l'Inde, Pierre Meile, janv.-mars 1948.

Les problèmes démographiques dans l'Inde et au Pakistan, S. Chandrasekhar, juillet-sept. 1950.

Les problèmes démographiques dans les régions insuffisamment développées, F. H. Hankin, janvier 1951.

La politique du Gouvernement indien et la limitation des naissances, Frank. W. Notestein, oct. 1951.

Etude-pilote sur la limitation volontaire des naissances dans l'Inde, janv.-mars 1952 et avril-juin 1953.

La population du monde et les besoins en matières premières, Frédéric Tabah, oct.-déc. 1953.

Le mouvement dans le monde en faveur de la limitation des familles, 1945-1954, Jean Sutter, avril-juin 1955.

Enquête sur la possibilité de diffuser la méthode Ogino en Inde, Jean Sutter, avril-juin 1955.

Le Congrès mondial de la population, Léon Tabah, avril-juin 1955.

Revue Internationale du Travail, Genève :

Population et niveaux de vie, par Colin Clark, août 1953.

Population et niveaux de vie, réponses à l'article de M. Colin Clark, janvier 1954 :

I. *Le problème de l'accroissement démographique*, par Derek T. Healey.

II. *Familles nombreuses et niveaux de vie*, Sten S. Nilson.

L'accroissement démographique, le développement social et économique et les niveaux de vie, par S. Chandrasekhar, juin 1954.

Réponses à l'article de M. S. Chandrasekhar, nov. 1954 :

I. *La population, les niveaux de vie et l'avènement de la responsabilité*, par S. de Lestapis.

II. *Accroissement démographique et niveaux de vie*, par Albert Nevett.

Times of India, *In Favour of Contraceptives*, par S. Chandrasekhar, 19.3.53.

— *Good Progress in Family Planning*, 1.9.53.

Statesman, *New Delhi Clinics for Family Planning*, 26.6.53.

UNESCO, Bulletin international des sciences sociales, *Les problèmes démographiques et les états de tension internationale*, par S. Chandrasekhar, vol. I, nos 1 et 2, 1949.

Table des matières

Pages

Introduction	1
------------------------	---

DONNÉES ANCIENNES

Chapitre I. L'Inde pré-britannique	7
Chapitre II. Evolution démographique de 1891 à 1951.	12
Chapitre III. Evolution industrielle sous les Britanniques	19
Chapitre IV. Secteur agricole	23
Chapitre V. Conditions de développement faussées	27
Chapitre VI. Le partage de l'Empire et ses effets	30

DONNÉES ACTUELLES

Chapitre I. Les traditions de l'Inde et la civilisation moderne	35
Chapitre II. Elaboration du plan quinquennal 1951/56	40
Chapitre III. Agriculture	50
Chapitre IV. Structure de l'agriculture et réformes agraires	62
Chapitre V. Transports et communications	72
Chapitre VI. Développement industriel	79
Chapitre VII. Hygiène et santé publique	90
Chapitre VIII. Augmentation future de la population et de la production	95
Chapitre IX. Pour ou contre le « birth control »	104
Chapitre X. Facteurs susceptibles de réduire le taux de natalité	112
Chapitre XI. Assistance étrangère	123
Chapitre XII. Pour une plus grande expansion des pays sous-développés	130
Chapitre XIII. Raisons d'espérer, raisons de douter	135
Annexes	141
Cartes	151
Bibliographie	159

